



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Inspection Générale des Affaires Culturelles

n° 2014-12

**ANALYSE DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES
ET DES POLITIQUES CULTURELLES EN RÉGION**

PHASE 1

DÉPENSES PAR RÉGION

DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ET DE SES OPÉRATEURS

Anne CHIFFERT
Inspectrice générale des
affaires culturelles

Dominique CHAVIGNY
Chargé de mission
d'inspection générale

Catherine LE GAL
Auditrice interne



Ministère de la Culture et de la Communication

La Directrice du Cabinet

NOTE

à l'attention de Madame Ann-José ARLOT
Chef du Service de l'Inspection Générale
des Affaires Culturelles

05 FEV. 2014

CC/18957

Objet : Analyse des interventions financières et des politiques culturelles en région

Dans le cadre de la politique de décentralisation portée par le Gouvernement, la loi de Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPAM) offre une modalité nouvelle de relation entre l'État et les collectivités territoriales. Elle ouvre en effet la possibilité pour celui-ci de déléguer aux collectivités qui en feraient la demande la gestion de compétences qu'il exerce, pour une période limitée et dans un cadre défini par convention.

Il m'apparaît important d'examiner les conditions dans lesquelles ce nouvel outil de partenariat pourrait être utile dans les domaines de la culture et de la communication.

Dans cette perspective, j'ai souhaité que soit engagée au sein du ministère une réflexion concertée sur ce thème et j'ai chargé à cet effet le secrétariat général de mettre en place un groupe de travail, associant les directeurs généraux de l'administration centrale et des directeurs régionaux des affaires culturelles, qui me rendra prochainement ses conclusions.

Il me semble également indispensable de disposer d'une vision précise et actualisée des politiques culturelles mises en œuvre et des moyens qui leur sont affectés dans chacune des régions. C'est pourquoi je confie à l'IGAC la mission d'en établir l'état des lieux et de procéder à son analyse.

Dans un premier temps la mission procédera, avec l'appui du secrétariat général et des directions générales, à une consolidation des données existantes sur les apports financiers du ministère de la Culture et de la Communication dans chaque région au titre de ses crédits déconcentrés et centraux comportant les établissements publics, les SCN et, lorsque ces données peuvent être disponibles, les secteurs de l'audiovisuel et de la presse. Ces données et leur analyse devront m'être remises dans un délai de huit semaines.

Dans un second volet de la mission, je souhaite que soit établie une estimation récente des apports financiers des conseils régionaux à la culture, directement ou par l'intermédiaire des agences qu'ils subventionnent, ainsi qu'un recensement des organisations qu'ils ont mises en place pour mener leur politique culturelle: place du service dédié dans l'organigramme de leur administration et ses effectifs, y compris les agences régionales.

L'IGAC s'attachera également, pour chaque région, à présenter la politique culturelle des collectivités territoriales régionales et ses modalités de mise en œuvre dans ses différentes composantes (Patrimoine, Spectacle vivant, industries culturelles...). Au titre des partenariats, les dispositifs communs existants (commissions conjointes, mutualisations de crédits dans une structure commune, fonds d'intervention...) devront être inventoriés. L'ensemble de ces données fera l'objet d'une synthèse au plan national.

Pour la réalisation de ce second volet, je demande expressément aux DRAC et au Département des études, de la prospective et des statistiques de se mobiliser pour répondre aux demandes de l'IGAC dans les délais qui leur seront fixés.

Je souhaite pouvoir disposer des résultats complets des travaux de l'IGAC au plus tard dans un délai d'un mois suivant l'achèvement de la première partie de la mission.



Laurence ENGEL

Copies: SG et DG

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| Présentation générale de la mission | 1 |
| Analyse au plan national des dépenses par région du ministère de la culture et de la communication | 5 |
| Dépenses par région et par catégorie | 17 |
| Alsace | 19 |
| Aquitaine | 29 |
| Auvergne | 39 |
| Bourgogne | 49 |
| Bretagne | 59 |
| Centre | 69 |
| Champagne-Ardenne | 79 |
| Corse | 89 |
| Franche-Comté | 99 |
| Guadeloupe | 109 |
| Guyane | 119 |
| Ile-de-France | 129 |
| Languedoc-Roussillon | 141 |
| Limousin | 151 |
| Lorraine | 161 |
| Martinique | 171 |
| Midi-Pyrénées | 181 |
| Nord-Pas-de-Calais | 191 |
| Basse-Normandie | 201 |
| Haute-Normandie | 211 |
| Pays-de-la-Loire | 221 |
| Picardie | 231 |
| Poitou-Charentes | 241 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 251 |
| Réunion | 261 |
| Rhône Alpes | 271 |
| Synthèses au plan national des dépenses par catégorie | 282 |
| Note et tableau méthodologiques | 285 |

PRÉSENTATION DE LA MISSION

Rappel des objectifs :

Conformément à la demande de la directrice du cabinet de la Ministre de la culture et de la communication dans sa lettre de mission adressée à l'inspection générale des affaires culturelles (IGAC), l'objectif est d'établir une consolidation région par région des différentes dépenses du ministère et de procéder à une estimation des dépenses et des moyens organisationnels que les conseils régionaux ont mis en place pour assurer les politiques culturelles qu'ils ont définies.

Il convient de préciser en préambule que la démarche retenue par l'IGAC n'a pas pour objet d'établir des comparaisons quantitatives qui seraient dénuées de fondement entre les moyens mis en œuvre par les conseils régionaux et le ministère de la culture et de la communication. En cela, l'étude du DEPS qui vient d'être publiée « *Les dépenses culturelles des collectivités territoriales en 2010: 7,6 milliards d'euros pour la culture* » constitue l'outil adéquat permettant d'évaluer les efforts engagés par toutes les collectivités territoriales au bénéfice de la culture.

Dans une démarche jusqu'à ce jour jamais entreprise, l'IGAC s'est donc attachée à produire les éléments d'information les plus récents, c'est à dire sur la base des crédits de paiement 2013, de nature à donner pour chacune des 26 régions une lecture actualisée et la plus précise possible des moyens et des organisations du conseil régional et du ministère de la culture et de la communication que la direction régionale des affaires culturelles, placée sous l'autorité du préfet de région, représente sur ce territoire.

Une mission dont les résultats sont produits en deux temps

L'IGAC a été appelée à remettre les résultats de ses travaux en deux temps.

Un premier rapport, que l'on trouvera ci-joint, présente les données quantitatives relatives aux dépenses du ministère. Pour ce faire la mission a procédé, avec l'appui du secrétariat général et des directions générales, à une consolidation pour chaque région des données existantes au titre des crédits déconcentrés et centraux du ministère ainsi que des opérateurs, des services à compétence nationale (SCN) et des secteurs de l'audiovisuel et de la presse.

Remis dans un second temps, le rapport final de la mission comportera une estimation récente des apports financiers de chacun des conseils régionaux à la culture et une présentation de sa politique culturelle dans ses différentes composantes (Patrimoine, Spectacle vivant, Industries culturelles...) ainsi que de ses modalités de mise en œuvre.

L'ensemble des données ainsi recueillies au cours des deux phases de la mission fera l'objet d'une synthèse établie au plan national.

Une organisation faisant appel à un travail collectif

Un comité de pilotage interne à l'inspection générale a été chargé de définir l'organisation du travail collectif qu'a impliqué cette mission.

Ce travail collectif s'est exercé en premier lieu au sein même de l'IGAC par la mobilisation des inspecteurs généraux et des chargés de mission d'inspection générale qui ont accompagné les travaux relatifs à la région pour lesquels ils sont les référents.

Mais ce travail collectif s'est étendu à l'ensemble des services du ministère (secrétariat général, directions générales et directions régionales des affaires culturelles) qui ont contribué chacun pour ce qui les concerne au rassemblement des informations nécessaires à la réalisation de la mission de l'IGAC.

De même, la participation des établissements publics et des opérateurs a été active, notamment ceux disposant d'antennes en région comme le Centre des monuments nationaux (CMN) ou le Centre national de la danse (CND) par exemple et ceux répartissant des aides en région comme le Centre national du livre (CNL) ou le Centre national du cinéma (CNC). Les sociétés de l'audiovisuel, France Télévision et Radio France, également sollicitées ont apporté les données qui leur étaient demandées, au prix d'adaptation complexe de leur cadre budgétaire qui ne repose pas sur une approche par région.

Pour la première phase d'exécution de la mission, toutes les données ont été rassemblées et traitées par l'inspection générale, plus particulièrement par la cellule d'audit interne qui lui est rattachée. Elle s'est efforcée d'offrir une photographie la plus complète possible des dépenses du ministère de la culture et de la communication en région exécutées en 2013 au titre des crédits déconcentrés et centraux incluant les établissements publics implantés en région et les autres opérateurs distribuant des soutiens, les Services à compétence nationale et les secteurs de l'audiovisuel et de la presse.

Il faut souligner que ce travail de récolement est le premier réalisé au sein du ministère, et la contrainte de calendrier qui a accompagné ce premier exercice a pu conduire à des imprécisions ou à des choix qu'il conviendrait sans doute à l'avenir d'affiner.

Les modalités de la collecte des données et des informations relatives aux conseils régionaux dont les DRAC ont été les agents sur le terrain seront précisées dans le rapport de seconde phase.

A ce stade, il est cependant utile d'indiquer que les deux enquêtes (1ère et 2ème phases) ont débuté concomitamment selon des grilles susceptibles de produire une lecture cohérente du paysage que composent au niveau régional les interventions du ministère et des conseils régionaux.

Périmètre retenu:

Le périmètre retenu par l'IGAC comprend les deux catégories de dépenses suivantes :

- Les dépenses effectuées à partir du budget général de l'État affecté au ministère de la culture et de la communication et à ses opérateurs pour 2013 ;
- Les dépenses effectuées à partir des produits des taxes de toutes natures affectées au secteur culturel. Ces crédits peuvent être redistribués sous forme d'aides par des opérateurs ou autres structures (CNC, CNL, CNV) ou bien servir à implanter régionalement

des services publics comme le réseau national de France Télévision (FR3) ou de Radio France (France Bleu).

Ainsi, le périmètre de l'analyse dépasse le strict champs des deux missions du ministère pour intégrer trois programmes de la mission « Avances à l'audiovisuel public » relevant du ministère : les programmes 841 « *France télévision* », 843 « *Radio France* » et 845 « *Institut national de l'audiovisuel (INA)* » et une partie du programme 122 du ministère de la Réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique pour ce qui concerne la Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques. En revanche, la mission n'a pas inclus dans ses travaux les dépenses mutualisées au niveau des préfectures et effectuées pour le compte du ministère de la culture et de la communication sur les programmes 309 « *Entretien immobilier de l'État* » et 723 « *Contribution aux dépenses immobilières* ».

Principales sources:

La première préoccupation du comité de pilotage a été de déterminer les sources nécessaires à la documentation des travaux des deux phases pour procéder d'une part à la consolidation par région de l'ensemble des crédits du ministère de la culture et de la communication et effectuer d'autre part une estimation des dépenses et des organisations mises en œuvre par les conseils régionaux au service de leur politique culturelle.

L'origine des données utilisées dans le cadre de la première phase de la mission est diverse selon qu'il s'agit des dépenses d'administration centrale, des crédits déconcentrés ou des dépenses des opérateurs. Les services du secrétariat général ont été sollicités en priorité (Département de l'action territoriale, Bureau de la qualité comptable, Bureau de l'emploi et de la rémunération). La réalisation de la mission a nécessité également la collaboration des services des Directions générales et l'aide directe des opérateurs pour recueillir des informations précises sur leur activité de distribution de soutien financier.

Concernant le second volet de la mission qui consiste à procéder à un état des lieux des politiques culturelles menées par les Conseils régionaux, la mission n'a pu s'appuyer ni sur les données centralisées par la Direction générale des collectivités locales du fait du manque de finesse des informations (ce point sera explicité dans le rapport final), ni sur les résultats de l'enquête conduite fin 2013 par le département de l'action territoriale auprès des Directions régionales des affaires culturelles pour recueillir les données relatives à l'évolution des financements des collectivités territoriales en faveur du domaine culturel entre 2012 et 2015, très peu de réponses étant parvenues au DAT à la date de la mission. De ce fait, la mission a élaboré un questionnaire diffusé auprès des DRAC pour recueillir des informations sur le budget du Conseil régional et dont les réponses serviront de base pour l'analyse.

A titre complémentaire, le rapport 1ère phase présente en annexe pour chaque type de données un récapitulatif des sources utilisées, des conventions appliquées ou des retraitements de données qui ont été effectués par la mission IGAC.

Composition du rapport de première phase

Le rapport de la première phase de la mission est composé:

- 1) d'une synthèse et d'une analyse des données au plan national
- 2) d'un feuillet pour chacune des régions comprenant:

- une brève note de présentation rédigée par l'inspecteur ou le chargé d'inspection générale référent
 - un tableau de synthèse des dépenses du périmètre culture et communication
 - une présentation graphique des grandes masses de dépenses par types de crédits
 - 4 tableaux détaillés pour chacune des catégories de dépenses :
 - . détail des crédits déconcentrés/ventilation par secteur d'intervention,
 - . effectifs du ministère de la culture et de la communication et des opérateurs,
 - . détail par programme des dépenses d'intervention sur crédits centraux,
 - . détail des crédits des opérateurs, autres structures et sociétés de l'audiovisuel
- 3) d'une note méthodologique présentant les modalités de traitement des données utilisées et un tableau récapitulatif des sources.

**ANALYSE
DES DÉPENSES PAR REGION DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET DE SES OPÉRATEURS**

Répondant strictement à la mission, les feuillets composant le rapport de première phase présentent par catégorie une consolidation détaillée de la totalité des dépenses affectées à chacune des régions par le ministère de la culture et de la communication (MCC), y compris la Dotation générale de décentralisation (DGD) et ses opérateurs.

On trouvera ci-dessous un tableau de synthèse de ces dépenses, établi au plan national. Ces dépenses totales, hors dépenses des sociétés audiovisuelles, s'élèvent toutes régions confondues à 3 786 986 785 € en 2013.

TABLEAU 1 - DEPENSES TOTALES EN EUROS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ET DE SES OPERATEURS – HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL (Exécution 2013)

| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES | CREDITS D'ADMINISTRATION CENTRALE <i>T6+SCN+T2</i> | CREDITS OPERATEURS | TOTAL |
|----------------|----------------------|---|--------------------|---------------|
| TOUTES REGIONS | 849 016 055 | 1 167 262 818 | 1 770 707 912 | 3 786 986 785 |

1. Présentation des dépenses d'intervention du ministère de la culture et de la communication (MCC) par région et par catégorie

De manière complémentaire et dans la perspective de la seconde phase de la mission, l'analyse présentée ci-dessous s'attache principalement à rendre compte des dépenses d'intervention en région. Dans cette analyse, on retiendra une notion étendue des crédits d'intervention, c'est à dire comprenant tous les crédits qui concourent à irriguer directement l'activité culturelle au sein de ces territoires.

Dans ce périmètre sont ainsi retenus :

- les crédits déconcentrés, hors dépenses de fonctionnement des DRAC (programme 224 action 07) ;
- les crédits centraux d'intervention et des SCN, les dépenses de masse salariale titre 2 (T2) étant exclues de ce périmètre ;
- les subventions de fonctionnement (T3) et d'investissement (T7) pour les opérateurs implantés en région ;
- pour les opérateurs distribuant des aides, sont pris en compte le montant de ces aides et le coût du siège dans sa région d'implantation ; et, pour le Centre national du livre (CNL), le Centre national du cinéma (CNC), le Centre national de la chanson des variétés et du jazz (CNV) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) hors coût du siège.

En revanche, notamment pour des raisons de cohérence entre les exercices budgétaires, les données relatives au secteur de l'audiovisuel (FR3, Radio Bleue) datant de 2012 ont été

traitées séparément et exclues de l'addition de l'ensemble des dépenses du MCC.

Par ailleurs, la mission signale un phénomène de distorsion lorsqu'il s'agit d'analyses par région, du fait du programme 180 « Presse » qui résiste mal à une répartition par région. Le programme 180 qui concerne de grands quotidiens à diffusion inter-régionale concentre en effet des subventions importantes sur la région abritant le siège du journal, ce qui provoque une hypertrophie des crédits centraux dans les régions siège de ces journaux comme par exemple, en Aquitaine ou en Bretagne.

Le tableau qui suit présente donc une répartition par région et par catégorie de dépenses d'intervention, telles que définies précédemment, ainsi qu'un total des dépenses pour chacune d'elles.

On y constate que le montant total des dépenses d'intervention du MCC affectées aux régions s'élève à 3 335,5 M€.

TABLEAU 2 - REPARTITION PAR REGION DES DEPENSES D'INTERVENTION EN EUROS - (Exécution 2013)

| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES <i>hors Prog . 224 action 07</i> | CREDITS D'ADMINISTRATION CENTRALE <i>Hors T2</i> | CREDITS OPERATEURS | TOTAL |
|----------------------------|---|---|-----------------------|----------------------|
| ALSACE | 27 003 408 | 5 018 355 | 17 668 148 | 49 689 911 |
| AQUITAINE | 40 480 959 | 12 844 393 | 16 963 918 | 70 289 270 |
| AUVERGNE | 19 615 094 | 7 197 018 | 7 043 137 | 33 855 249 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 126 223 | 3 530 854 | 3 701 438 | 32 358 515 |
| BOURGOGNE | 32 048 268 | 4 912 472 | 5 555 340 | 42 516 080 |
| BRETAGNE | 36 195 236 | 19 392 132 | 12 785 200 | 68 372 568 |
| CENTRE | 34 443 319 | 9 565 082 | 13 688 700 | 57 697 101 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 123 534 | 4 460 981 | 12 383 979 | 37 968 494 |
| CORSE | 1 391 944 | 588 019 | 2 533 217 | 4 513 180 |
| FRANCHE-COMTE | 18 636 118 | 1 248 949 | 2 019 114 | 21 904 181 |
| GUADELOUPE | 4 288 313 | 664 941 | 1 632 565 | 6 585 819 |
| GUYANE | 4 757 868 | 405 347 | 750 962 | 5 914 177 |
| HAUTE-NORMANDIE | 29 869 759 | 2 465 991 | 6 316 656 | 38 652 406 |
| ILE DE FRANCE | 108 728 426 | 567 195 044 | 1 511 397 544 | 2 187 321 014 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 36 355 971 | 7 572 161 | 8 376 252 | 52 304 384 |
| LIMOUSIN | 14 841 628 | 3 229 818 | 4 186 194 | 22 257 640 |
| LORRAINE | 33 715 062 | 7 241 499 | 7 452 266 | 48 408 827 |
| MARTINIQUE | 5 557 845 | 633 712 | 982 827 | 7 174 384 |
| MIDI-PYRENEES | 37 168 280 | 11 226 854 | 10 300 422 | 58 695 556 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 45 646 708 | 8 303 584 | 9 272 961 | 63 223 253 |
| PAYS-DE-LOIRE | 37 297 153 | 7 301 611 | 12 184 628 | 56 783 392 |
| PICARDIE | 28 486 557 | 4 620 953 | 4 554 585 | 37 662 095 |
| POITOU-CHARENTES | 30 602 509 | 2 307 320 | 8 892 716 | 41 802 545 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 74 181 165 | 23 154 359 | 40 638 533 | 137 974 057 |
| REUNION | 8 106 708 | 1 196 874 | 3 012 518 | 12 316 100 |
| RHONE-ALPES | 76 478 482 | 16 417 706 | 46 414 092 | 139 310 280 |
| TOTAL | 832 146 535 | 732 696 029 | 1 770 707 912 | 3 335 550 476 |

2. L'Ile-de-France et la Corse présentent un caractère d'exception

Les dépenses d'intervention du MCC en Ile-de-France en font une région atypique

Les dépenses d'intervention du ministère en Ile-de-France apparaissent sans commune mesure avec celles des autres régions, prises individuellement et même en totalité. Le tableau ci-dessous montre la part qu'elle occupe dans chacune des catégories de dépenses, crédits déconcentrés, crédits centraux, crédits des opérateurs.

TABEAU 3 - DEPENSES D'INTERVENTION DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ET DE SES OPERATEURS
EN EUROS (Exécution 2013)

| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES <i>hors Prog . 224 action 07</i> | CREDITS D'ADMINISTRATION CENTRALE <i>Hors T2</i> | CREDITS OPERATEURS | TOTAL |
|--------------------------------------|---|---|-----------------------|---------------|
| Ile de France | 108 728 426 | 567 195 044 | 1 511 397 544 | 2 187 321 014 |
| Toutes les régions | 832 146 531 | 732 696 029 | 1 770 707 912 | 3 335 550 472 |
| Part Ile de France | 13% | 77% | 85% | 66% |
| Toutes les régions hors IDF et Corse | 722 026 161 | 164 912 966 | 256 777 151 | 1 143 716 278 |
| | 63,1% | 14,4% | 22,5% | 100% |

Si la part des crédits affectés à l'Ile de France représente 13% des crédits déconcentrés, cette part s'élève à 77 % pour les crédits centraux et à 85 % pour les opérateurs. Au total, les crédits d'intervention affectés à l'Ile de France représentent 66 % de la totalité des crédits d'intervention du ministère au plan national.

Il est clair que l'implantation majoritairement parisienne des établissements publics nationaux, comme des associations à vocation nationale ou encore des organes de presse nationale a pour effet de sur-représenter le montant des dépenses culturelles du MCC sur la région Ile de France, alors même que ces dépenses ont vocation à couvrir l'intégralité du territoire national ou à toucher un public non francilien.

L'essentiel des moyens du MCC a été transféré à la Collectivité territoriale de Corse

La Loi du 22 janvier 2002 a transféré à la Collectivité territoriale de Corse des compétences très étendues en matière culturelle et les moyens de l'État qui s'attachaient à ses interventions de soutien aux activités artistiques et culturelles. L'État n'a conservé que ses compétences régaliennes dans les domaines patrimoniaux et la consolidation de ses dépenses en 2013 ne représente plus que 6,8 M€, y compris les interventions de ses opérateurs (le CNC principalement), la masse salariale T2 et la dotation générale de décentralisation (DGD-bibliothèques).

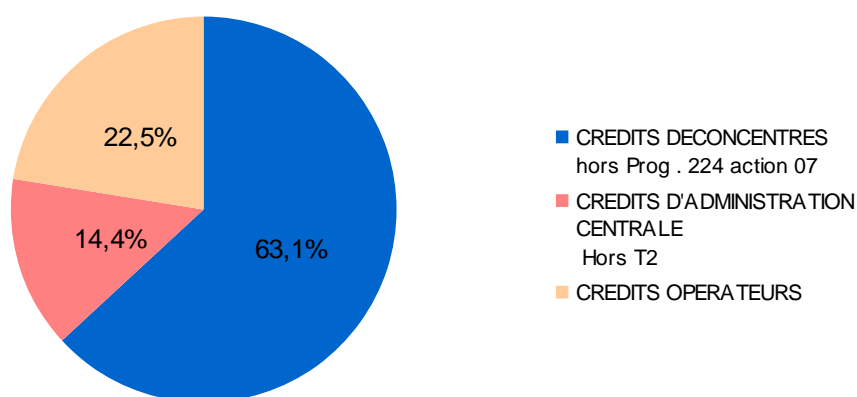
Dans ces conditions, pour le travail d'analyse qui suit, lorsqu'il s'agira de proposer une lecture au plan national par ratio, elle sera effectuée en neutralisant les dépenses de ces deux régions.

3. Hors Ile de France, la part des crédits déconcentrés dans les dépenses d'intervention est la plus importante

La représentation graphique n°1 montre la répartition au plan national des dépenses d'intervention hors Ile-de-France et Corse. Elle fait apparaître que les crédits déconcentrés représentent 63,1 % des crédits interventions, 22,5 % sont en provenance des opérateurs et 14,4 % sont affectés dans les régions par l'administration centrale.

GRAPHIQUE 1 - SYNTHESE NATIONALE
HORS CORSE ET ILE DE FRANCE
ET HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

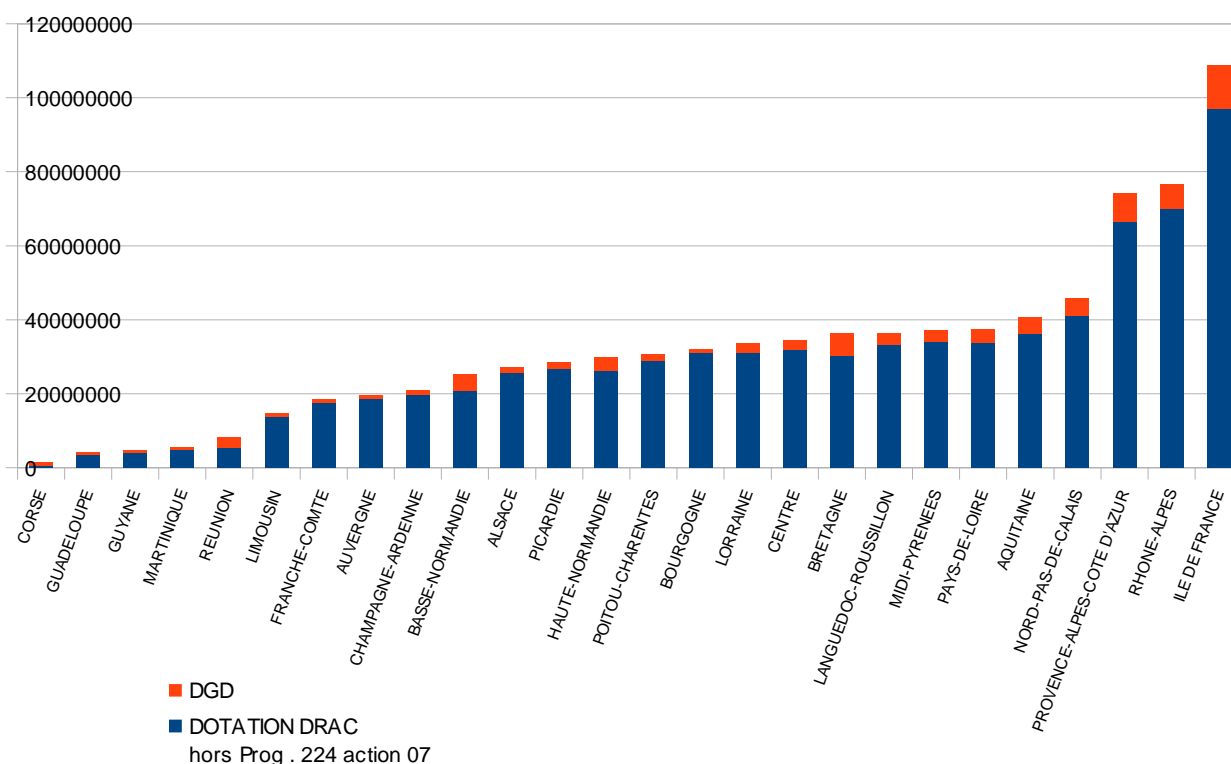
CREDITS D'INTERVENTION DU MCC ET DE SES OPERATEURS (Exécution 2013)



4. Le montant et la proportion des dépenses d'intervention gérées par les DRAC sont contrastés selon les régions

La représentation graphique suivante permet d'en visualiser l'échelle entre régions. Elle distingue en outre la part en provenance de la dotation globale de décentralisation (DGD) relevant du ministère chargé de l'intérieur mais dont la répartition est assurée par les DRAC, facilitant le repérage des régions les plus actives en matière d'équipements de lecture publique.

GRAPHIQUE 2
 – MONTANT DES CREDITS D'INTERVENTION DECONCENTRES
 (Exécution 2013)



Si globalement les crédits déconcentrés représentent la part la plus importante des dépenses d'intervention du ministère en région, soit 832,1 M€, elle varie cependant avec une amplitude sensible selon les régions.

Il convient de noter que la part des crédits déconcentrés présentée ci-dessous, du fait qu'elle n'intègre pas les coûts de fonctionnement des DRAC (224-7), présente un léger écart avec le pourcentage indiqué dans les feuillets par région.

| TABLEAU 4 - PART DES CREDITS DECONCENTRES SUR LE TOTAL DES CREDITS D'INVENTION (Tous programmes d'administration centrale (y compris 180) et opérateurs – hors T2) HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL EN EUROS (Exécution 2013) | |
|--|---|
| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES hors Prog . 224 action 07 |
| FRANCHE-COMTE | 85,1% |
| GUYANE | 80,4% |
| BASSE-NORMANDIE | 77,6% |
| MARTINIQUE | 77,5% |
| HAUTE-NORMANDIE | 77,3% |
| PICARDIE | 75,6% |
| BOURGOGNE | 75,4% |
| POITOU-CHARENTES | 73,2% |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 72,2% |
| LORRAINE | 69,6% |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 69,5% |
| LIMOUSIN | 66,7% |
| REUNION | 65,8% |
| PAYS-DE-LOIRE | 65,7% |
| GUADELOUPE | 65,1% |
| MIDI-PYRENEES | 63,3% |
| CENTRE | 59,7% |
| AUVERGNE | 57,9% |
| AQUITAINE | 57,6% |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 55,6% |
| RHONE-ALPES | 54,9% |
| ALSACE | 54,3% |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 53,8% |
| BRETAGNE | 52,9% |
| TOTAL | 63,1% |

Hormis en Ile-de-France et en Corse, cette part se situe entre 52,9 % en Bretagne pour la plus basse et 85,1 % en Franche-Comté, pour la plus haute.

En 2013, 2 DRAC ont géré plus de 80% des crédits d'intervention de leur région : Franche-Comté et Guyane.

7 DRAC ont géré entre 70% et 79% des crédits d'intervention de leur région: Basse-Normandie, Martinique, Haute-Normandie, Picardie, Bourgogne, Poitou-Charentes, Nord-Pas de Calais.

8 DRAC ont géré entre 60% et 69% des crédits opérationnels de leur région: Lorraine, Languedoc-Roussillon, Limousin, Réunion, Pays de la Loire, Guadeloupe, Midi-Pyrénées.

8 DRAC ont géré moins de 60% des crédits d'intervention de leur région : Centre, Auvergne, Aquitaine, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes, Alsace, Provence-Alpes-Cote-d'Azur et Bretagne.

Compte tenu de l'importance des crédits en provenance de l'administration centrale et des opérateurs qui y sont implantés, la DRAC d'Ile-de-France a assuré en 2013 la gestion de 4,9% des dépenses d'intervention de cette région; pour les raisons exposées plus haut la

DRAC a géré 30,8% des dépenses d'intervention de la région Corse.

5. Le mouvement de déconcentration est presque entièrement accompli en dehors de l'île de France et des crédits des programmes 180 et 313

La part des crédits d'intervention gérés par les directions centrales est de 14,4 %, hors Corse et Ile de France, et de 22 % pour un montant de 732,7 M€ si on tient compte de ces deux régions dans la synthèse nationale.

Le tableau suivant indique la répartition des crédits par programme.

TABEAU 5 - SYNTHÈSE NATIONALE - RÉPARTITION DES CRÉDITS D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX EN EUROS (T6 ET SCN)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 81 697 852 | 52 648 237 | 134 346 089 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 41 573 408 | 771 703 | 42 345 111 |
| PROG. 180 PRESSE | 380 165 834 | 18 572 897 | 398 738 731 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 1 822 231 | 2 210 696 | 4 032 927 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 58 075 076 | 88 516 | 58 163 592 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 27 751 220 | 611 479 | 28 362 699 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 24 118 934 | 56 348 | 24 175 282 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 37 563 571 | 4 968 027 | 42 531 598 |
| TOTAL | 652 768 126 | 79 927 903 | 732 696 029 |

Hors Ile-de-France, qui en reçoit la plus grande part, soit 567,2 M€, le solde bénéficiant aux autres régions est réduit à une somme de 165,5 M€.

Cette somme se répartit comme suit :

– les programmes 180 « Presse » et 313 « Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique », hors Île-de-France, représentent avec 123,2 M€ la part massive des crédits gérés par l'administration centrale

– 9,9 M€ sont affectés aux SCN

– le programme 186 « recherche culturelle et culture scientifique » représente 1,09 M€

– le programme 131 « Création » conserve 16,6 M€ et le programme « Patrimoine » 4,5M€, représentant ensemble 21,04 M€

– le programme 334 « Livres et industries culturelles » représente 0,36 M€

– sur le programme 224 « transmission de savoirs et démocratisation de la culture », 9,8M€ restent en gestion centrale sur lesquels s'impute une part de la réserve parlementaire qui s'est élevée au total en 2013 à 8,9M€, sans qu'il soit possible à ce stade d'en identifier la part revenant à l'Île-de-France.

Ainsi l'analyse de la composition des crédits gérés par les directions centrales et attribués en région confirme que le mouvement de déconcentration des crédits du ministère apparaît accompli.

Avec 15,2 M€ de crédits centraux la région PACA semble y faire exception. Cette très forte dotation s'explique par la présence de 3 SCN pour 3,3 M€ (les Musées nationaux du XXème-Alpes Maritimes, les Archives nationales d'Outre-Mer et le DRASSM) et par l'ampleur des crédits du programme 131 qui s'élève à 9,9M€ comprenant les subventions aux festivals

d'Aix-en-Provence et d'Avignon. On notera que 60 % des crédits centraux de ce programme sont affectés à la seule région PACA.

6. Hors Ile de France, l'apport des opérateurs « distributeurs » est très largement supérieur à celui des opérateurs implantés

Représentant 22% des dépenses d'intervention du ministère, la part des opérateurs est globalement très significative dans le total des crédits en région. Le tableau ci-dessous en présente le détail par région.

TABLEAU 6 - REPARTITION DES CREDITS DES OPERATEURS HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL EN EUROS
(Exécution 2013)

| REGIONS | OPERATEURS IMPLANTES | AIDES DISTRIBUEES PAR DES OPERATEURS DISTRIBUTEURS | TOTAL |
|-------------------------------------|----------------------|--|----------------------|
| GUYANE | 0 | 750 962 | 750 962 |
| MARTINIQUE | 0 | 982 827 | 982 827 |
| GUADELOUPE | 0 | 1 632 565 | 1 632 565 |
| FRANCHE-COMTE | 1 155 | 2 017 959 | 2 019 114 |
| REUNION | 0 | 3 012 518 | 3 012 518 |
| BASSE-NORMANDIE | 169 679 | 3 531 759 | 3 701 438 |
| LIMOUSIN | 2 345 714 | 1 840 480 | 4 186 194 |
| PICARDIE | 85 455 | 4 469 130 | 4 554 585 |
| BOURGOGNE | 1 114 588 | 4 440 752 | 5 555 340 |
| HAUTE-NORMANDIE | 1 612 024 | 4 704 632 | 6 316 656 |
| AUVERGNE | 1 584 036 | 5 459 101 | 7 043 137 |
| LORRAINE | 3 409 991 | 4 042 275 | 7 452 266 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 2 313 948 | 6 062 304 | 8 376 252 |
| POITOU-CHARENTES | 204 223 | 8 688 493 | 8 892 716 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 1 994 449 | 7 278 512 | 9 272 961 |
| MIDI-PYRENEES | 2 605 777 | 7 694 645 | 10 300 422 |
| PAYS-DE-LOIRE | 5 642 654 | 6 541 974 | 12 184 628 |
| CHAMPAGNE-ARDENNES | 3 353 354 | 9 030 625 | 12 383 979 |
| BRETAGNE | 1 807 634 | 10 977 566 | 12 785 200 |
| CENTRE | 4 567 436 | 9 121 264 | 13 688 700 |
| AQUITAINE | 2 408 183 | 14 555 735 | 16 963 918 |
| ALSACE | 12 982 806 | 4 685 342 | 17 668 148 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 28 426 747 | 12 211 786 | 40 638 533 |
| RHONE-ALPES | 20 118 173 | 26 295 919 | 46 414 092 |
| SOUS TOTAL HORS CORSE ET IDF | 96 748 026 | 160 029 125 | 256 777 151 |
| CORSE | 0 | 2 533 217 | 2 533 217 |
| ILE DE France | 1 217 303 277 | 294 094 267 | 1 511 397 544 |
| TOTAL | 1 314 051 303 | 456 656 609 | 1 770 707 912 |

Les dépenses d'intervention du ministère et le produit des recettes fiscales affectées à la culture apportées en région par le canal des opérateurs se sont élevées en 2013 à un total de 1 770,7 M€.

Ces dépenses sont de deux natures:

– les subventions du ministère accordées aux opérateurs implantés dans les régions : écoles nationales supérieures d'architecture, écoles nationales supérieures d'art, conservatoires nationaux supérieurs, musées et théâtres nationaux, monuments gérés par le CMN,

etc..pour un montant de 1 314 M€

–les aides ou soutiens distribués par des opérateurs à des bénéficiaires en région: CNC, FNAP, CNL pour les plus importants, mais aussi le CNAP, le CND, le CNT, ou l'ONDA, pour un montant de 456,6 M€.

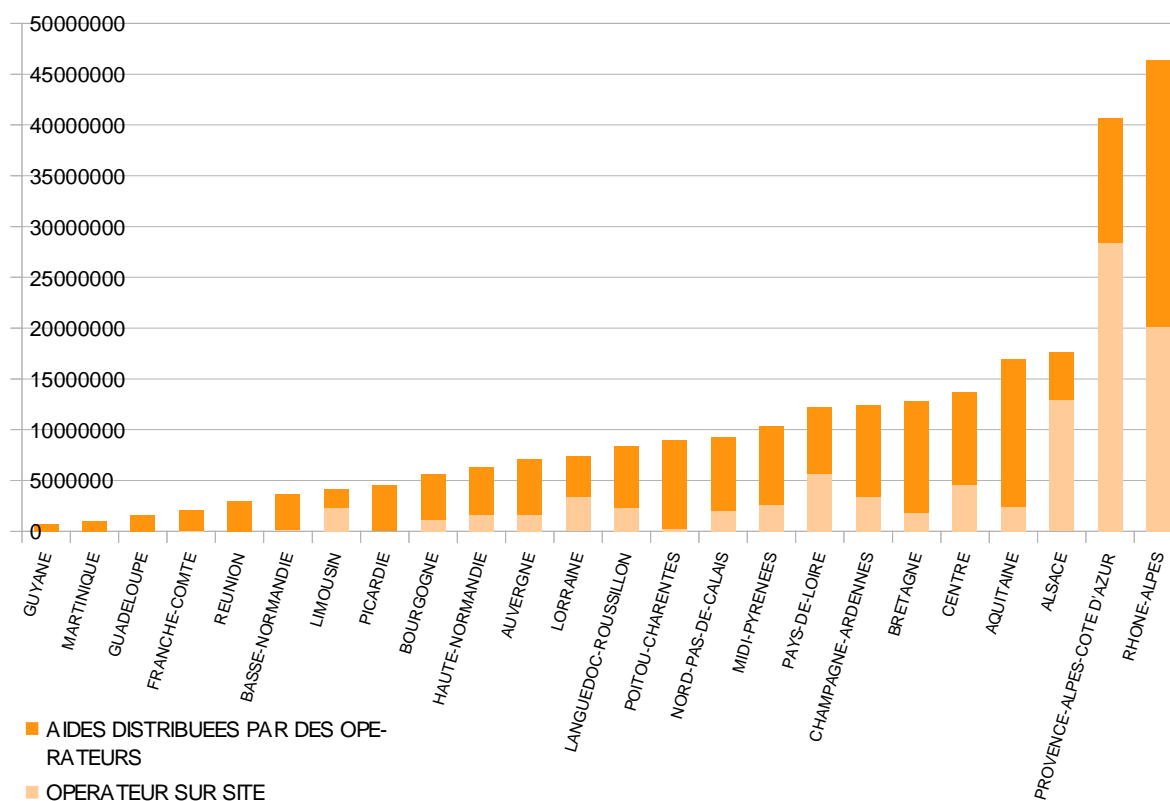
Hors Ile-de-France qui mobilise 1 217,3 M€ au titre des opérateurs implantés et 294,1 M€ au titre des opérateurs distributeurs, les autres régions se partagent 96,7 M€ au titre des opérateurs implantés et 160 M€ au titre des opérateurs distributeurs.

Si l'Ile-de-France mobilise au total 86% des crédits relevant des opérateurs, une observation plus fine montre que cette région bénéficie de 92,6 % des crédits affectés aux opérateurs implantés et de 64,4 % des interventions des opérateurs distributeurs.

On notera que pour les régions d'outre-mer l'intégralité des crédits opérateurs relève des aides distribuées par ces derniers et que ces régions n'ont aucun opérateur implanté sur leur territoire.

Toutes régions confondues, les crédits distribués par des opérateurs représente 25,7 % de l'ensemble des crédits relevant des opérateurs, mais la part devient prééminente hors Ile-de-France, avec 62,6 % au total. Même s'il conviendrait d'en faire une lecture précise région par région, comme le montre les profils différenciés du graphique n°5 ci-après, les interventions des opérateurs distributeurs exercent une fonction de rééquilibrage territorial qui est globalement avérée.

GRAPHIQUE 5 - REPARTITION DES CREDITS DES OPERATEURS
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL
(Exécution 2013)



7. Hors Ile de France et Corse, les dépenses d'intervention par habitant et par région s'inscrivent en 2013 dans un écart d'environ 1 à 2

Par nature « irrépartissable » le calcul de la dépense par habitant et par région n'intègre pas le programme 180 « Presse ». Il est établi sur la base du recensement de la population de 2010.

On propose ci-dessous deux tableaux classés par ordre décroissant de dépense par habitant, le premier construit à partir des dépenses de crédits centraux et déconcentrés, le second intégrant les opérateurs.

TABLEAU 7 – DEPENSES D'INTERVENTION PAR HABITANTS EN EUROS HORS PROG. 180 - HORS OPERATEURS
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL (Exécution 2013)

| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES HORS 224-07 | CREDITS D'ADMINISTRATION CENTRALE Hors Prog. 180 et hors T2 | TOTAL | POPULATION 2010 | PART DES DEPENSES / HABITANT en € | RANG DE CLASSEMENT du + fort au + faible |
|----------------------------|--|---|--------------------|-------------------|---|--|
| GUYANE | 4 757 868 | 358 697 | 5 116 565 | 231 167 | 22,1 | 1 |
| LIMOUSIN | 14 841 628 | 988 687 | 15 830 315 | 764 935 | 20,7 | 2 |
| BOURGOGNE | 32 048 268 | 1 937 189 | 33 985 457 | 1 693 742 | 20,1 | 3 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 74 181 165 | 17 181 100 | 91 362 265 | 4 984 058 | 18,3 | 4 |
| POITOU-CHARENTES | 30 602 509 | 1 522 047 | 32 124 556 | 1 824 367 | 17,6 | 5 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 126 223 | 771 492 | 25 897 715 | 1 518 103 | 17,1 | 6 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 123 534 | 2 181 478 | 23 305 012 | 1 373 935 | 17,0 | 7 |
| PICARDIE | 28 486 557 | 3 563 397 | 32 049 954 | 1 962 150 | 16,3 | 8 |
| HAUTE-NORMANDIE | 29 869 759 | 730 697 | 30 600 456 | 1 879 146 | 16,3 | 8 |
| FRANCHE-COMTE | 18 636 118 | 1 036 084 | 19 672 202 | 1 208 268 | 16,3 | 8 |
| AUVERGNE | 19 615 094 | 2 513 013 | 22 128 107 | 1 388 779 | 15,9 | 11 |
| ALSACE | 27 003 408 | 1 927 429 | 28 930 837 | 1 880 860 | 15,4 | 12 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 36 355 971 | 4 615 936 | 40 971 907 | 2 693 275 | 15,2 | 13 |
| MARTINIQUE | 5 557 845 | 448 549 | 6 006 394 | 400 535 | 15,0 | 14 |
| LORRAINE | 33 715 062 | 1 911 066 | 35 626 128 | 2 406 524 | 14,8 | 15 |
| CENTRE | 34 443 319 | 2 201 850 | 36 645 169 | 2 619 613 | 14,0 | 16 |
| MIDI-PYRENEES | 37 168 280 | 3 950 280 | 41 118 560 | 2 964 308 | 13,9 | 17 |
| AQUITAINE | 40 480 959 | 4 390 352 | 44 871 311 | 3 321 058 | 13,5 | 18 |
| RHONE-ALPES | 76 478 482 | 7 104 588 | 83 583 070 | 6 384 816 | 13,1 | 19 |
| GUADELOUPE | 4 288 313 | 586 183 | 4 874 496 | 409 905 | 11,9 | 20 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 45 646 708 | 2 927 824 | 48 574 532 | 4 107 148 | 11,8 | 21 |
| BRETAGNE | 36 195 236 | 2 270 185 | 38 465 421 | 3 301 802 | 11,6 | 22 |
| PAYS-DE-LOIRE | 37 297 153 | 2 733 740 | 40 030 893 | 3 676 582 | 10,9 | 23 |
| REUNION | 8 106 708 | 847 400 | 8 954 108 | 829 903 | 10,8 | 24 |
| Total | 722 026 165 | 68 699 263 | 790 725 428 | 53 824 979 | 14,7 | |
| CORSE | 1 391 944 | 536 963 | 1 928 907 | 314 867 | 6,1 | |
| ILE DE FRANCE | 108 728 426 | 264 721 072 | 373 449 498 | 11 938 714 | 31,3 | |

Le tableau suivant inclut dans la dépense par habitant l'apport des opérateurs.

TABLEAU 8 – DEPENSES D'INTERVENTION PAR HABITANTS EN EUROS HORS PROG. 180 Y COMPRIS OPERATEURS
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL (Exécution 2013)

| REGIONS | CREDITS DECONCENTRES <i>hors Prog. 224 action 07</i> | CREDITS D'ADMINISTRATION CENTRALE Hors Prog. 180 et hors T2 | CREDITS OPERATEURS | TOTAL | POPULATION 2010 | PART DES DEPENSES / HABITANT en € | RANG DE CLASSEMENT du + fort au + faible |
|-------------------------------------|--|---|-----------------------|--------------------|-------------------|---|--|
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 74 181 165 | 17 181 100 | 40 638 533 | 132 000 798 | 4 984 058 | 26,5 | 1 |
| LIMOUSIN | 14 841 628 | 988 687 | 4 186 194 | 20 016 509 | 764 935 | 26,2 | 2 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 123 534 | 2 181 478 | 12 383 979 | 35 688 991 | 1 373 935 | 26,0 | 3 |
| GUYANE | 4 757 868 | 358 697 | 750 962 | 5 867 527 | 231 167 | 25,4 | 4 |
| ALSACE | 27 003 408 | 1 927 429 | 17 668 148 | 46 598 985 | 1 880 860 | 24,8 | 5 |
| BOURGOGNE | 32 048 268 | 1 937 189 | 5 555 340 | 39 540 797 | 1 693 742 | 23,3 | 6 |
| POITOU-CHARENTES | 30 602 509 | 1 522 047 | 8 892 716 | 41 017 272 | 1 824 367 | 22,5 | 7 |
| AUVERGNE | 19 615 094 | 2 513 013 | 7 043 137 | 29 171 244 | 1 388 779 | 21,0 | 8 |
| RHONE-ALPES | 76 478 482 | 7 104 588 | 46 414 092 | 129 997 162 | 6 384 816 | 20,4 | 9 |
| HAUTE-NORMANDIE | 29 869 759 | 730 697 | 6 316 656 | 36 917 112 | 1 879 146 | 19,6 | 10 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 126 223 | 771 492 | 3 701 438 | 29 599 153 | 1 518 103 | 19,5 | 11 |
| CENTRE | 34 443 319 | 2 201 850 | 13 688 700 | 50 333 869 | 2 619 613 | 19,2 | 12 |
| PICARDIE | 28 486 557 | 3 563 397 | 4 554 585 | 36 604 539 | 1 962 150 | 18,7 | 13 |
| AQUITAINE | 40 480 959 | 4 390 352 | 16 963 918 | 61 835 229 | 3 321 058 | 18,6 | 14 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 36 355 971 | 4 615 936 | 8 376 252 | 49 348 159 | 2 693 275 | 18,3 | 15 |
| FRANCHE-COMTE | 18 636 118 | 1 036 084 | 2 019 114 | 21 691 316 | 1 208 268 | 18,0 | 16 |
| LORRAINE | 33 715 062 | 1 911 066 | 7 452 266 | 43 078 394 | 2 406 524 | 17,9 | 17 |
| MARTINIQUE | 5 557 845 | 448 549 | 982 827 | 6 989 221 | 400 535 | 17,4 | 18 |
| MIDI-PYRENEES | 37 168 280 | 3 950 280 | 10 300 422 | 51 418 982 | 2 964 308 | 17,3 | 19 |
| GUADELOUPE | 4 288 313 | 586 183 | 1 632 565 | 6 507 061 | 409 905 | 15,9 | 20 |
| BRETAGNE | 36 195 236 | 2 270 185 | 12 785 200 | 51 250 621 | 3 301 802 | 15,5 | 21 |
| REUNION | 8 106 708 | 847 400 | 3 012 518 | 11 966 626 | 829 903 | 14,4 | 22 |
| PAYS-DE-LOIRE | 37 297 153 | 2 733 740 | 12 184 628 | 52 215 521 | 3 676 582 | 14,2 | 23 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 45 646 708 | 2 927 824 | 9 272 961 | 57 847 493 | 4 107 148 | 14,1 | 24 |
| SOUS TOTAL HORS CORSE ET IDF | 607 121 970 | 68 699 263 | 198 817 483 | 853 928 754 | 46 470 884 | 18,4 | |
| CORSE | 1 391 944 | 536 963 | 2 533 217 | 4 462 124 | 314 867 | 14,2 | |
| ILE DE FRANCE | 108 728 426 | 264 721 072 | 1 511 397 544 | 1 884 847 042 | 11 938 714 | 157,9 | |

Une lecture comparative de ces deux tableaux montre que, hors Corse et Ile-de-France, la dépense par habitant incluant les opérateurs fait progresser cette dépense en moyenne de 3,70 €, passant de 14,70€ à 18,40€.

En revanche en Ile-de-France, celle-ci bondit de 31,30€ à 157,90€ et fait plus que doubler pour la Corse qui passe de 6,10€ à 14,20€.

Si des modifications dans le classement des régions sont observées, dans les deux

configurations l'écart entre la dépense par habitant la plus forte et la moins forte reste globalement dans une échelle d'environ 1 à 2.

8. Les sociétés audiovisuelles n'ont pas été intégrées à l'analyse des dépenses d'intervention

Il a été choisi de ne pas intégrer au total des dépenses d'intervention du ministère en région les sociétés de l'audiovisuel, Radio France avec France Bleu et France Télévision avec France 3.

En premier lieu, les données chiffrées de 2013 de ces deux sociétés ne sont pas à ce jour disponibles et ce sont donc celles de 2012 qui figurent dans les tableaux. En second lieu, compte tenu de leurs activités et de leurs organisations les cadres budgétaires de ces sociétés ne prévoient pas de comptabilité par région. Si elles se sont efforcées à la faveur de cette mission de procéder à une répartition par région, les réponses qu'elles ont pu apporter dans le bref délai imparti comportent certaines limites : France Télévision a proposé d'appliquer une quote-part de financement à partir de la contribution à l'audiovisuel public de 87 % sur les charges d'exploitation des antennes et Radio France n'a pas communiqué les informations concernant les régions ultramarines.

Ainsi faut-il considérer les dépenses de ces sociétés, figurant dans le tableau ci-dessous, comme ayant valeur indicative.

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL EN EUROS | QUOTE PART DE LA CONTRIBUTION A L'AUDIOVISUEL PUBLIC AFFECTEE AU FINANCEMENT DES CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|---|
| France 3 antennes région | 346 000 000 |
| France Bleu antennes région | 100 803 000 |
| TOTAL | 446 803 000 |

* *
*

**DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS**

PAR REGION ET PAR CATEGORIE

ALSACE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

ALSACE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-Marc Lauret

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Dans une région riche en structures culturelles, à forte densité de population mais qui affiche de nombreuses disparités territoriales, la stratégie de la DRAC vise à mobiliser l'ensemble des structures et des interventions autour des enjeux d'accès à la culture et de rééquilibrage territorial de l'offre culturelle. Le partenariat avec les collectivités territoriales est au cœur de cette stratégie dans un contexte marqué cependant par le rejet en 2013 du projet de collectivité unique et certaines difficultés dans les relations entre les collectivités que cet échec a engendrées.

La DRAC intègre d'ores et déjà dans sa réflexion sur la stratégie à mener en Alsace, l'accession de l'agglomération de Strasbourg au statut de métropole. La stratégie de la DRAC intègre également le caractère transfrontalier de la région (avec l'Allemagne et la Suisse).

La DRAC présente l'éducation artistique et culturelle comme la première de ses priorités. La mise en œuvre de cette priorité s'appuie sur le GIP ACMISA (action culturelle en milieu scolaire en Alsace) dont la convention a été renouvelée pour la période 2013 - 2018, et qui associe l'État (DRAC et Rectorat), et les collectivités territoriales. Cette priorité s'appuie également sur la mise en place d'un comité territorial de pilotage associant les services de l'État et les représentants des collectivités territoriales.

Dans le domaine du patrimoine monumental et de l'architecture, l'action de la DRAC est centrée sur la préparation du millénaire de la cathédrale de Strasbourg qui sera célébré en 2015 et sur la poursuite du chantier ATEP de simplification et de modernisation des procédures de délivrance des avis des ABF. La priorité en matière d'archéologie concerne le projet du centre de Conservation et d'Étude sis à Sélestat. Dans le champ des musées, l'enjeu est double : accompagner le redressement des musées en déshérence et soutenir les nouveaux projets qui émergent à Wissembourg, Mulhouse et Neuf-Brisach.

Dans le champ de la création artistique, l'action de la DRAC est contrainte par le niveau de contractualisation pluriannuelle et partenariale qui absorbe plus de 80 % des crédits et limite le redéploiement de ces crédits pour accompagner l'émergence de nouveaux talents et le renouvellement des formes et des esthétiques. C'est aussi la raison pour laquelle certaines des principales structures de création et de diffusion sont aidées pour leur action en matière d'éducation artistique et culturelle et en direction des publics sur le programme 224.

Plusieurs projets sont en cours de développement au sud de l'Alsace visant à renforcer un pôle d'art contemporain en relation avec le territoire de Bâle : programme d'échanges et de résidences d'artistes de la Kunsthalle coordonné par la ville de Bâle, biennale Mulhouse 00 durant la foire de Bâle, politique d'acquisitions du FRAC Alsace ouvert sur Bâle et le Bade-Wurtemberg.

Dans le domaine du livre et de la lecture, un important travail de mobilisation a été conduit en partenariat avec la Région pour soutenir l'économie du livre dans le cadre d'un contrat de progrès sur la filière. Plusieurs projets émergent dans le champ des langues régionales et minoritaires (alsacien, yiddisch).

Dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel, le partenariat avec les collectivités territoriale est incarné par la convention CNC/DRAC/Région/CUS. Un groupe de travail « Culture et numérique » a été mis en place par la région Alsace auquel la DRAC participe afin de développer la production de contenus.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 81 agents (79,2 ETP) dont 43 pour l'administration et la direction, 31 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA), et 7 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique et danse, arts plastiques, livre et langues de France), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Sous l'autorité du Directeur et de son adjointe, un secrétariat général, deux pôles et des services forme l'architecture de la DRAC :

- Un pôle communication/documentation
- Un pôle création/diffusion/industries culturelles
- Un service des patrimoines
- Un service de la politique des publics et des territoires
- Les services territoriaux de l'architecture et du patrimoine

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Le budget de la DRAC Alsace représente 27,59 M€ dont 18,50 M€ en crédits de fonctionnement et 9,08 M€ en crédits d'investissement, incluant la DGD Bibliothèque pour un montant de 1,41 M€.

Les politiques patrimoniales, rassemblées dans le programme 175, représentent 30% des crédits, avec une dotation de 8,34 M€. Le programme création (131) prédomine dans le budget de la DRAC et représente 47 % des crédits avec 13,07 M€. l'accent mis par la DRAC sur les politiques territoriales et d'enseignement permet au budget du programme 224 (transmission des savoirs) de représenter 16 % des crédits déconcentrés, avec 4,45 M€. Les industries culturelles, livre et cinéma, représentent une part peu significative du budget de la DRAC (1%) mais toujours dans le domaine du livre, la Dotation générale de décentralisation pour le soutien aux bibliothèques représente 1,41 M€, soit 5% du budget des crédits déconcentrés.

Les crédits centraux affectés en Alsace, à hauteur de 5,01 M€, essentiellement en crédits de fonctionnement, concernent dans leur grande majorité le volet aide aux médias : les aides à la presse représentent 61% des crédits centraux avec 3,09 M€.

S'agissant des opérateurs le total de leur apport en investissement et fonctionnement est de 17,66 M€. Il est à souligner que le Théâtre national de Strasbourg pèse pour 10,19 M€ (57%) dans les crédits des opérateurs, puis l'État intervient activement par l'intermédiaire du Centre national du cinéma et de l'image animée pour un montant de 2,5M€. Enfin l'INRAP (1,01M€) est le troisième opérateur présent de manière significative en Alsace.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 59,48 M€ en Région Alsace, y compris la masse salariale T2.

ALSACE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 12 747 607 | 327 447 | 13 075 054 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 027 836 | 7 321 177 | 8 349 013 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 4 419 539 | 29 635 | 4 449 174 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 310 603 | 0 | 310 603 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 1 410 387 | 1 410 387 |
| TOTAL | 18 505 585 | 9 088 646 | 27 594 231 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 (hors subventions au Conseil de l'Europe) | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 855 638 | 79 778 | 935 416 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 95 300 | 0 | 95 300 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 417 226 | 673 700 | 3 090 926 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 42 600 | 42 600 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 256 498 | 0 | 256 498 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 590 415 | 7 200 | 597 615 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 4 215 077 | 803 278 | 5 018 355 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 11 818 086 | 1 164 720 | 12 982 806 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 685 342 | 0 | 4 685 342 |
| TOTAL | 16 503 428 | 1 164 720 | 17 668 148 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 27 594 231 | 55% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 5 018 355 | 10% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 17 668 148 | 35% |
| TOTAL | 50 280 734 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 405 566 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 4 794 887 |
| TOTAL | 9 200 453 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

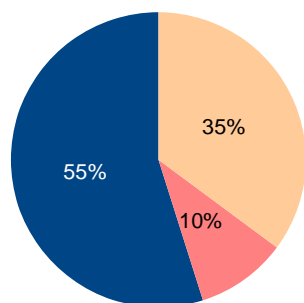
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 27 594 231 | 46% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 405 566 | 7% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 5 018 355 | 8% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 17 668 148 | 30% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 4 794 887 | 8% |
| TOTAL | 59 481 187 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 19 412 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

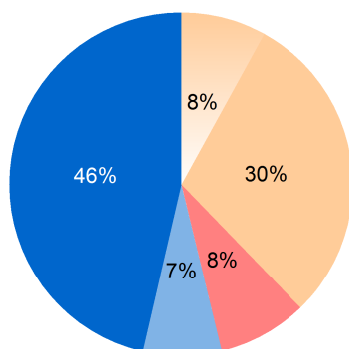
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



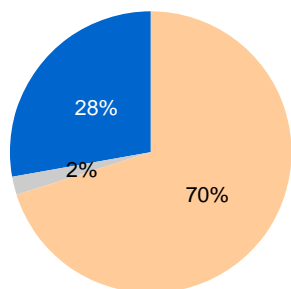
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

ALSACE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 391 664 | 4 576 358 | 4 968 022 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 10 035 | 275 166 | 285 201 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 257 268 | 2 469 653 | 2 726 921 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 287 997 | 0 | 287 997 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 11 969 013 | 211 487 | 12 180 500 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 778 594 | 115 960 | 894 554 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 218 483 | 0 | 218 483 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 195 020 | 0 | 195 020 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 1 238 660 | 0 | 1 238 660 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 467 817 | 0 | 2 467 817 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 45 840 | 0 | 45 840 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 576 412 | 14 411 | 590 823 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 68 783 | 15 224 | 84 007 |
| TOTAL | | 18 505 586 | 7 678 259 | 26 183 845 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 1 410 387 | 1 410 387 |
| | | 18 505 586 | 9 088 646 | 27 594 232 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|-------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

ALSACE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 538 783 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 108 768 |
| PROG. CRÉATION | 495 962 |
| PROG. MEDIAS IND. | 202 544 |
| PROG. PATRIMOINES | 915 100 |
| STAP | 839 006 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 305 403 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | <i>4 405 566</i> |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 901 073 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 3 893 814 |
| TOTAL | 9 200 453 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 41 | 39,7 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHEOLOGIE | 7 | 7 |
| ARTS PLASTIQUES | 3 | 2,8 |
| C.R.M.H | 7 | 7 |
| MUSIQUE ET DANSE | 1 | 1 |
| LIVRE ET LANGUES DE FRANCE | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 17 | 16,7 |
| TOTAL | 81 | 79,2 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|--------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Strasbourg | 60,1 | 37,7 | 97,8 |
| Théâtre national de Strasbourg | 0 | 98 | 98 |
| INA délégation régionale de Strasbourg | 0 | 4 | 4 |
| TOTAL | 60,1 | 139,7 | 199,8 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|------------|
| DRAC | 79,2 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 6 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 199,8 |
| TOTAL | 285 |

ALSACE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME (<i>hors subventions au Conseil de l'Europe</i>) | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|--|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 935 416 | 4 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 2 500 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 92 800 | 10 | 8 |
| TOTAL | 95 300 | 11 | 9 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 3 090 926 | 5 | 1 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 42 600 | 2 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 256 498 | 62 | 54 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 597 615 | 13 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

ALSACE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Strasbourg | 1 976 765 | 482 480 | 2 459 245 |
| Théâtre national de Strasbourg | 9 511 321 | 682 240 | 10 193 561 |
| INA – délégation de Strasbourg (charges 2013) | 330 000 | 0 | 330 000 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 11 818 086 | 1 164 720 | 12 982 806 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 71 225 | | 71 225 |
| CNAP – aides | 13 286 | | 13 286 |
| CNC (Conventions Région +CUS) | 717 500 | | 717 500 |
| CNC aides | 2 328 141 | | 2 328 141 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 127 030 | | 127 030 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV- aides | 366 800 | | 366 800 |
| INRAP / FNAP | 1 010 550 | | 1 010 550 |
| ONDA – aides | 50 810 | | 50 810 |
| RMN GP – charges (2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 685 342 | 0 | 4 685 342 |
| TOTAL | 16 503 428 | 1 164 720 | 17 668 148 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 16 182 000 |
| France Bleu antennes région | 3 230 000 |
| TOTAL | 19 412 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

AQUITAINE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

AQUITAINE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-Sébastien Dupuit

I. Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La DRAC décline les grandes orientations de la politique nationale en tenant compte des particularités de l'Aquitaine : une région vaste, avec de fortes disparités de population et d'activité, une attractivité fondée sur une richesse patrimoniale exceptionnelle et la vitalité des principaux pôles urbains, mais aussi un développement culturel relativement tardif, qui explique le faible nombre d'institutions du premier cercle dans les domaines de la création. Dans tous les secteurs les dynamiques enclenchées par l'État depuis plus de vingt ans ont pris appui sur des partenariats étroits avec les différents niveaux de collectivités territoriales.

Dans le contexte actuel, notamment budgétaire, et sans remettre en cause les composantes structurantes de l'intervention de l'État en matière de patrimoine ou de création, la stratégie de la DRAC repose sur trois axes :

- l'attention aux territoires fragiles : afin d'éviter que la concentration des moyens sur les institutions des agglomérations, spécialement Bordeaux, n'accentue les déséquilibres, la DRAC privilégie des dispositifs plus légers, mobilisant les politiques transversales et au premier chef l'EAC, tout comme la politique du livre particulièrement active dans cette région. Les partenariats mis en œuvre (conventions de développement culturel, CLEA, CTL...) peuvent concerner un département (Landes), une petite ville ou des communautés de communes, y compris en milieu rural.
- l'innovation numérique : héritage des deux CPER de la période 2000-2013 et étendu à toutes les collectivités importantes, le programme de la Banque numérique du savoir en Aquitaine (BnsA) sert de socle au développement de nombreux projets de valorisation patrimoniale ; parallèlement la dimension numérique prend une part croissante dans la politique conjointe avec le conseil régional pour le soutien aux industries culturelles, livre et cinéma.
- la confortation des potentiels culturels de la région : qu'il s'agisse, au plan financier comme à celui de l'expertise, des grands projets de valorisation patrimoniale (Lascaux 4) ou des lieux intermédiaires facilitant le parcours d'équipes artistiques régionales.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 126 agents (121,3 ETP) dont 40 pour l'administration et la direction, 77 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 9 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique et danse, arts plastiques, livre et langues de France...), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Avant même la Réforme de l'administration territoriale de l'État, la DRAC Aquitaine s'est engagée dans une réorganisation, novatrice (regroupement dans un service unique des conseillers sectoriels non patrimoniaux) et adaptée aux priorités régionales (un service à la fois vertical et horizontal, axé sur la politique de numérisation). Les enjeux patrimoniaux dans cette région ont conduit en revanche à ne pas regrouper artificiellement CRMH et SRA, et l'intégration des STAP s'est opérée dans le cadre d'un pôle, coordonné par le responsable du service du département

chef-lieu de région.

La DRAC comprend ainsi, outre l'équipe de direction et le secrétariat général, et à côté des services patrimoniaux, deux services spécifiques :

- le Service de la création, du développement culturel et de la formation (CDCF), regroupant l'ensemble des conseillers chargés des actions relevant des programmes « création » et « transmission »
- le Service des collections, de l'information et de la communication (CIC), compétent pour le patrimoine écrit, les langues de France, l'ethnologie, les musées, en même temps que pour la politique de numérisation, l'informatique et la communication.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés, y compris la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques, en fonctionnement et investissement, ont été, en 2013, de 41,24 M€. Sur ce total, 12,27 M€ (29,8%) relèvent du programme « création », 17,24 M€ (41,8%) du programme « patrimoines », 6,29 M€ (15,3%) du programme « transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et 1,134 M€ (2,7%) du programme « livre et industries culturelles » (5,43 M€, soit 13,1% avec la DGD). Cette répartition montre l'importance du patrimoine dans la région, et en même temps la vigueur de l'accent mis de longue date par cette DRAC sur les actions transversales (en priorité l'éducation artistique et culturelle) et la politique du livre.

Les interventions sur crédits centraux se montent à 11,24 M€ hors SCN. Elles sont constituées pour l'essentiel par les aides à la presse (8,45 M€) et aux radios (2,08 M€). Les interventions ponctuelles sur crédits centraux des programmes « culturels » au sens strict atteignent 0,7 M€ et n'appellent pas de commentaire particulier.

La région compte deux SCN, le Musée national et domaine du château de Pau et le Musée national de préhistoire des Eyzies-de-Tayac, auxquels 1,59 M€ ont été consacrés en fonctionnement et en investissement et 6,23 M€ pour le personnel (125,08 ETP).

Le Centre des monuments nationaux est présent sur 7 sites en Dordogne et en Gironde, avec 45 agents (ETP) répartis pour moitié entre T2 et T3. Hors personnel, ses dépenses se sont élevées à 0,13 M€.

Un seul établissement public a son siège dans la région, l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux, avec 129,9 agents (ETP), dont 63% sur T2, et une subvention de l'État de 2,27 M€.

Les dépenses des opérateurs et autres structures accordant des soutiens se sont élevées au total à 14,55 M€ (soit un gros tiers des crédits déconcentrés), dont 10,46 M€ (soit près de 72%) pour le seul CNC. Les autres interventions sont significatives au regard des crédits déconcentrés dans les secteurs correspondants, en particulier :

- 2,07 pour les fouilles d'archéologie préventive (FNAP), confortant les 1,49 M€ du programme 175
- 0,80 M€ (en 2012) pour les opérations de la RMN-GP, à mettre en regard des 0,34 M€ dépensés par la DRAC pour l'action « musées »
- 0,5 M€ pour les aides du CNL et 0,12 M€ pour les pôles associés de la BNF, complétant le programme 334 pour sa partie « livre et lecture » (1,03 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 92,14 M€ pour la Région Aquitaine, y compris la masse salariale T2.

AQUITAINE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 11 621 831 | 655 163 | 12 276 994 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 833 754 | 13 406 620 | 17 240 374 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 6 192 152 | 104 654 | 6 296 806 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 1 114 056 | 20 000 | 1 134 056 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 4 295 476 | 4 295 476 |
| TOTAL | 22 761 793 | 18 481 913 | 41 243 706 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|----------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 253 004 | 34 445 | 287 449 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 78 000 | 6 000 | 84 000 |
| PROG. 180 PRESSE | 7 992 478 | 461 563 | 8 454 041 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 5 000 | 53 602 | 58 602 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 240 390 | 0 | 240 390 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 2 004 016 | 76 540 | 2 080 556 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 21 000 | 21 340 | 42 340 |
| | | | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 1 438 331 | 158 684 | 1 597 015 |
| TOTAL | 12 032 219 | 812 174 | 12 844 393 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 2 224 161 | 184 022 | 2 408 183 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 14 555 735 | 0 | 14 555 735 |
| TOTAL | 16 779 896 | 184 022 | 16 963 918 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 41 243 706 | 58% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 12 844 393 | 18% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 16 963 918 | 24% |
| TOTAL | 71 052 017 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 7 204 356 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 13 886 739 |
| TOTAL | 21 091 095 |

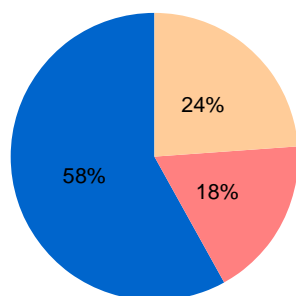
Sources Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 41 243 706 | 45% |
| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 DRAC | 7 204 356 | 8% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 12 844 393 | 14% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 16 963 918 | 18% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 13 886 739 | 15% |
| TOTAL | 92 143 112 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 30 514 000 |

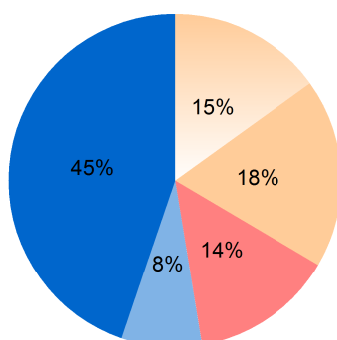
Sources : France Télévision – Radio France

**REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION**



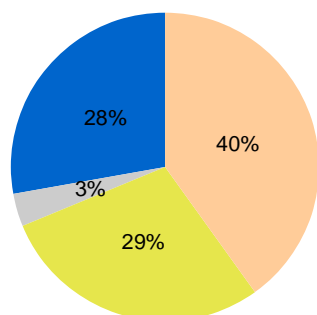
**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013**

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

AQUITAINE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 587 528 | 12 398 514 | 13 986 042 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 980 760 | 512 233 | 1 492 993 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 162 402 | 182 537 | 344 939 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 779 897 | 56 288 | 836 185 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 11 086 831 | 80 700 | 11 167 531 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 535 000 | 574 463 | 1 109 463 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 1 014 596 | 20 000 | 1 034 596 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 99 460 | 0 | 99 460 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 1 593 054 | 0 | 1 593 054 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 3 744 506 | 0 | 3 744 506 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 276 667 | 0 | 276 667 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 734 592 | 28 154 | 762 746 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 166 500 | 333 548 | 500 048 |
| TOTAL | | 22 761 793 | 14 186 437 | 36 948 230 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 4 295 476 | 4 295 476 |
| TOTAL AVEC DGD | | 22 761 793 | 18 481 913 | 41 243 706 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

AQUITAINE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 475 794 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 580 741 |
| PROG. CREATION | 643 641 |
| PROG. MEDIAS IND. | 292 797 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 860 165 |
| STAP | 2 336 344 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 1 014 874 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 7 204 356 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 613 529 |
| SCN | 6 231 862 |
| OPÉRATEURS | 6 041 348 |
| TOTAL | 21 091 095 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 38 | 34,8 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 14,4 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 17 | 17 |
| LIVRE ET LANGUES DE FRANCE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE ET DANSE | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 4 | 3,8 |
| STAP | 44 | 43,3 |
| TOTAL | 126 | 121,3 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|------------|---------------|
| Musée du Château de Pau | 77 | 75,9 |
| Musée de la préhistoire – Eyzies de Tayac | 51 | 49,18 |
| TOTAL | 128 | 125,08 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN (Abbaye Sauve Majeure, Château Cadillac, Château de Puyguilhem, Grotte de Pair non Pair, Eyzies de Tayac, Villa de Montcaret, tour Pey Berland) | 23 | 22 | 45 |
| ENSA Architecture Bordeaux | 82,4 | 47,5 | 129,9 |
| TOTAL | 105,4 | 69,5 | 174,9 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|---------------|
| DRAC | 121,3 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 15 |
| SCN | 125,08 |
| OPÉRATEURS | 174,9 |
| TOTAL | 436,28 |

AQUITAINE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 287 449 | 9 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 15 000 | 3 | 3 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 77 500 | 11 | 8 |
| TOTAL | 84 000 | 14 | 11 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 8 454 041 | 15 | 7 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 58 602 | 5 | 4 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 240 390 | 41 | 37 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 2 080 556 | 45 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 42 340 | 4 | 2 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Musée du Château de Pau | 841 555 | 69 594 | 911 149 |
| Musée de la préhistoire – Eyzies de Tayac | 596 776 | 89 090 | 685 866 |
| TOTAL | 1 438 331 | 158 684 | 1 597 015 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

AQUITAINE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| CMN (Abbaye Sauve Majeure, Château Cadillac, Château de Puyguilhem, Grotte de Pair non Pair, Eyzies de Tayac, Villa de Montcaret, tour Pey Berland) | 66 528 | 64 022 | 130 550 |
| ENSA Architecture Bordeaux | 2 157 633 | 120 000 | 2 277 633 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 2 224 161 | 184 022 | 2 408 183 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 128 468 | | 128 468 |
| CNAP – aides | 11 560 | | 11 560 |
| CNC (Convention Région +3D) | 1 579 000 | | 1 579 000 |
| CNC aides | 8 884 761 | | 8 884 761 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 520 314 | | 520 314 |
| CNT- aides | 20 000 | | 20 000 |
| CNV | 397 356 | | 397 356 |
| INRAP / FNAP | 2 076 086 | | 2 076 086 |
| ONDA – aides | 133 400 | | 133 400 |
| RMN GP – (charges 2012) | 804 790 | | 804 790 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 14 555 735 | 0 | 14 555 735 |
| TOTAL | 16 779 896 | 184 022 | 16 963 918 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 19 488 000 |
| France Bleu antennes région | 11 026 000 |
| TOTAL | 30 514 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

AUVERGNE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

AUVERGNE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-Yves Le Corre

I. Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La DRAC souhaite engager les modalités d'une gouvernance transversale pour répondre à la mise en place des politiques culturelles de manière globale et non sectorielle, l'un des enjeux étant de préparer dans de bonnes conditions la mise en place de l'instance de concertation entre l'État et les collectivités.

Les échéances des réformes administratives doivent être anticipées pour programmer des engagements pluriannuels par convention et concevoir une stratégie concertée et priorisée avec les collectivités. Cette stratégie pourrait aller jusqu'à prendre la forme d'un plan pluri-annuel d'investissement pour le patrimoine, commun avec les Conseils généraux et le Conseil régional.

L'expertise de la DRAC est attendue par le Conseil régional dont les moyens sont limités. Elle est attendue également dans l'expertise que pourrait lui apporter l'État dans sa politique de réseau haut débit qui reste une de ses priorités.

Un enjeu majeur : la capitale régionale

La DRAC souhaite établir des synergies entre les grands équipements culturels de l'agglomération de Clermont-Ferrand pour renforcer la création, valoriser la diffusion et inciter à des coproductions (Scène Nationale, Bibliothèques, FRAC).

Les politiques transversales

La DRAC veut porter une attention sur la cohérence entre les politiques de l'État et celles des collectivités territoriales, en instaurant des modalités de travail interministérielles pour mettre la culture au cœur des préoccupations des politiques publiques avec les politiques d'éducation, de la jeunesse, du développement durable, de l'emploi et d'aménagement du territoire.

Les dispositifs d'EAC en liaison avec les collectivités constituent la première réponse à la problématique d'égalité et de solidarité des territoires. Le soutien aux réseaux de lecture publique, notamment dans le cadre des Contrats Territoires Lecture, en est un exemple étroitement construit avec le Rectorat.

Les conseils généraux

Le contexte du désengagement et du recentrage sur les compétences obligatoires pour les Départements, fragilise la politique culturelle même s'il existe d'importants chantiers communs et une convention pluripartite avec le département du Cantal.

L'analyse des politiques régionales engage à la plus grande prudence y compris pour le plan pluri-annuel d'investissement pour le patrimoine dont la réalisation sera sans doute perturbé par le

désengagement des départements qui contribuaient historiquement à cette politique.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 84 agents (82,6 ETP) dont 19 pour l'administration et la direction, 50 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 15 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique et danse, arts plastiques, livre, action territoriale), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC est dirigée par une équipe administrative composée d'une directrice, d'une directrice adjointe (poste très récemment vacant) et d'une secrétaire générale. Elle agit dans quatre départements dont l'accessibilité est quelquefois difficile.

La DRAC est organisée en 3 pôles : service d'action territoriale, pôle création artistique, pôle patrimoine qui ne sont pas toujours pilotés par un responsable de pôle.

Le pôle patrimoine se compose du service de l'archéologie, du service de la conservation des MH, du service des musées et d'un service de coordination de l'architecture et du patrimoine dont certaines missions relèvent traditionnellement de la CRMH.

L'échelon départemental des STAP (26 agents) est très sollicité pour jouer un rôle accru auprès des collectivités et des milieux ruraux dans le domaine patrimonial. Compte tenu des moyens des STAP et de leur charge de travail (AVAP, état sanitaire et entretien du patrimoine, ATEP) cette proposition est cependant difficile à mettre en œuvre.

III. Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés, comprenant la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques, représentent 20 M€ en 2013. Le poids respectif des différents programmes est le suivant : plus de 50 % (soit 10,9 M €) pour le programme 175 (patrimoine) et 25 % (soit 5M€) pour le programme création (131) ; 4 M€ étant affectés aux autres programmes, dont 3 M€ au programme 224 (transmission des savoirs) soit 15 % des crédits. Le programme 334 (livre) n'est doté qu'à hauteur de 0,2 M€, complété par la Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques pour un montant de 0,8 M€ (4,5 % des crédits centraux).

Les interventions sur crédits centraux s'élèvent à 7,1 M€, dont une part très majoritaire (65,9 %) au programme 180 (aides à la presse) avec une dotation de 4,6 M€. Le patrimoine (programme 175) vient en second rang avec 1,7 M€ (23%) suivi du programme 313 (contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique) avec 0,67 M€ (9%).

La consolidation des dépenses d'intervention des opérateurs et autres structures nationales (CNC, CNL, INRAP...) est de 7 M€ dont 2,7 M€ pour l'INRAP/FNAP, soit 38% , et 1,9 M€ pour le Centre national du cinéma et de l'image animée, soit 27 % des crédits des opérateurs. Pour les opérateurs en région, les crédits de l'ENSA de Clermont-Ferrand représentent 1,54 M€.

Au total la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 44,3 M€ pour la Région Auvergne, y compris la masse salariale T2.

AUVERGNE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 4 912 093 | 104 628 | 5 016 721 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 077 858 | 9 859 301 | 10 937 159 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 978 716 | 67 271 | 3 045 987 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 219 569 | 4 476 | 224 045 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 837 377 | 837 377 |
| TOTAL | 9 188 236 | 10 873 053 | 20 061 289 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 14 000 | 0 | 14 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 675 400 | 70 278 | 1 745 678 |
| PROG. 180 PRESSE | 3 736 051 | 947 954 | 4 684 005 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 80 720 | 0 | 80 720 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 654 547 | 18 068 | 672 615 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 6 160 718 | 1 036 300 | 7 197 018 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 1 580 942 | 3 095 | 1 584 036 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 5 459 100 | 0 | 5 459 100 |
| TOTAL | 7 040 042 | 3 095 | 7 043 137 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 20 061 289 | 58% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 197 018 | 21% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 7 043 137 | 21% |
| TOTAL | 34 301 444 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 5 095 849 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 4 932 053 |
| TOTAL | 10 027 902 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

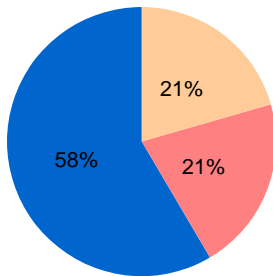
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 20 061 289 | 45% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 5 095 849 | 11% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 197 018 | 16% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 7 043 137 | 16% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 4 932 053 | 11% |
| TOTAL | 44 329 346 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 11 471 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

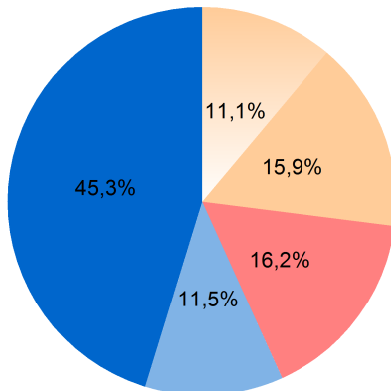
AUVERGNE

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION



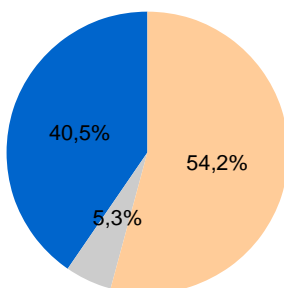
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

AUVERGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG. 175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 607 211 | 6 303 616 | 6 910 827 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 2 000 | 364 707 | 366 707 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 144 670 | 3 138 505 | 3 283 175 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG. 175 ACTION 02 | 263 509 | 52 471 | 315 980 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 4 421 336 | 0 | 4 421 336 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 490 757 | 104 628 | 595 385 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 177 669 | 4 476 | 182 145 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 89 900 | 0 | 89 900 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 315 356 | 0 | 315 356 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 184 435 | 0 | 2 184 435 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 30 000 | 0 | 30 000 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG. 224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG. 224 ACTION 07 | 417 925 | 28 271 | 446 196 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 43 470 | 39 000 | 82 470 |
| TOTAL | | 9 188 238 | 10 035 674 | 19 223 912 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 837 377 | 837 377 |
| TOTAL AVEC DGD | | 9 188 238 | 10 873 051 | 20 061 289 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

AUVERGNE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 398 476 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 892 142 |
| PROG. CREATION | 276 479 |
| PROG. MEDIAS IND. | 165 663 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 472 770 |
| STAP | 1 424 242 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 466 077 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 5 095 849 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 108 172 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 3 823 881 |
| TOTAL | 10 027 902 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 14 | 14 |
| DIRECTION | 5 | 5 |
| ACTION TERRITORIALE | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 13 | 12,7 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 1,8 |
| C.R.M.H | 8 | 8 |
| ETHNOLOGIE | 2 | 2 |
| LIVRE ET LANGUES DE FRANCE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 1 | 0,8 |
| MUSIQUE et DANSE | 2 | 2 |
| SGAP | 6 | 5,8 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 26 | 25,5 |
| TOTAL | 84 | 82,6 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Clermont Ferrand | 60,7 | 33 | 93,7 |
| CMN (Château Chareil Cintrat, Cloître Le Puy, Villeneuve Lembron, Château d'Aultribe) | 5,8 | 11,2 | 17 |
| TOTAL | 66,5 | 44,2 | 110,7 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 82,6 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 10,9 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 110,7 |
| TOTAL | 204,2 |

AUVERGNE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 14 000 | 1 | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 5 000 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 1 816 956 | 6 | 4 |
| TOTAL | 1 745 678 | 7 | 5 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 4 684 005 | 6 | 2 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 80 720 | 23 | 21 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 672 615 | 17 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

AUVERGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Clermont Ferrand | 1 547 519 | 0 | 1 547 519 |
| CMN (Château Chareil Cintrat, Cloître Le Puy, Villeneuve Lembron, Château d'Aultribe) | 33 423 | 3 095 | 36 517 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 1 580 942 | 3 095 | 1 584 036 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 56 000 | | 56 000 |
| CNAP – aides | 1 000 | | 1 000 |
| CNC (conventions et toutes aides) | 1 941 974 | | 1 941 974 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 325 063 | | 325 063 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV | 277 454 | | 277 454 |
| INRAP / FNAP | 2 793 709 | | 2 793 709 |
| ONDA – aides | 63 900 | | 63 900 |
| RMN GP – charges | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 5 459 100 | 0 | 5 459 100 |
| TOTAL | 7 040 042 | 3 095 | 7 043 137 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 9 048 000 |
| France Bleu antennes région | 2 423 000 |
| TOTAL | 11 471 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

BOURGOGNE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

BOURGOGNE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Benoît Paumier

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La stratégie de la DRAC Bourgogne comporte deux orientations fondamentales :

- en premier lieu, la priorité budgétaire donnée aux politiques patrimoniales demeure. Elle s'explique par l'exceptionnelle richesse de la région en la matière, et de sa diversité, qu'il s'agisse des monuments historiques, des sites archéologiques, ou encore des musées de Dijon.

Le contrat de plan État-Région reflète bien la convergence des priorités de l'État, pris dans son ensemble et du Conseil régional : la partie « culture » du plan est quasi-exclusivement réservée au patrimoine, essentiellement archéologique, médiéval, et industriel, et à sa valorisation, à laquelle s'ajoute toutefois le projet de pôle culture à Dijon, à vocation plus large ;

Impliquée activement dans la mise en œuvre des CPER 2007 - 2013 et dans l'utilisation des fonds européens, la DRAC poursuit cette volonté dans l'élaboration de la future génération de ces documents, même si les critères retenus sont plus restrictifs pour l'entrée Culture.

- en deuxième lieu, la DRAC s'inscrit avec volontarisme dans les orientations globales de l'action de l'État en région et de la politique inter-ministérielle, définie dans le Projet Stratégique de l'Action de l'État en région (PASE). Les axes suivants sont particulièrement concernés : « stimuler l'attractivité de ses territoires », « conduire une politique de cohésion territoriale et sociale », ainsi que « renforcer le rayonnement et l'attractivité de la capitale régionale ».

Pour la mise en œuvre de ces actions interministérielles, la DRAC a, depuis plusieurs années, privilégié la politique d'éducation artistique et culturelle, par le développement de liens contractuels avec les collectivités territoriales concernées, essentiellement les communes ou regroupement de communes, et avec une attention particulière à l'éducation artistique et culturelle en milieu rural.

La politique en matière de création et diffusion artistique obéit également à cette logique, avec une volonté forte de rééquilibrer le territoire entre les territoires les mieux dotés, notamment la Saône et Loire, avec le reste de la région, en particulier au profit de lieux structurants, situés essentiellement en milieu rural.

II. Organisation de la DRAC

1 - l'organigramme

L'organigramme de la DRAC découle du projet de service mis en œuvre en 2010. Il repose sur une délimitation claire entre deux pôles regroupant d'une part les services des patrimoines et de l'architecture, d'autre part les services en charge de la l'action artistique et culturelle, en plus du secrétariat général. Il présente les deux caractéristiques notables suivantes :

- l'identification d'une équipe de direction, regroupant non seulement le directeur, le directeur-adjoint, mais également le secrétaire général, et les deux responsables des pôles « patrimoines et architecture », et « action artistique et culturelle », qui ont titre et responsabilité d'adjoints au directeur régional; actuellement, le chef du service

régional de l'archéologie exerce la responsabilité de responsable du pôle patrimoine ; en revanche, la coordination du pôle « action artistique et culturelle » est exercée actuellement directement par le Directeur adjoint, dans l'attente de la désignation d'un nouveau coordonnateur.

- l'intégration des quatre STAP au sein du pôle « patrimoines et architecture ». Ce degré d'intégration apparaît toutefois très inégal suivant les départements, les STAP conservant parallèlement des liens très étroits avec les préfetures de départements.

2 - les effectifs de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 82 agents (79,5 ETP) dont 16 pour l'administration et la direction, 53 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, musées), et 13 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, cinéma, éducation artistique et culturelle, information et documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Les services du pôle patrimoines et architecture (STAP, CRMH, SRH, musées et architecture) représentent à eux seuls les deux-tiers de l'effectif global de la DRAC.

De surcroît, à cet effectif, il convient d'ajouter 4 personnels relevant du Ministère de l'environnement et du développement durable, placés en position normale d'activité, et affectés dans 3 des 4 STAP de la DRAC.

III. Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Le budget de la DRAC qui représente 33,3 M€ dont 17,3 M€ en crédits de fonctionnement et 16 M€ en crédits d'investissement, reflète la stratégie poursuivie : les politiques patrimoniales, rassemblées dans le programme 175, représentent 57 % des crédits, avec une dotation de 19,2 M€ Cette prédominance a pour corollaire la bien moindre part du programme création dans le budget de la DRAC; ainsi, le programme 131 ne représente que 23 % des crédits avec 7,8 M€. En revanche, l'accent mis par la DRAC sur les politiques territoriales et d'enseignement permet au budget du programme 224 (transmission des savoirs) de représenter 14 % des crédits déconcentrés, avec 4,8 M€. Les industries culturelles, livre et cinéma, représentent une part peu significative du budget de la DRAC (1 %) mais toujours dans le domaine du livre, la Dotation générale de décentralisation pour le soutien aux bibliothèques représente l'essentiel de l'effort de l'État (1M€, soit 3 % du budget des crédits déconcentrés).

Les crédits centraux affectés en Bourgogne, à hauteur de 4,9 M€, essentiellement en crédits de fonctionnement, concernent dans leur grande majorité le volet aide aux médias, les aides à la presse qui représentent 61% des crédits centraux avec 2,97 M€, ainsi que la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1,1 M€).

S'agissant des opérateurs le total de leur apport en investissement et fonctionnement est de 5,55 M€. Il est à souligner que, dans le domaine du cinéma, l'État intervient activement par l'intermédiaire du Centre national du cinéma et de l'image animée, dont les dépenses en Bourgogne (1,8 M€) concernent en premier lieu l'aide à la numérisation des salles et en second lieu le soutien aux cinémas d'art et d'essai. L'INRAP (1,67 M€) est le deuxième opérateur présent de manière significative en Bourgogne.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 53,26 M€ en Région Bourgogne, y compris la masse salariale T2.

BOURGOGNE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 7 487 457 | 381 853 | 7 869 310 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 5 390 332 | 13 849 793 | 19 240 125 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 4 084 664 | 790 836 | 4 875 500 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 338 391 | 0 | 338 391 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 1 045 668 | 1 045 668 |
| TOTAL | 17 300 844 | 16 068 150 | 33 368 994 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 247 500 | 0 | 247 500 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 63 500 | 20 000 | 83 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 638 455 | 336 828 | 2 975 283 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 8 400 | 8 400 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 194 506 | 0 | 194 506 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 146 616 | 25 262 | 1 171 878 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 40 000 | 0 | 40 000 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 149 772 | 41 633 | 191 405 |
| TOTAL | 4 480 349 | 432 123 | 4 912 472 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 934 879 | 179 708 | 1 114 588 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 440 752 | 0 | 4 440 752 |
| TOTAL | 5 375 631 | 179 708 | 5 555 340 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 33 368 994 | 76% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 912 472 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 5 555 340 | 13% |
| TOTAL | 43 836 806 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 5 121 894 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 4 308 117 |
| TOTAL | 9 430 011 |

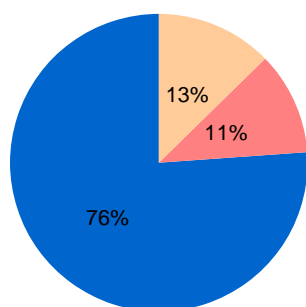
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 33 368 994 | 63% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 5 121 894 | 10% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 912 472 | 9% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 5 555 340 | 10% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 4 308 117 | 8% |
| TOTAL | 53 266 817 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 15 915 000 |

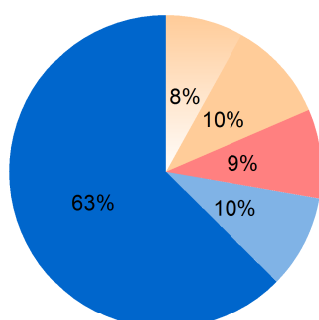
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT



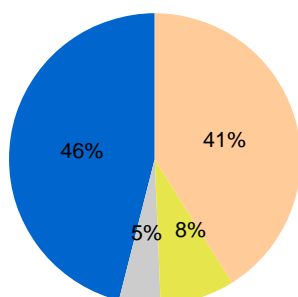
**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013**

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

BOURGOGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 252 515 | 10 943 717 | 13 196 232 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 2 413 360 | 522 600 | 2 935 960 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 449 139 | 1 804 618 | 2 253 757 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 190 619 | 156 303 | 346 922 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 6 841 277 | 156 483 | 6 997 760 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 646 180 | 225 370 | 871 550 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 289 511 | 0 | 289 511 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 95 880 | 0 | 95 880 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 941 500 | 0 | 941 500 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 455 273 | 0 | 2 455 273 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 43 200 | 0 | 43 200 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 636 890 | 683 836 | 1 320 726 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 45 500 | 529 555 | 575 055 |
| TOTAL | | 17 300 844 | 15 022 482 | 32 323 326 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 1 045 668 | 1 045 668 |
| TOTAL AVEC DGD | | 17 300 844 | 16 068 150 | 33 368 994 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

BOURGOGNE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 476 033 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 607 966 |
| PROG. CREATION | 457 959 |
| PROG. MEDIAS IND. | 176 880 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 629 357 |
| STAP | 1 348 360 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 425 339 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 5 121 894 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 980 212 |
| SCN | 694 774 |
| OPÉRATEURS | 2 633 131 |
| TOTAL | 9 430 011 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 12 | 10,7 |
| DIRECTION | 4 | 4 |
| CID | 2 | 1,8 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 14,8 |
| ARTS PLASTIQUES | 0 | 0 |
| CINÉMA | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 14 | 13,4 |
| EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE | 6 | 6 |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 2 | 2 |
| THEÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 22 | 21,8 |
| TOTAL | 82 | 79,5 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|-----------|--------------|
| Musée Magnin | 15 | 14,25 |
| TOTAL | 15 | 14,25 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|-----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Arts Plastiques Dijon | 36 | 10 | 46 |
| CMN (Cluny, Bussy Rabutin) | 12,6 | 12,4 | 25 |
| TOTAL | 48,6 | 22,4 | 71 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|---------------|
| DRAC | 79,5 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 8 |
| SCN | 14,25 |
| OPÉRATEURS | 71 |
| TOTAL | 172,75 |

BOURGOGNE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 247 500 | 8 | 3 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 17 000 | 2 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 79 000 | 10 | 7 |
| TOTAL | 83 500 | 12 | 8 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 2 975 283 | 8 | 4 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 8 400 | 1 | 1 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 194 506 | 43 | 40 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 171 878 | 25 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 40 000 | 1 | 1 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Musée Magnin | 149 772 | 41 633 | 191 405 |
| TOTAL | 149 772 | 41 633 | 191 405 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

BOURGOGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Arts Plastiques Dijon | 882 756 | 166 680 | 1 049 436 |
| CMN (Cluny, Bussy Rabutin)- charges | 52 123 | 13 028 | 65 152 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 934 879 | 179 708 | 1 114 588 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 83 217 | | 83 217 |
| CNAP – aides | 8 560 | | 8 560 |
| CNC (conventions + toutes aides) | 1 897 686 | | 1 897 686 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 105 520 | | 105 520 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV - aides | 251 381 | | 251 381 |
| INRAP / FNAP | 1 673 528 | | 1 673 528 |
| ONDA – aides | 40 950 | | 40 950 |
| RMN GP – (charges 2012) | 379 910 | | 379 910 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 440 752 | 0 | 4 440 752 |
| TOTAL | 5 375 631 | 179 708 | 5 555 340 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 12 006 000 |
| France Bleu antennes région | 3 909 000 |
| TOTAL | 15 915 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

BRETAGNE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

BRETAGNE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Dominique Chavigny

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Pour la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, l'enjeu de la période est de préparer, par un approfondissement du partenariat existant entre l'État et les collectivités territoriales, la mise en place de la future Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), en tenant compte du fait que le développement des modes de coopération entre l'État et les collectivités territoriale s'articule désormais dans le cadre du « pacte d'avenir pour la Bretagne » qui prévoit :

- la mise en place en mai 2014 d'un Conseil des collectivités territoriales pour la culture en Bretagne co-présidé par le Préfet de région et le Président du Conseil régional.
- la mise en œuvre d'un "diagnostic partagé" des politiques culturelles croisées des collectivités territoriales et de l'État en Bretagne. Document servant de base à l'écriture d'une "convention spécifique" pour la culture en Bretagne d'ici fin 2014.
- dans le cadre de la loi MAPAM, la réflexion préalable à de possibles demandes de délégation de compétences. Il convient de noter que deux secteurs ont été identifiés, dans un premier temps, pour faire l'objet de conventions spécifiques : ceux de l'économie du livre et du cinéma.

La DRAC Bretagne inscrit globalement son action dans le cadre de coopérations renforcées avec l'ensemble des collectivités et d'une meilleure prise en compte de territoires prioritaires (en lien avec le PASE). Ainsi a-t-elle réorganisé sa stratégie en faveur de l'éducation artistique et culturelle (EAC) :

- en installant au niveau régional, un groupe de travail, sous l'égide du Préfet de Région et du Recteur, chargé de définir les grands axes d'intervention, d'évaluer leur mise en œuvre et les résultats
- en s'appuyant sur des groupes de travail au niveau départemental qui réunissent les collectivités locales, les services des ministères concernés et l'enseignement privé (en particulier les directions diocésaines de l'enseignement catholique)
- en s'articulant au niveau local avec les comités de pilotage des Projets éducatifs territoriaux (PEDT).

Par ailleurs, la DRAC oriente sa capacité d'intervention dans les domaines du Patrimoine, de l'Architecture et de la création artistique, vers les secteurs pouvant contribuer à la croissance et à l'emploi :

- en privilégiant les interventions ayant un « effet de levier » économique dans le domaine de l'entretien et de la restauration des MH en vertu du principe « 1 € doit produire 3 € »
 - en valorisant les atouts patrimoniaux et architecturaux au service de l'attractivité culturelle et touristique de la Bretagne : labels Villes et Pays d'Art et d'Histoire, création de Centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine...
 - en soutenant les postes de dépenses liées aux équipes artistiques et au secteur labellisé pour lesquelles les collectivités locales ne pourraient pas compenser un désengagement de l'État
- La DRAC Bretagne mobilise également les institutions autour de leurs responsabilités sociale (Cf. Les actions en faveur des publics dits "empêchés") et territoriale. Elle adapte ses modes

d'intervention dans les zones péri-urbaines et rurales pour prendre en considération les mutations de l'offre culturelle ainsi que les inégalités d'accès à l'art et à la culture pour des raisons géographiques, en l'occurrence l'implantation de nouveaux centres culturels de qualité et de musées de territoire. Elle soutient des projets fédérateurs et la valorisation du patrimoine en Bretagne rurale. L'adaptation aux nouvelles réalités du développement culturel passe aussi par la capacité de la DRAC à accompagner l'émergence du « numérique culturel ».

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 111 agents (108,6 ETP) dont 31 pour l'administration et la direction, 68 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 12 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, audiovisuel, arts plastiques, livre, éducation, information et documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs. Sous la responsabilité du Directeur, de son adjoint et d'une Secrétaire générale, le fonctionnement de la DRAC est organisé en quatre pôles :

- le pôle « patrimonial » qui regroupe les 4 STAP départementaux, la Conservation régionale des monuments historiques, le Service régional de l'archéologie, et les services des Musées, de l'architecture, et celui des archives et du patrimoine écrit ;
- le pôle « Actions et Industries culturelles » qui rassemble les personnes chargées de l'action territoriale et des programmes interministériels ; de l'éducation artistique et de l'enseignement supérieur ; de la langue française et des langues de France ; du livre et de la lecture ; du cinéma, de l'audiovisuel et du numérique ;
- le « pôle Création et Diffusion » composé des arts plastiques et de l'ensemble des activités du spectacle vivant : théâtre et spectacles, musique, danse. Le suivi de l'emploi culturel et du mécénat est intégré dans ce pôle ;
- le pôle « soutien » qui est constitué de l'ensemble des fonctions dites « support » : service budgétaire et comptable, les ressources humaines, la documentation, l'assistance informatique, l'accueil et la logistique. En outre, le contrôle de gestion et la programmation budgétaire sont confiés à des agents directement rattachés à la Direction.

III- Dépenses budgétaires du Ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés, comprenant la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques, ont été de 36,79 M€ en 2013. Le poids respectif des différents secteurs d'intervention est le suivant : 36% pour le programme « création », 32% pour le programme « patrimoines », 14% pour le programme « transmission des savoirs et démocratisation de la culture », 18% pour le livre, les bibliothèques et les industries culturelles.

Les interventions sur crédits centraux sont de l'ordre de 19,39 M€. Leur importance s'explique par le chiffre de l'aide à la presse, à savoir 17,12 M€, qui s'explique par la localisation du siège social du quotidien « Ouest France » à Rennes.

Les opérateurs ne sont pas en reste dans le soutien aux initiatives bretonnes dans la mesure où leur apport est de 12,78 M€ (hors antennes France 3 et France bleue). Les trois opérateurs les plus contributifs sont dans l'ordre : le CNC pour un montant de 6,13 M€, l'INRAP pour 2,71 M€ et le CNV pour un total de 1,05 M€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 81,06 M€ pour la Région Bretagne, y compris la masse salariale T2.

BRETAGNE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 12 909 434 | 279 600 | 13 189 034 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 987 234 | 8 778 377 | 11 765 611 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 4 881 531 | 278 754 | 5 160 285 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 633 540 | 29 250 | 662 790 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 6 015 152 | 6 015 152 |
| TOTAL | 21 411 739 | 15 381 133 | 36 792 872 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 204 000 | 0 | 204 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 67 500 | 100 000 | 167 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 15 019 320 | 2 102 627 | 17 121 947 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 42 100 | 42 100 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 285 440 | 0 | 285 440 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 569 316 | 1 829 | 1 571 145 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 17 145 576 | 2 246 556 | 19 392 132 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 1 776 248 | 31 386 | 1 807 634 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 10 977 566 | 0 | 10 977 566 |
| TOTAL | 12 753 814 | 31 386 | 12 785 200 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 36 792 872 | 53% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 19 392 132 | 28% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 785 200 | 19% |
| TOTAL | 68 970 204 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 7 023 345 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 5 074 271 |
| TOTAL | 12 097 616 |

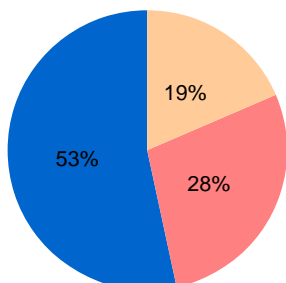
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 36 792 872 | 45% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 7 023 345 | 9% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 19 392 132 | 24% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 785 200 | 16% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 5 074 271 | 6% |
| TOTAL | 81 067 820 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 22 939 000 |

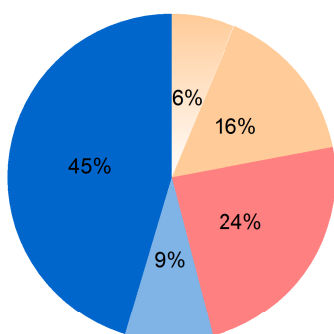
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION



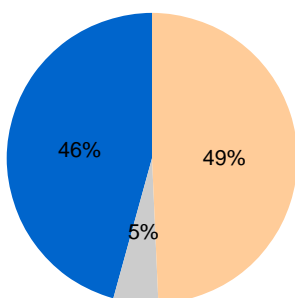
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

BRETAGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 405 484 | 7 768 172 | 9 173 656 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 58 671 | 339 934 | 398 605 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 508 000 | 355 682 | 863 682 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 466 929 | 314 590 | 781 519 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 11 852 526 | 0 | 11 852 526 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 1 056 908 | 279 600 | 1 336 508 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 533 190 | 29 250 | 562 440 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 170 970 | 0 | 170 970 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 1 148 249 | 0 | 1 148 249 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 3 103 068 | 0 | 3 103 068 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 342 150 | 0 | 342 150 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 559 593 | 38 043 | 597 636 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 206 000 | 240 711 | 446 711 |
| TOTAL | | 21 411 738 | 9 365 982 | 30 777 720 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 6 015 152 | 6 015 152 |
| TOTAL AVEC DGD | | 21 411 738 | 15 381 134 | 36 792 872 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

BRETAGNE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 369 072 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 577 861 |
| PROG. CREATION | 497 043 |
| PROG. MEDIAS IND. | 94 556 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 925 288 |
| STAP | 2 191 573 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 367 952 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 7 023 345 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 183 830 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 3 890 441 |
| TOTAL | 12 097 616 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 30 | 29,4 |
| DIRECTION | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 14,8 |
| ARCHITECTURE | 1 | 1 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| AUDIOVISUEL | 1 | 1 |
| CID | 2 | 2 |
| C.R.M.H | 14 | 13,6 |
| EDUCATION | 1 | 0,8 |
| LIVRE | 2 | 1,8 |
| MUSÉE | 3 | 3 |
| MUSIQUE | 2 | 2 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 35 | 34,2 |
| TOTAL | 111 | 108,6 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture Bretagne | 55,4 | 35,8 | 91,2 |
| CMN (Bamenez, Carnac, Tréguier) | 6 | 16 | 22 |
| INA délégation régionale de Rennes | | 4 | 4 |
| TOTAL | 61,4 | 55,8 | 117,2 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 108,6 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 11,8 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 117,2 |
| TOTAL | 237,6 |

BRETAGNE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 204 000 | 6 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 10 000 | 2 | 2 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 87 500 | 9 | 6 |
| TOTAL | 167 500 | 11 | 8 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 17 121 947 | 10 | 5 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 42 100 | 6 | 5 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 285 440 | 45 | 38 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 571 145 | 33 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

BRETAGNE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture Bretagne | 1 419 964 | 0 | 1 419 964 |
| CMN (Barnenez, Carnac, Tréguier) | 64 564 | 31 386 | 95 950 |
| INA – délégation de Rennes | 291 720 | | 291 720 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 1 776 248 | 31 386 | 1 807 634 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 49 500 | | 49 500 |
| CNAP – aides | 37 451 | | 37 451 |
| CNC (Région +2D) et ttes aides | 6 138 869 | | 6 138 869 |
| CND – aides | 4 000 | | 4 000 |
| CNL – aides | 827 960 | | 827 960 |
| CNT- aides | 23 000 | | 23 000 |
| CNV – aides | 1 056 184 | | 1 056 184 |
| INRAP / FNAP | 2 712 067 | | 2 712 067 |
| ONDA – aides | 128 535 | | 128 535 |
| RMN GP –(charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 10 977 566 | 0 | 10 977 566 |
| TOTAL | 12 753 814 | 31 386 | 12 785 200 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 17 748 000 |
| France Bleu antennes région | 5 191 000 |
| TOTAL | 22 939 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

CENTRE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

CENTRE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-François de Canchy

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Le projet stratégique de la DRAC s'inscrit dans le contexte géographique et social suivant : la région Centre est la quatrième région par sa superficie -peu peuplée- et comprenant deux villes de plus de 100.000 habitants (Tours et Orléans) ; une implantation plus urbaine sur l'axe ligérien et au nord, plus rurale au sud ; un réseau de voies rapides ; le vieillissement de sa population ; un niveau d'études relativement bas.

Les réalités culturelles, artistiques et patrimoniales sont les suivantes :

- pour le spectacle vivant et la création : une forte concentration sur l'axe ligérien des 21 structures du spectacle vivant et d'art contemporain, tout particulièrement à Orléans et Tours ;
- pour le patrimoine : de grands ensembles patrimoniaux et paysagers qui ne se limitent pas aux châteaux de la Loire et contribuent à la vitalité du tissu économique ;
- pour l'éducation artistique et la lecture publique : un réseau important et bien réparti de bibliothèques publiques ; une collaboration étroite avec les collectivités territoriales et le rectorat en matière d'éducation artistique.

La DRAC poursuit quatre objectifs et met en œuvre les actions qui leur sont liées.

S'appuyer sur les potentiels de la région pour renforcer son attractivité par :

- la préservation de ses richesses patrimoniales (protection juridique, sûreté/sécurité des biens), plan cathédrales, musées, qualité architecturale ;
- la confortation du réseau labellisé : maintien, voire restauration, des marges artistiques et modernisation des équipements ;
- le renouvellement des équipes artistiques.

Concourir au développement artistique régional en :

- se fondant sur une analyse socioéconomique plus fine pour cibler les aides apportées par l'Etat (MH) ;
- veillant au maintien des emplois qualifiés (spectacle vivant, MH) ;
- confortant l'économie du livre (librairies).

Renforcer la cohésion sociale par :

- la création de nouveaux lieux de spectacle et de création ;
- l'appui aux structures de coopération (EPCC) ;
- le ciblage de territoires moins dotés.

Contribuer à une stratégie d'aménagement durable en :

- s'appuyant sur la connaissance des territoires pour contribuer à une gestion prévisionnelle des espaces (espaces protégés, archéologie, zonages) ;
- poursuivant le maillage des bibliothèques et médiathèques.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 115 agents (112,2 ETP) dont 25 pour l'administration et la direction, 77 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA et musées), et 13 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, information et documentation, action territoriale), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Le projet de service 2010 de la DRAC Centre prévoit la création de 4 pôles placés sous l'autorité de la direction : le pôle monuments historiques ; le pôle archéologie ; le pôle architecture et espaces protégés ; le pôle création, développement culturel et industries culturelles.

Le Secrétariat général assume les tâches de gestion générale et trois missions sont investies de responsabilités générales de coordination ou d'actions transversales.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DRAC Centre s'élèvent à un total de 35,3 M€, dont 18,66 M€ (52,8%) en crédits de fonctionnement et 16,6 M€ (47%) en crédits d'investissement. C'est le programme patrimoine (175) qui dispose de l'enveloppe la plus élevée, avec 16,5 M€ soit 46,7 % des crédits déconcentrés. Vient ensuite le programme création (131) avec 10,6 M€, soit 30% des crédits. Le programme transmission des savoirs (224) avec 4,9 M€ représente 14 % des crédits de la DRAC. Enfin, le programme livre et industries culturelles (334) est doté de 0,7 M€ (soit 1,9 % des crédits) et complété par la Dotation générale de décentralisation bibliothèques pour un montant de 2,5 M€ (7 % des crédits).

Les dépenses d'intervention sur crédit centraux totalisent 9,5 M€ (presqu'exclusivement en crédits de fonctionnement). Les aides à la presse (programme 180) avec 7,36 M€ représentent une part très importante de ces crédits (76 %). La contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313) vient très loin derrière avec 0,97 M€ (soit 10% des crédits centraux), et le programme 224 (transmission des savoirs) avec 0,54 M€.

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 13,6 M€ dont 11,5 M€ en crédits de fonctionnement. Les 9,1 M€ d'opérateurs distribuant des soutiens, concernent l'INRAP et le FNAP à hauteur de 4,38 M€ (soit 60% des crédits opérateurs) et le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 3,31 M€ (soit 24%). Le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz est présent avec 0,92 M€ de soutien et le Centre national du livre avec 0,3 M€. Enfin, les crédits d'investissement engagés par des opérateurs en région (pour un total de 4,56 M€) sont ceux de l'EP du château de Chambord (2,9 M€) de l'ENSA (1,3 M€) et du CMN (0,33 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 71,99 M€ en Région Centre, y compris la masse salariale T2.

CENTRE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 9 761 511 | 843 220 | 10 604 731 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 358 910 | 13 186 309 | 16 545 219 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 4 839 291 | 90 225 | 4 929 516 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 705 319 | 1 050 | 706 369 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 2 531 559 | 2 531 559 |
| TOTAL | 18 665 031 | 16 652 363 | 35 317 394 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 495 750 | 0 | 495 750 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 121 000 | 6 750 | 127 750 |
| PROG. 180 PRESSE | 7 268 583 | 94 649 | 7 363 232 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 12 600 | 12 600 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 547 956 | 0 | 547 956 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 963 702 | 14 092 | 977 794 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 40 000 | 0 | 40 000 |
| | | | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 9 436 991 | 128 091 | 9 565 082 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 2 393 675 | 2 173 761 | 4 567 436 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 9 121 263 | 0 | 9 121 263 |
| TOTAL | 11 514 939 | 2 173 761 | 13 688 700 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 35 317 394 | 60% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 9 565 082 | 16% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 13 688 700 | 23% |
| TOTAL | 58 571 176 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 7 136 135 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 6 285 447 |
| TOTAL | 13 421 582 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 35 317 394 | 49% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 7 136 135 | 10% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 9 565 082 | 13% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 13 688 700 | 19% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 6 285 447 | 9% |
| TOTAL | 71 992 758 | 100% |

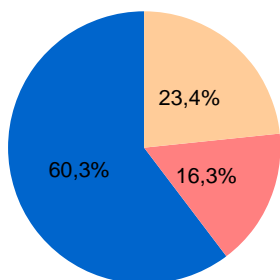
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS |
|--|-------------------|
| TOTAL | 16 501 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

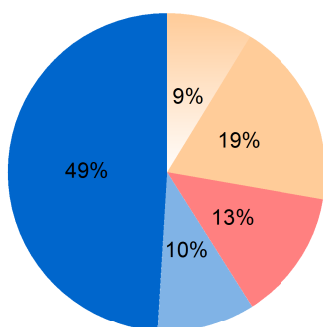
CENTRE

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION



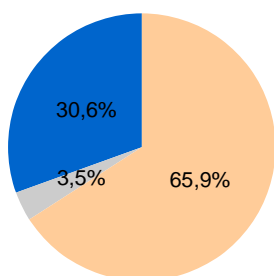
**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013**

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

CENTRE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 068 344 | 12 468 660 | 14 537 004 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 175 877 | 473 696 | 649 573 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 430 000 | 42 300 | 472 300 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 506 401 | 201 654 | 708 055 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 8 914 482 | 30 000 | 8 944 482 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 847 029 | 813 220 | 1 660 249 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 550 919 | 1 050 | 551 969 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 377 600 | 0 | 377 600 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 687 323 | 825 | 688 148 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 3 034 193 | 0 | 3 034 193 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 77 000 | 0 | 77 000 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 874 075 | 0 | 874 075 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 121 789 | 89 400 | 211 189 |
| TOTAL | | 18 665 032 | 14 120 805 | 32 785 837 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 2 531 559 | 2 531 559 |
| TOTAL AVEC DGD | | 18 665 032 | 16 652 364 | 35 317 396 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 115 880 | | 115 880 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 62 781 | | 62 781 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | | | 0 |
| | TOTAL | | 178 661 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

CENTRE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 1 332 825 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 479 013 |
| PROG. CREATION | 441 005 |
| PROG. MEDIAS IND. | 93 365 |
| PROG. PATRIMOINES | 2 021 510 |
| STAP | 2 263 307 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 505 110 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 7 136 135 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 403 778 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 4 881 669 |
| TOTAL | 13 421 582 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 14 | 13,6 |
| DIRECTION | 11 | 10,6 |
| ACTION TERRITORIALE | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 17 | 16,5 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| CID | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 19 | 18,4 |
| LIVRE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 3 | 3 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 39 | 38,1 |
| TOTAL | 115 | 112,2 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Bureau de l'emploi et de la rémunération / Secrétariat général

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-----------|------------|------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Arts Plastiques Bourges | 44 | 13 | 57 |
| CMN (Palais Jacques Coeur, Domaine Georges Sand, Cloître La Psalette, Château Talcy, Château Fougères, Château Chateaudin, Château Chambord, Château Azay le Rideau, Cathédrale de Chartres, ...) | 42 | 41 | 83 |
| Chambord | 0 | 102 | 102 |
| TOTAL | 86 | 156 | 242 |

Sources Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération / Directions générales et Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 112,2 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 13 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 242 |
| TOTAL | 367,2 |

CENTRE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 495 750 | 9 | 5 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 36 000 | 4 | 3 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 150 750 | 12 | 10 |
| TOTAL | 127 750 | 16 | 13 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 7 363 232 | 7 | 2 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 12 600 | 3 | 3 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 547 956 | 50 | 38 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 977 794 | 22 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 40 000 | 1 | 1 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

CENTRE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Arts Plastiques Bourges | 1 139 020 | 165 150 | 1 304 170 |
| CMN | 213 233 | 117 611 | 330 844 |
| Chambord | 1 041 422 | 1 891 000 | 2 932 422 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 2 393 675 | 2 173 761 | 4 567 436 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 85 000 | | 85 000 |
| CNAP – aides | 7 560 | | 7 560 |
| CNC (Région +1D) | 3 312 537 | | 3 312 537 |
| CND – aides | 9 000 | | 9 000 |
| CNL – aides | 312 130 | | 312 130 |
| CNT- aides | 23 000 | | 23 000 |
| CNV – aides | 926 883 | | 926 883 |
| INRAP / FNAP | 4 384 753 | | 4 384 753 |
| ONDA – aides | 60 400 | | 60 400 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 9 121 263 | 0 | 9 121 263 |
| TOTAL | 11 514 939 | 2 173 761 | 13 688 700 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 12 615 000 |
| France Bleu antennes région | 3 886 000 |
| TOTAL | 16 501 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

CHAMPAGNE-ARDENNE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

CHAMPAGNE ARDENNE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Pascale Beyaert

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Compte tenu des données socio-économiques de la région Champagne-Ardenne, l'objectif prioritaire de la DRAC est de contribuer à l'attractivité du territoire en poursuivant les grands projets engagés (requalification des écoles d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication, rénovation des musées, restauration des monuments historiques majeurs, ouverture de nouveaux équipements culturels), et en renforçant le partenariat avec les collectivités territoriales.

Elle poursuit la politique d'offre culturelle et la structuration professionnelle en favorisant un rééquilibrage territorial, en prenant en compte les enjeux et les usages du numérique, et en mobilisant l'ensemble des acteurs pouvant y contribuer.

L'importance de la marionnette, du cirque et du design graphique en Champagne-Ardenne, et l'attention qu'y portent les collectivités, ouvrent de nouvelles perspectives pour des modes de gouvernance partagés.

Plus généralement dans le domaine de la création artistique, la DRAC veille à la diversité des esthétiques artistiques et incite les établissements labellisés à jouer un rôle d'émulation et de dynamisme pour l'ensemble du territoire régional.

En matière de Patrimoines, la DRAC valorise son expertise scientifique et son rôle de conseil. Elle s'efforce de mettre en place un schéma pluriannuel en matière de CRMH et développe une stratégie qui prend en compte les préoccupations des collectivités territoriales.

Pour mener une politique de restructuration et de construction d'équipements culturels, elle est attentive au développement de l'emploi et de la formation dans les domaines de la conservation et de la médiation. La formation est plus généralement un axe fort de la stratégie développée par la DRAC.

Les parcours d'éducation artistique ont vocation à s'appuyer sur la constitution « d'écosystèmes » de proximité impliquant différents acteurs (politiques de développement culturel : conventions de développement culturel, contrats territoire lecture, accords-cadres éducation artistique et culturelle) et induit une concertation renouvelée avec les lieux labellisés.

La DRAC souhaite encourager la mobilisation des fonds européens FEDER sur des projets de développement culturel en incitant les collectivités (Pays, Communautés de communes...) à prendre la compétence culture.

Ces dernières années, de nombreux établissements ont pu bénéficier de fonds structurels (CIG Chaumont, CNAC, musées). Pour l'avenir, les entrées seront plus difficiles et devront prendre en compte d'autres données telles que la transition énergétique ou la question paysagère.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 87 agents (83 ETP) dont 22 pour l'administration et la direction, 52 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 13 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, communication et action territoriale, information et documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC.

Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Le projet de service a évolué ces deux dernières années. Tout en conservant les quatre grands pôles d'activités du projet de service, les pôles sont désormais organisés par collèges regroupant 2 à 3 services pour mener des projets transversaux. L'organisation a pour but de favoriser le travail collectif.

Le mode d'animation de chaque pôle et de chaque collège est confiée à un responsable qui a pour mission de fixer un calendrier de travail, un ordre du jour pour chaque réunion où il peut faire appel, en tant que de besoin, à des experts ou invités extérieurs, et d'établir un compte rendu des séances de travail, accessibles sur l'intranet de la DRAC.

La directrice régionale adjointe des affaires culturelles est chargée de veiller à la bonne marche du dispositif (à noter que le secrétariat général assure l'ensemble des fonctions support).

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés qui s'élèvent à 21,9 M€ en 2013, représentent 56 % des crédits du ministère de la culture et de la communication en Champagne -Ardenne. Les politiques patrimoniales représentent la majeure partie du budget de la DRAC avec 53% des crédits provenant du programme 175 (11,6 M€). Le programme 131 consacré à la création artistique représente 26 % du budget de la DRAC (5,7 M€) compte tenu de la gestion en administration centrale des deux établissements d'enseignement supérieur culture.

Les crédits centraux affectés en Champagne-Ardenne d'un total de 4,5 M€ concernent dans leur grande majorité l'aide à la presse quotidienne régionale (programme 180) avec 2,27 M€, soit 51 % des crédits centraux. Viennent ensuite le programme 224 (transmission des savoirs) avec 1M€ (soit 22 % des crédits centraux) et la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique avec 0,9M€ (21%).

S'agissant des opérateurs, leurs crédits en région Champagne-Ardenne s'élèvent au total à 12,38M€ dont 3,3 M€ pour les opérateurs en région et 9 M€ pour les opérateurs distribuant des soutiens. Le soutien du Fonds national pour l'archéologie préventive de l'INRAP pour les fouilles réalisées (au total 7,7 M€ soit 62 % des crédits opérateurs) ainsi que, dans une moindre mesure, les crédits du Centre national du cinéma et de l'image animée (salles art et essai et convention de développement cinématographique signée avec le Conseil régional, au total 0,8 M€ soit 7 % des crédits opérateurs) représentent l'essentiel des dépenses des opérateurs nationaux. Les crédits des opérateurs en région sont concentrées à 95 % par le Centre national des arts du cirque de Châlons-en-Champagne (3,2 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 44,6 M€ en Région Champagne-Ardenne, y compris la masse salariale T2.

CHAMPAGNE ARDENNE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 5 437 547 | 294 448 | 5 731 995 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 325 733 | 9 336 545 | 11 662 278 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 868 342 | 21 086 | 2 889 428 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 383 339 | 39 757 | 423 096 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 1 276 405 | 1 276 405 |
| TOTAL | 11 014 961 | 10 968 241 | 21 983 202 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 196 700 | 0 | 196 700 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 46 000 | 0 | 46 000 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 264 413 | 15 090 | 2 279 503 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 7 200 | 7 200 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 012 754 | 0 | 1 012 754 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 903 455 | 15 369 | 918 824 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 4 423 322 | 37 659 | 4 460 981 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 3 281 374 | 71 980 | 3 353 354 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 9 030 625 | 0 | 9 030 625 |
| TOTAL | 12 311 999 | 71 980 | 12 383 979 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 21 983 202 | 57% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 460 981 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 383 979 | 32% |
| TOTAL | 38 828 162 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 765 648 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 1 093 138 |
| TOTAL | 5 858 786 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

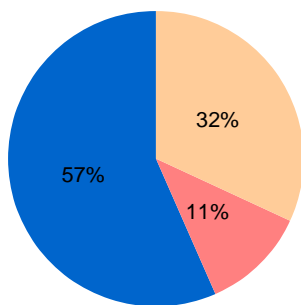
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 21 983 202 | 49% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 765 648 | 11% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 460 981 | 10% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 383 979 | 28% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 1 093 138 | 2% |
| TOTAL | 44 686 948 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 12 907 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

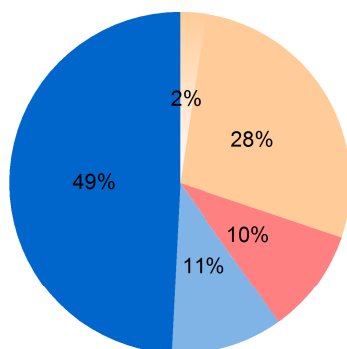
* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION



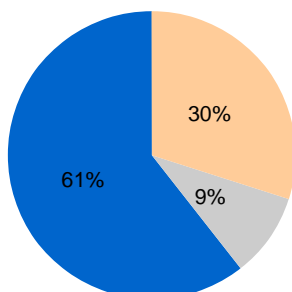
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

CHAMPAGNE ARDENNE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 458 481 | 7 029 676 | 8 488 157 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 27 500 | 567 569 | 595 069 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 458 401 | 573 965 | 1 032 366 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 275 524 | 45 650 | 321 174 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 4 982 978 | 62 485 | 5 045 463 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 454 570 | 231 962 | 686 532 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 358 799 | 39 757 | 398 556 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 64 540 | 0 | 64 540 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 232 412 | 8 731 | 241 143 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 1 672 117 | 0 | 1 672 117 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 56 300 | 0 | 56 300 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 20 000 | 0 | 20 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 847 313 | 12 355 | 859 668 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 105 027 | 1 119 685 | 1 224 712 |
| TOTAL | | 11 013 962 | 9 691 835 | 20 705 797 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 1 276 405 | 1 276 405 |
| TOTAL AVEC DGD | | 11 013 962 | 10 968 240 | 21 982 202 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|--------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 54 963 | 0 | 54 963 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 54 963 | 0 |

CHAMPAGNE ARDENNE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 354 250 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 712 715 |
| PROG. CREATION | 465 703 |
| PROG. MEDIA S IND. | 482 940 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 048 283 |
| STAP | 1 296 690 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 405 067 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 765 648 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 922 111 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS (Château de Reims) | 171 027 |
| TOTAL | 5 858 786 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-----------|
| ADMINISTRATION | 20 | 19 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ACTION TERRITORIALE | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 11 | 10,4 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| CID | 3 | 2,9 |
| COMMUNICATION | 2 | 1,8 |
| C.R.M.H | 13 | 13 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 2 | 1,8 |
| MUSIQUE | 2 | 1,8 |
| THÉÂTRE | 2 | 1,8 |
| STAP | 26 | 24,5 |
| TOTAL | 87 | 83 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|-----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN (château de Reims, ...) | 6 | 0 | 6 |
| Centre national des Arts du Cirque | 0 | 35 | 35 |
| TOTAL | 6 | 6 | 41 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|------------|
| DRAC | 83 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 13 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 41 |
| TOTAL | 137 |

CHAMPAGNE ARDENNE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 196 700 | 5 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 16 000 | 2 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 62 000 | 5 | 2 |
| TOTAL | 46 000 | 7 | 3 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 2 279 503 | 7 | 2 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 7 200 | 1 | 1 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 1 012 754 | 29 | 27 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 918 824 | 20 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

CHAMPAGNE ARDENNE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| Centre national des Arts du Cirque | 3 218 562 | 39 300 | 3 257 862 |
| CMN (3 sites) | 62 812 | 32 680 | 95 492 |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 3 281 374 | 71 980 | 3 353 354 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 73 950 | | 73 950 |
| CNAP – aides | | | 0 |
| CNC (Région) + toutes aides | 887 028 | | 887 028 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 96 480 | | 96 480 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV – aides | 159 131 | | 159 131 |
| INRAP / FNAP | 7 754 836 | | 7 754 836 |
| ONDA – aides | 59 200 | | 59 200 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 9 030 625 | 0 | 9 030 625 |
| TOTAL | 12 311 999 | 71 980 | 12 383 979 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 11 049 000 |
| France Bleu antennes région | 1 858 000 |
| TOTAL | 12 907 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

CORSE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

CORSE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Anne-Marie Le Guével

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La loi du 22 janvier 2002 a transféré des compétences générales à la Collectivité territoriale de Corse (CTC) en matière culturelle, hormis sur les domaines dans lesquels l'État garde un rôle régalien et en matière de contrôle scientifique et technique.

La DRAC agit donc exclusivement dans le champ patrimonial (MH, archéologie, musées) mais peut intervenir sur « *des actions qui, par leur intérêt ou leur dimension, relèvent de la politique nationale en matière culturelle* ». Sur la base d'une convention conclue en 2007 entre la CTC et l'État (DRAC), des réunions de concertation annuelles étaient prévues, peu suivies d'effet jusqu'à présent.

Ce n'est donc qu'en appui et expertise ponctuels dans les champs de la création (spectacle vivant, arts plastiques, éducation artistique...) que l'État intervient, essentiellement par les inspections puisque la DRAC n'a plus de personnel dans les champs d'action qui ont été transférés. On relève le cas du FRAC, transféré à la CTC, qui n'est plus l'objet d'un partenariat avec la DRAC : les opérations d'animation à l'occasion des 30 ans des FRAC, en 2013, ont donc été négociées avec la CTC de manière ponctuelle.

Le nouveau Directeur régional des affaires culturelles a été nommé en janvier 2014 ; il a proposé trois objectifs pour la DRAC :

1. améliorer la **protection du patrimoine et favoriser sa mise en valeur**, en lien avec le PASER, (« accompagner le développement durable, respectueux de l'environnement naturel et patrimonial privilégié de la Corse ») ;
2. promouvoir la **qualité et la culture architecturale** ;
3. **participer aux politiques culturelles de la CTC** et des autres collectivités locales, en particulier grâce à l'**expertise du ministère et au Plan exceptionnel d'investissement**.

Les deux premiers axes de travail s'appuient sur les outils de la DRAC : l'Atlas des patrimoines, bien avancé, les états sanitaires des bâtiments qu'elle dresse annuellement, et les Aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (six AVAP actuellement). La DRAC souhaite diversifier le champ des protections en s'attachant d'une part au patrimoine technique, industriel et XX^{ème} siècle et d'autre part aux autres labels existants (jardins remarquables, Architecture du XX^{ème}, VPAH). Elle ambitionne de jouer un rôle de coordination dans ce champ, par la mise en relation des différents partenaires (STAP, CTC, collectivités locales, CAUE, Ordre des architectes, maison de l'architecture...) par des animations, ainsi que par l'élaboration d'un état des lieux en matière de conseil.

Pour le troisième axe, en accompagnement des politiques culturelles conduites par la CTC, outre les rapports d'expertise et leurs suites sur lesquels la DRAC entend s'appuyer, la mobilisation des crédits exceptionnels d'investissement reste un outil majeur, par exemple dans le réseau des scènes nationales avec le projet en cours d'étude, fondé sur la volonté de la ville de Bastia.

La DRAC souligne par ailleurs sa difficulté à avoir un interlocuteur unique dans le secteur de l'éducation artistique et culturelle. La CTC devrait désigner un chef de file dans ce secteur.

La DRAC se propose globalement de structurer ses actions par une actualisation du conventionnement mis en place en 2007, qui prévoyait une concertation et un suivi régulier. La DRAC s'appuiera notamment sur le Projet d'aménagement et de développement durable (PADDUC) en 2015 pour insérer ses actions privilégiées, très majoritairement patrimoniales, et seulement ponctuellement dans le champ de la création.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 17 agents (17 ETP) dont 6 pour l'administration et la direction, 11 pour les emplois patrimoniaux (STAP, Archéologie et Monuments historiques).

Le siège est à Ajaccio, avec le STAP de Corse du Sud, le STAP de Haute-Corse étant à Bastia. Le CRMH est également chargé du STAP du sud ; la réorganisation des services patrimoniaux restant un sujet à traiter. Le nouveau DRAC a mobilisé les équipes sur un nouveau projet de service ainsi que sur l'actualisation du site internet, resté dans son état de 2011.

La difficulté à pourvoir les postes vacants, la faiblesse des primes attribuées aux agents en Corse ainsi que la difficulté de liaison entre le nord et le sud en période hivernale sont des problèmes récurrents.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Pour mémoire, 11 M€ sont transférés annuellement à la CTC pour les compétences dévolues en 2002. Il n'y a donc pas de crédits pour la DRAC venant du programme Création, ni aucun de la DGLFLF. La fiche de synthèse financière permet de relever que 4,7 M€ ont été attribués en fonctionnement et investissement en 2013, dont :

- les crédits déconcentrés, qui représentent 1,59 M€. Issus des programmes 175 et 224 exclusivement, avec 349 627 € en fonctionnement dont près de 0,2 M€ pour le fonctionnement de la DRAC, le reste intéressant l'archéologie pour 110 000 € et les MH 30 000 €. L'investissement représente 1,24 M€, dont 971 470 € au titre de la DGD (bibliothèques) et 198 906 € pour les travaux sur un MH État (la Chapelle impériale), et 70 000 € pour l'archéologie.

- les crédits centraux alloués à des bénéficiaires en Corse s'élèvent à 588 019 € en fonctionnement, dont 222 042 € sur le programme 313 de l'audiovisuel au titre du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (cinq radios soutenues par le FSER), 51 000 € en aides à la presse (sur l'aide postale en totalité) et 67 000 € du programme Patrimoines. Le seul Service à compétence nationale est la Maison Bonaparte qui consomme 177 794 € en fonctionnement et emploi 11 personnes. Ces crédits incluent la réserve parlementaire.

- les crédits venant des opérateurs s'élèvent à 2,57 M€, essentiellement en provenance du CNC à hauteur de 2,3 M€ (dont 705 k€ pour les actions éducatives, 125 k€ d'aide à la numérisation de sept salles - 5 en Corse du nord, 2 dans le sud- aucun soutien de cinéma Art et essai) et aussi de la RMN-GP pour la librairie-boutique de la maison Bonaparte (195 204 € de charges), d'autres soutiens, moindres (tous en dessous de 30 000 €), venant de la BNF (pôles associés), de l'ONDA pour la diffusion du spectacle vivant, du Centre national du livre et du Centre national des variétés. Le seul service à compétence nationale est la Maison Bonaparte, épaulé par la RMN-GP ; il n'y a pas d'établissement des réseaux et labels ni aucune école supérieure, ni de site du CMN.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 6,8 M€ en Région Corse, y compris la masse salariale T2.

CORSE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|----------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CREATION | | | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 150 721 | 269 753 | 420 474 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 198 906 | 0 | 198 906 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | 0 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 971 470 | 971 470 |
| TOTAL | 349 627 | 1 241 223 | 1 590 850 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 3 000 | 0 | 3 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 67 000 | 0 | 67 000 |
| PROG. 180 PRESSE | 51 056 | 0 | 51 056 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 8 827 | 8 827 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 58 300 | 0 | 58 300 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 222 042 | 0 | 222 042 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 177 794 | 0 | 177 794 |
| TOTAL | 579 192 | 8 827 | 588 019 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 2 533 217 | 0 | 2 533 217 |
| TOTAL | 2 533 217 | 0 | 2 533 217 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 1 590 850 | 34% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | 588 019 | 12% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 2 533 217 | 54% |
| TOTAL | 4 712 086 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 1 212 591 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 854 682 |
| TOTAL | 2 067 273 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 1 590 850 | 23% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 1 212 591 | 18% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | 588 019 | 9% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 2 533 217 | 37% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 854 682 | 13% |
| TOTAL | 6 779 359 | 100% |

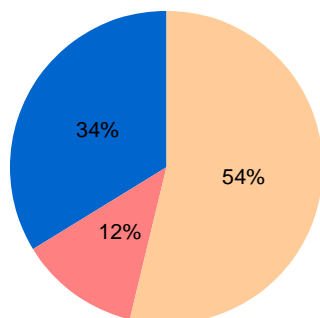
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 30 471 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

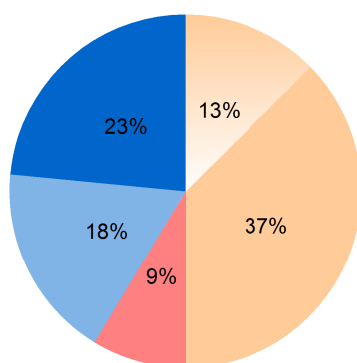
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



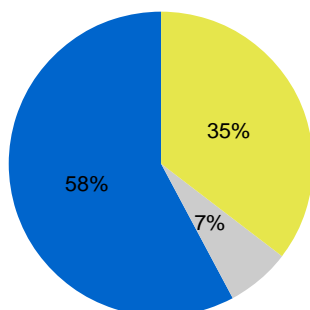
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN (maison Bonaparte)
- OPÉRATEURS

CORSE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référéntiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|----------------|------------------|------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 30 288 | 176 134 | 206 422 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 114 389 | 69 869 | 184 258 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 0 | 0 | 0 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 6 044 | 23 750 | 29 794 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | | | 0 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | | | 0 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | | | 0 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | | | 0 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | | | 0 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | | | 0 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 0 | 0 | 0 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | | | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 198 906 | 0 | 198 906 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | | | 0 |
| TOTAL | | 349 627 | 269 753 | 619 380 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 971 470 | 971 470 |
| TOTAL AVEC DGD | | 349 627 | 1 241 223 | 1 590 850 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référéntiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | | | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | | | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | | | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

CORSE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 105 580 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 318 281 |
| PROG. CREA TION | 0 |
| PROG. MEDIAS IND. | 0 |
| PROG. PATRIMOINES | 170 164 |
| STAP | 487 630 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 130 936 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 1 212 591 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 296 885 |
| SCN | 557 797 |
| OPERATEURS | |
| TOTAL | 2 067 273 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-----------|
| | PP | ETP |
| ADMINISTRATION | 6 | 6 |
| DIRECTION | | |
| ARCHÉOLOGIE | 4 | 4 |
| ARTS PLASTIQUES | | |
| C.R.MH | 1 | 1 |
| LIVRE | | |
| MUSÉE | | |
| MUSIQUE | | |
| THEÂTRE | | |
| STAP | 6 | 6 |
| TOTAL | 17 | 17 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|-----------|-------------|
| Maison Bonaparte | 11 | 10,4 |
| TOTAL | 11 | 10,4 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-------------|
| DRAC | 17 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 2 |
| SCN (maison Bonaparte) | 10,4 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 29,4 |

CORSE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 3 000 | 1 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 67 000 | 2 | 0 |
| TOTAL | 67 000 | 2 | 0 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 51 056 | 0 | 0 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 8 827 | 1 | 1 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 58 300 | 10 | 9 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 222 042 | 5 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Maison Bonaparte | 177 794 | 0 | 177 794 |
| TOTAL | 177 794 | 0 | 177 794 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

CORSE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| Sans objet | | | 0 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 18 000 | | 18 000 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (cvt°CTC + toutes aides) | 2 307 601 | | 2 307 601 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 26 380 | | 26 380 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV – aides | 13 576 | | 13 576 |
| INRAP / FNAP | 0 | | 0 |
| ONDA – aides | 11 700 | | 11 700 |
| RMN GP – (charges 2012) | 155 960 | | 155 960 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 2 533 217 | 0 | 2 533 217 |
| TOTAL | 2 533 217 | 0 | 2 533 217 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 27 231 000 |
| France Bleu antennes région | 3 240 000 |
| TOTAL | 30 471 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

FRANCHE-COMTÉ

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

FRANCHE-COMTE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Catherine Meyer-Lereculeur

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Les objectifs stratégiques de la DRAC s'articulent sur la politique de l'État et les priorités de la ministre, d'une part, et la stratégie régionale de l'État en Franche-Comté, d'autre part, afin de :

- **renouveler le partenariat et les relations contractuelles avec les collectivités territoriales** dans une logique de transversalité interservices

La DRAC recherche la déclinaison locale la mieux adaptée au contexte régional du Conseil des Collectivités pour le développement territorial culturel (CCTDC). En matière d'éducation artistique et culturelle (EAC), le comité territorial de l'EAC, largement ouvert aux collectivités territoriales devrait, sous l'autorité du préfet de région, devenir l'instance de dialogue et de coordination à l'échelon régional.

La DRAC œuvre également en faveur des synergies entre territoires, en concertation avec les collectivités et les professionnels, via les labels et réseaux et les autres structures.

La situation géographique de la Franche-Comté et sa faible densité incitent la DRAC à créer ou participer à des réseaux professionnels inter-régionaux et européens.

- **mettre en œuvre une stratégie d'équité territoriale** en faveur des zones géographiques les plus éloignées de l'offre culturelle

Avec le Développement de la lecture publique : professionnalisation du réseau, avec pour appui l'agence régionale de coopération ; accessibilité des bibliothèques aux personnes handicapées ; poursuite de la contractualisation avec les collectivités (2 nouveaux contrats territoire-lecture).

Par le soutien au réseau des librairies : aides directes (en complémentarité avec le CNL et l'ADELC) pour appuyer tant la reconstitution de l'offre bisontine que le développement des librairies de proximité ; partenariat avec la Région pour soutenir des actions d'accompagnement, de professionnalisation et de promotion de la librairie.

Avec la signature d'une nouvelle convention CNC pour la période 2014-2016, la DRAC entend conforter sa collaboration avec la Région sur les problèmes de l'exploitation cinématographique locale : rénovation des salles et aux circuits itinérants, meilleure couverture territoriale de l'offre art et essai.

Par son action en faveur du patrimoine : accès des publics scolaires aux domaines de l'architecture et du patrimoine, notamment par les actions de sensibilisation conduites par les CAUE, les structures VPAH et les associations ; valorisation du patrimoine muséal et développement de sa diffusion.

- **renforcer la priorité accordée à l'éducation artistique et culturelle** et travailler à la mise en œuvre du « parcours d'éducation artistique et culturelle » dans le cadre d'une gouvernance partagée avec les collectivités et les autres services de l'État.

La priorité pour l'EAC traverse l'ensemble des politiques soutenues par la DRAC. Bien au-delà des dispositifs spécifiquement dédiés du programme 224, cette politique passe également par les actions de valorisation du patrimoine et de la qualité architecturale du programme 175 et les

services des publics des institutions labellisées du spectacle vivant et des opérateurs culturels.

La DRAC est engagée depuis 2012 dans une approche territorialisée de l'EAC et des différentes politiques interministérielles, passant des dispositifs partenariaux (notamment avec l'éducation nationale) à l'accompagnement de projets fédérateurs réunissant plusieurs partenaires, puis à la signature de conventions territoriales avec les collectivités sur des territoires identifiés.

- **développer l'outil numérique** à la fois pour la médiation et l'accès à la culture et pour l'innovation dans la production artistique ;
- **rechercher la transversalité des approches** et poursuivre les efforts de rationalisation et d'économie dans le fonctionnement de la DRAC.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 75 agents (73,8 ETP) dont 25 pour l'administration et la direction, 44 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA et musées), et 6 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC est organisée en quatre pôles : Secrétariat général, Pôle patrimoine, architecture et cadre de vie (PACV) ; Pôle création, diffusion et industries culturelles (CEDIC) ; Mission publics et territoires. En outre, deux cellules d'un agent sont en outre directement rattachées à la direction : communication et contrôle de gestion (un agent). La DRAC a retenu, dans son projet de service, le principe de création d'une mission financière transversale dès 2014.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Le montant des crédits déconcentrés s'élève à 19,08 M€, dont 10,937 M€ en fonctionnement et 8,152 M€ en investissement. Les crédits du programme 175 (patrimoine) qui représentent 7,6 M€ (40 % des crédits) et ceux du programme 131 (7,2 M€ soit 37 % des crédits) qui sont à un niveau presque identique, concentrent à eux seuls 77 % des crédits dont dispose la DRAC. Le programme 224 (transmission des savoirs) totalise 2,8 M€ de crédits (14,6%). Enfin les crédits de la DGD bibliothèques représentent 995,07 K€ (soit 5,1 % des crédits, exclusivement en investissement) et sont nettement supérieurs à ceux du programme 334 (0,38 M€).

Le montant des crédits centraux s'élève à 1,24 M€, dont 1,18 M€ en fonctionnement et 62,34 K€ en investissement. Eu égard à la part très minoritaire des crédits centraux pour les programmes 175, 234 et 334, (le programme 131 étant doté de 0,3 M€), ce montant reflète le poids des programmes 313 (audiovisuel et radio : 0,48 M€), 180 (aides à la presse : 0,21 M€) qui sont exclusivement centraux.

Le montant des dépenses des opérateurs de l'État s'élève à 2,019 M€ (exclusivement en fonctionnement), quasi-exclusivement pour les opérateurs nationaux distribuant des soutiens en région (et 1155 € pour l'antenne du CMN en région). Le Centre national du cinéma et de l'image animée est le principal contributeur, avec 63% des aides (1,276 M€), suivi de loin par le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (0,31 M€), l'INRAP/FNAP (0,17 M€), la BNF (99 K€), le CNL (93 K€) et l'ONDA (50 K€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 27,79 M€ en Région Franche-Comté, y compris la masse salariale T2.

FRANCHE COMTÉ

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 6 579 880 | 669 617 | 7 249 497 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 209 655 | 6 390 923 | 7 600 578 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 763 403 | 97 243 | 2 860 646 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 384 176 | 0 | 384 176 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 995 075 | 995 075 |
| TOTAL | 10 937 114 | 8 152 858 | 19 089 972 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 301 250 | 0 | 301 250 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 98 040 | 9 250 | 107 290 |
| PROG. 180 PRESSE | 212 865 | 0 | 212 865 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIE. | 0 | 17 202 | 17 202 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 101 017 | 0 | 101 017 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 473 429 | 12 911 | 486 340 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 22 985 | 22 985 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1 186 601 | 62 348 | 1 248 949 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 1 155 | 0 | 1 155 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 2 017 959 | 0 | 2 017 959 |
| TOTAL | 2 019 114 | 0 | 2 019 114 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 19 089 972 | 85% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 1 248 949 | 6% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 2 019 114 | 9% |
| TOTAL | 22 358 035 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 383 831 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 1 055 445 |
| TOTAL | 5 439 276 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 19 089 972 | 69% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 383 831 | 16% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 1 248 949 | 4% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 2 019 114 | 7% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 1 055 445 | 4% |
| TOTAL | 27 797 311 | 100% |

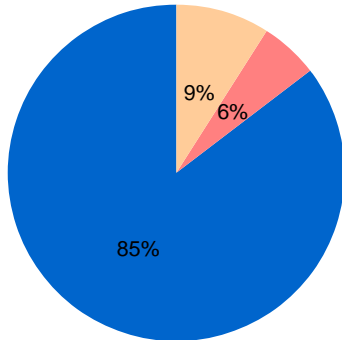
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 14 171 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

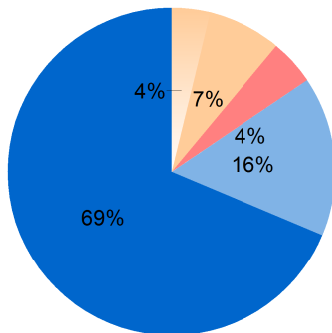
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



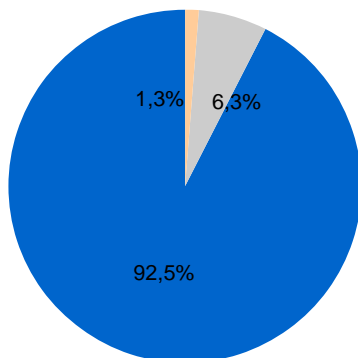
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

FRANCHE COMTÉ

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG. 175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 413 088 | 5 801 320 | 6 214 408 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 29 764 | 276 458 | 306 222 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 439 935 | 159 680 | 599 615 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG. 175 ACTION 02 | 261 469 | 153 465 | 414 934 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 5 988 983 | 0 | 5 988 983 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 590 897 | 669 617 | 1 260 514 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 355 976 | 0 | 355 976 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 92 200 | 0 | 92 200 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 332 838 | 0 | 332 838 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 1 947 517 | 0 | 1 947 517 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 5 500 | 0 | 5 500 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG. 224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG. 224 ACTION 07 | 416 048 | 37 807 | 453 855 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 62 900 | 59 436 | 122 336 |
| TOTAL | | 10 937 115 | 7 157 783 | 18 094 898 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 995 075 | 995 075 |
| TOTAL AVEC DGD | | 10 937 115 | 8 152 858 | 19 089 973 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|----------------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 10 000 | 0 | 10 000 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 10 000 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

FRANCHE COMTÉ

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 348 855 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 799 712 |
| PROG. CREATION | 410 036 |
| PROG. MEDIAS IND. | 228 290 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 016 622 |
| STAP | 1 009 203 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 571 113 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 383 831 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 055 445 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 5 439 276 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 20 | 19,8 |
| DIRECTION | 5 | 5 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 15 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 8 | 7,8 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 20 | 19,2 |
| TOTAL | 75 | 73,8 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN | 0 | 1 | 1 |
| TOTAL | 0 | 0 | 1 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-------------|
| DRAC | 73,8 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 5 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 1 |
| TOTAL | 79,8 |

FRANCHE COMTÉ

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 301 250 | 6 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 107 290 | 12 | 6 |
| TOTAL | 107 290 | 12 | 6 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 212 865 | 1 | 0 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 17 202 | 3 | 3 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 101 017 | 33 | 33 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 486 340 | 13 | 1 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 22 985 | 1 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

FRANCHE COMTÉ

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPERATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| CMN | 1 155 | 0 | 1 155 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 1 155 | 0 | 1 155 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 99 500 | | 99 500 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région)+ toutes aides | 1 276 397 | | 1 276 397 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 93 330 | | 93 330 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV – aides | 319 475 | | 319 475 |
| INRAP / FNAP | 179 057 | | 179 057 |
| ONDA – aides | 50 200 | | 50 200 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 2 017 959 | 0 | 2 017 959 |
| TOTAL | 2 019 114 | 0 | 2 019 114 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 9 657 000 |
| France Bleu antennes région | 4 514 000 |
| TOTAL | 14 171 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

GUADELOUPE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

GUADELOUPE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-François de Canchy

I-Rappel de la stratégie générale de la DAC

Le projet stratégique de la DAC s'inscrit dans le contexte caractérisé par les données géographiques et sociales suivantes : 402.000 habitants ; population vieillissante, mais 32 % de moins de 20 ans, dont une partie non négligeable en situation d'illettrisme (20 %) ou en difficulté de lecture ; chômage endémique (23 %) ; caractère archipélagique du territoire qui se traduit par un émiettement apparent et un maillage culturel extrêmement diversifié.

Les réalités culturelles, artistiques et patrimoniales sont les suivantes :

- la culture dans toutes ses acceptions est un levier important en matière de cohésion sociale dans un département marqué par des faits de violence ;
- les chantiers en restructuration qui accumulent des retards (Centre des arts et de la culture, extension du musée Schoelcher ...) ;
- l'émergence de nouvelles équipes et de nouveaux dynamismes dans les domaines de la danse, des musiques, de l'audiovisuel et des arts plastiques ;
- un réseau relativement dense de bibliothèques/médiathèques qui sont des acteurs essentiels pour le développement de l'éducation artistique et de la lutte contre l'illettrisme ;
- plusieurs manifestations littéraires d'importance, mais secteur de la librairie et de l'édition fragiles ;
- une sensibilisation croissante dans les domaines du patrimoine, notamment bâti, et du cadre de vie.

Par ailleurs, le programme opérationnel FEDER FSE 2014-2020 pour la Guadeloupe, complété de celui du FEADER a retenu la culture dans sa capacité à soutenir le développement économique de l'archipel à travers le rôle du patrimoine et de la vie festivalière pour ce qui concerne l'attractivité touristique ainsi que celui de la recherche et de l'innovation par les adaptations du bâti ancien aux contraintes contemporaines de protection contre les risques naturels.

Des axes prioritaires forment le projet stratégique de la DAC :

- l'éducation artistique et culturelle dans un nouveau contexte de réformes des rythmes scolaires ;
- la dimension pédagogique de la politique patrimoniale concernant les nécessités et modalités de protection et leur adaptation aux risques naturels ;
- le soutien à la création et à la diffusion avec une particulière attention aux évolutions des économies culturelles ;
- l'inscription de la Guadeloupe et des îles du nord dans l'ensemble caribéen (audiovisuel, musique, réseau des forts ...) ;
- une attention forte portée à la reconnaissance des cultures présentés sur le sol de l'archipel et des îles du nord, dont est porteur le projet de Mémorial Acte ;
- l'accent porté sur les politiques transversales, y compris dans l'organisation de la DAC.

II- Organisation de la DAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 28 agents (27,8 ETP) dont 13 pour l'administration et la direction, 8 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 7 pour les emplois des autres secteurs d'activité (création, diffusion, économie culturelle, action culturelle, information et documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

L'organigramme de la DAC Guadeloupe mentionne que le directeur adjoint est chargé en particulier du pilotage du pôle création et de la coordination des services, et que la DRAC est organisée en deux pôles : un pôle création et un pôle patrimoine, composé du service des monuments historiques de l'architecture et des musées placé sous l'autorité d'un chef de service (ABF et à ce titre chef du STAP) et du service de l'archéologie.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DAC Guadeloupe s'élèvent à 4,73 M€, dont 3 M€ (63%) en crédits de fonctionnement et 1,7 M€ (37%) en crédits d'investissement. C'est le programme patrimoine (175) qui est au premier rang avec 1,49 M€ soit 31 % des crédits déconcentrés, suivi du programme 224 (transmission des savoirs) à un niveau comparable : 1,29 M€ soit 27 % des crédits. Le programme création (131) avec 1 M€ représente 20 % des crédits de la DRAC. Enfin, à un niveau bien inférieur, le programme 334 (livre et industries culturelles) est doté de 0,1 M€ (soit 2,1 % des crédits) complété par la Dotation générale de décentralisation bibliothèques pour un montant de 0,74 M€ (15,7 % des crédits).

Les dépenses d'intervention sur crédits centraux représentent 0,66 M€ (essentiellement en crédits de fonctionnement). C'est la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313) qui constitue le budget le plus important avec 0,46 M€ soit 70% des crédits centraux, suivi par le programme 224 (transmission des savoirs) avec 94 K€ et les aides à la presse (programme 180) avec 78 K€.

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 1,6 M€ exclusivement en crédits de fonctionnement d'opérateurs distribuant des soutiens, parmi lesquels la Centrale de l'édition (pour les aides au transport de livres) avec 0,69 M€, l'INRAP et le FNAP avec 0,57 M€, le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 0,27 M€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 9,15 M€ en Région Guadeloupe, y compris la masse salariale T2.

GUADELOUPE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CREATION | 1 099 595 | 0 | 1 099 595 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 537 727 | 954 227 | 1 491 954 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 285 041 | 14 400 | 1 299 441 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 103 900 | 0 | 103 900 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 743 156 | 743 156 |
| TOTAL | 3 026 263 | 1 711 783 | 4 738 046 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 8 000 | 0 | 8 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 5 000 | 0 | 5 000 |
| PROG. 180 PRESSE | 78 758 | 0 | 78 758 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 18 000 | 18 000 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 94 500 | 0 | 94 500 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 460 683 | 0 | 460 683 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 646 941 | 18 000 | 664 941 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 1 632 565 | 0 | 1 632 565 |
| TOTAL | 1 632 565 | 0 | 1 632 565 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 4 738 046 | 67% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 664 941 | 9% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 632 565 | 23% |
| TOTAL | 7 035 552 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 2 044 086 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 70 745 |
| TOTAL | 2 114 831 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

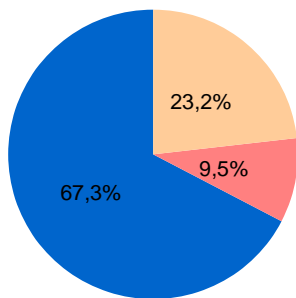
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 4 738 046 | 52% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 2 044 086 | 22% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 664 941 | 7% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 632 565 | 18% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 70 745 | 1% |
| TOTAL | 9 150 383 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

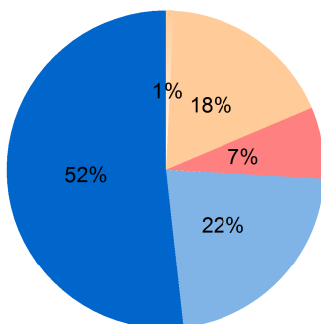
**REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION**

**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**



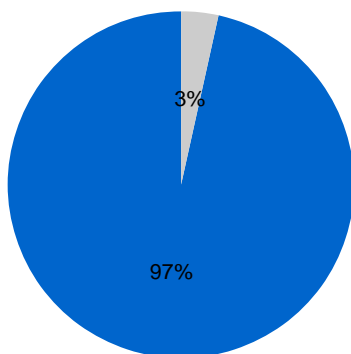
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL**



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

**PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS**



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

GUADELOUPE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|------------------|------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 216 987 | 792 447 | 1 009 434 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 3 071 | 93 762 | 96 833 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 36 355 | 0 | 36 355 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 79 409 | 68 018 | 147 427 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 993 638 | 0 | 993 638 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 105 957 | 0 | 105 957 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 67 000 | | 67 000 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 103 900 | 0 | 103 900 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 128 500 | 0 | 128 500 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 665 209 | 0 | 665 209 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 18 800 | 0 | 18 800 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 1 000 | 0 | 1 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 435 333 | 14 400 | 449 733 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 171 104 | 0 | 171 104 |
| TOTAL | | 3 026 263 | 968 627 | 3 994 890 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 743 156 | 743 156 |
| TOTAL AVEC DGD | | 3 026 263 | 1 711 783 | 4 738 046 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|-------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

GUADELOUPE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 418 699 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 281 776 |
| PROG. CREATION | 504 908 |
| PROG. MEDIAS IND. | 0 |
| PROG. PATRIMOINES | 368 774 |
| STAP | 244 505 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 225 424 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 2 044 086 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 70 745 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 2 114 831 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 5 | 5 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 5 | 4,8 |
| CREATION DIFFUSION ECONOMIE CULTURELLE | 4 | 4 |
| PUBLIC FORMATION ET ACTION CULTURELLE | 3 | 3 |
| NON PRECISE | 6 | 6 |
| STAP | 3 | 3 |
| TOTAL | 28 | 27,8 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-------------|
| DRAC | 27,8 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 1 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 28,8 |

GUADELOUPE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 8 000 | 1 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 5 000 | 1 | 1 |
| TOTAL | 5 000 | 1 | 1 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 78 758 | 3 | 2 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 18 000 | 1 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 94 500 | 10 | 8 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| FSER | 460 683 | 15 | 1 |
| TOTAL | 460 683 | 15 | 1 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

GUADELOUPE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPERATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| S/O | | | 0 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 75 830 | | 75 830 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région) | 276 600 | | 276 600 |
| Centrale de l'édition – aides | 696 197 | | 696 197 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 7 000 | | 7 000 |
| CNT- aide auteurs/montage | | | 0 |
| CNV | 0 | | 0 |
| INRAP / FNAP | 573 138 | | 573 138 |
| ONDA – aide diffusion | 3 800 | | 3 800 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 1 632 565 | 0 | 1 632 565 |
| TOTAL | 1 632 565 | 0 | 1 632 565 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION |
|-------------------------------|------------------------|
| France 3 antennes région | 0 |
| France Bleu (antennes région) | |
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

GUYANE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

GUYANE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-François de Canchy

I- Rappel de la stratégie générale de la DAC

Le projet stratégique de la DAC s'inscrit dans le contexte géographique et social suivant : une population de 245.000 habitants avec une perspective de 424.000 habitants en 2030 ; une superficie égale à l'Autriche (84.000 km²) ; un taux de croissance de 2,5 % an ; une grande inégalité sociale avec un revenu moyen inférieur de 40 % à la moyenne nationale ; 25 % de chômage et un taux d'illettrisme de 29 % ; une diversité linguistique de 30 langues dont 12 « langues de France ».

Les réalités culturelles, artistiques et patrimoniales sont les suivantes :

- un patrimoine archéologique et architectural unique (précolombien, colonial, industriel, pénitentiaire)
- un patrimoine linguistique et immatériel sans équivalent (amérindien, bushinengé, créole)
- une diversité culturelle en harmonie avec une biodiversité tout aussi extraordinaire

La contribution parapublique est importante : le Centre National d'Etudes Spatiales/Centre Spatial Guyanais (CNES/CSG) met en place des programmes de développement et de conservation en liaison avec la DAC et le rectorat.

En contrepartie des obstacles sont difficiles à surmonter :

- l'insuffisance des infrastructures est manifeste, tout particulièrement dans le domaine culturel. Il y a peu de monument historique, pas de bibliothèque municipale à Cayenne, pas de théâtre, deux cinémas pour toute la région, pas de conservatoire ni d'école d'art.
- la majeure partie de la population guyanaise est considérée comme un « public éloigné de la culture ».

Dans ce contexte, les choix de priorités sont difficiles à faire. Ils s'appuient sur un certain nombre de documents : décisions du CIOM, lettres de mission du DAC, DNO. L'objectif prioritaire est la jeunesse et la démocratisation de la culture dans un dialogue interculturel permanent. Il tend à remédier au sous équipement en matière d'infrastructures culturelles de base, dans une logique d'aménagement du territoire. Notamment pour :

- l'aménagement d'une maison des cultures et des mémoires de Guyane dans l'ancien hôpital Jean Martial ;
- la programmation d'un programme patrimonial large : restauration de l'habitat créole, amérindien et bushinengé ; archéologie préventive et traitement des abords ;
- la mise en place d'une scène nationale en réseau à partir d'un ensemble de petits équipements culturels décentralisés ;

- la préparation d'un plan « lecture-territoire » ;
- le renforcement de l'action internationale, en particulier avec le Brésil et le Suriname.

II-Organisation de la DAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DAC comptait 27 agents (27 ETP) dont 15 pour l'administration et la direction, 8 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 4 pour les autres emplois (création, livre et communication), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par pôles au sein de la DAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

Le projet de service adopté en 2012 prévoit l'existence d'une cellule de communication et d'une cellule de contrôle de gestion rattachées à la direction ; un secrétariat général ; un pôle patrimoines et architecture chargé des MH, de l'architecture, du patrimoine linguistique, de l'archéologie et des musées ; un pôle création chargé du spectacle vivant, du cinéma, des licences d'entrepreneur de spectacles et du livre et de la lecture ; d'une mission des politiques territoriales interministérielles.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DAC Guyane s'élèvent à 5,25 M€, dont 2,99 M€ (57%) en crédits de fonctionnement et 2,25 M€ (43%) en crédits d'investissement. C'est le programme patrimoine (175) qui est le mieux doté avec 2,24 M€ soit 42 % des crédits déconcentrés, suivi du programme 224 (transmission des savoirs) avec 1,3 M€ soit 24,7% des crédits. Le programme création (131) avec 0,89 M€ représente 16,9 % des crédits de la DRAC. Enfin, le programme 334 (livre et industries culturelles) représente 0,16 M€ (soit 3,2 % des crédits) et il est complété par la Dotation générale de décentralisation bibliothèques pour un montant de 0,62 M€ (11,8 % des crédits).

Les dépenses d'intervention sur crédits centraux représentent 0,40 M€ (principalement en crédits de fonctionnement). La contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313) concentre l'essentiel des crédits avec 0,32 M€ soit 80% des crédits centraux, suivi par les aides à la presse (programme 180) avec 40 K€ et le programme 224 (transmission des savoirs) avec 25 K€.

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 0,75 M€ exclusivement en crédits de fonctionnement d'opérateurs distribuant des soutiens, avec la Centrale de l'édition (pour les aides au transport de livres) avec 0,52 M€, le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 0,13 M€ et le Centre national du livre avec 66 K€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 8,5 M€ en Région Guyane, y compris la masse salariale T2.

GUYANE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CREATION | 898 071 | 0 | 898 071 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 675 280 | 1 573 954 | 2 249 234 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 254 905 | 54 181 | 1 309 086 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 166 320 | 3 500 | 169 820 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 627 227 | 627 227 |
| TOTAL | 2 994 576 | 2 258 862 | 5 253 438 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 6 500 | 0 | 6 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 40 774 | 5 876 | 46 650 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 25 490 | 0 | 25 490 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 323 389 | 3 318 | 326 707 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 396 153 | 9 194 | 405 347 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|----------------|----------------|----------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 750 962 | 0 | 750 962 |
| TOTAL | 750 962 | 0 | 750 962 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 5 253 438 | 82% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 405 347 | 6% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 750 962 | 12% |
| TOTAL | 6 409 747 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 2 015 735 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 84 553 |
| TOTAL | 2 100 288 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 5 253 438 | 62% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 2 015 735 | 24% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 405 347 | 5% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 750 962 | 9% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 84 553 | 1% |
| TOTAL | 8 510 035 | 100% |

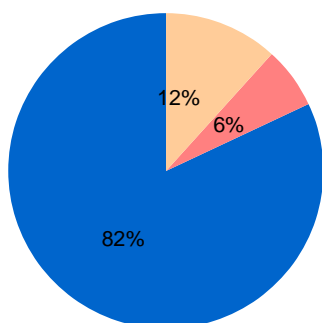
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

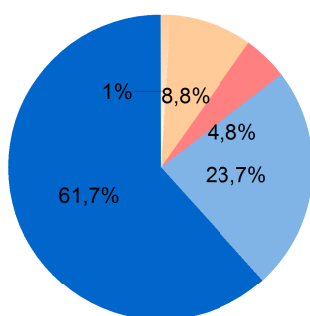
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



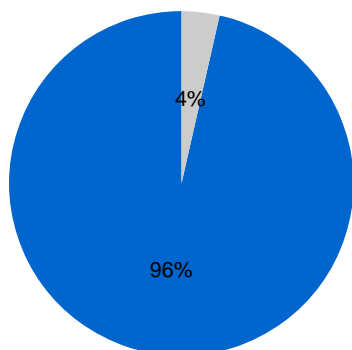
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

GUYANE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|------------------|------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 260 766 | 1 052 156 | 1 312 922 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 5 000 | 117 626 | 122 626 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 66 300 | 0 | 66 300 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 181 234 | 404 172 | 585 406 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 832 076 | 0 | 832 076 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 65 995 | 0 | 65 995 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 129 000 | 3 500 | 132 500 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 77 880 | 0 | 77 880 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 66 549 | 0 | 66 549 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 664 355 | 0 | 664 355 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 102 500 | 0 | 102 500 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 34 051 | 0 | 34 051 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 442 390 | 54 181 | 496 571 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 66 480 | 0 | 66 480 |
| TOTAL | | 2 994 576 | 1 631 635 | 4 626 211 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 627 227 | 627 227 |
| TOTAL AVEC DGD | | 2 994 576 | 2 258 862 | 5 253 438 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|----------------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 21 000 | 0 | 21 000 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 21 000 | 0 |

GUYANE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 690 518 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 381 215 |
| PROG. CREATION | 203 626 |
| PROG. MEDIAS IND. | 51 252 |
| PROG. PATRIMOINES | 351 429 |
| STAP | 193 211 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 144 484 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 2 015 735 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 84 553 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 0 |
| TOTAL | 2 100 288 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-----------|
| ADMINISTRATION | 11 | 11 |
| DIRECTION | 4 | 4 |
| ARCHÉOLOGIE | 3 | 3 |
| ARTS PLASTIQUES | | |
| CID | 1 | 1 |
| CRÉATION | 2 | 2 |
| C.R.M.H | | |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | | |
| MUSIQUE | | |
| PATRIMOINE | 2 | 2 |
| THEÂTRE | | |
| STAP | 3 | 3 |
| TOTAL | 27 | 27 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-----------|
| DRAC | 27 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 1 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 28 |

GUYANE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 6 500 | 1 | 1 |
| TOTAL | 6 500 | | |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 46 650 | 2 | 0 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 25 490 | 3 | 3 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 326 707 | 14 | 1 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

GUYANE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|----------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| Sans objet | | | 0 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 19 500 | | 19 500 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région)+ttes aides | 132 500 | | 132 500 |
| Centrale de l'édition – aides | 522 962 | | 522 962 |
| CND – aides | 10 000 | | 10 000 |
| CNL – aides | 66 000 | | 66 000 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV | 0 | | 0 |
| INRAP / FNAP | 0 | | 0 |
| ONDA – aides | 0 | | 0 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 750 962 | | 750 962 |
| TOTAL | 750 962 | 0 | 750 962 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION |
|-------------------------------|------------------------|
| France 3 antennes région | 0 |
| France Bleu (antennes région) | |
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

ILE-DE-FRANCE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

ILE DE FRANCE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Marie Bertin - Paul Tolila

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La stratégie de la DRAC Île-de-France est élaborée en fonction de sa situation toute particulière : elle est implantée sur un territoire qui concentre, avec près de 12 millions d'habitants, 20% de la population française, et qui est marqué par de très fortes disparités économiques et sociales et le poids de Paris, capitale politique, administrative et économique où institutions et sièges d'entreprises attirent cadres et professions intellectuelles.

Ses interlocuteurs sont multiples: la première région de France, huit départements, 29 villes importantes, et des territoires où les problèmes économiques laissent des populations en grande difficulté d'intégration. Elle doit répondre aux très nombreuses sollicitations des acteurs culturels : l'Île-de-France concentre près de 44% des emplois nationaux "culture et loisirs" ainsi que 56% des intermittents, et à des situations très diverses: le patrimoine de la capitale est une richesse touristique nationale majeure, tandis que la seconde couronne est parfois aussi dépourvue culturellement que certaines zones rurales reculées.

Enfin, la DRAC doit définir ses priorités en tenant compte de la politique culturelle menée par des collectivités puissantes, confrontées à l'émergence du Grand Paris et à des perspectives de réorganisation politiques qui suscitent beaucoup d'espoirs mais aussi de nombreuses inquiétudes.

La DRAC a fait le choix de bâtir sa stratégie sur deux axes:

- la déclinaison des politiques ministérielles, avec l'éducation artistique et culturelle en priorité, impose de mettre en œuvre un dialogue étroit avec les services de l'État d'une part, et les collectivités territoriales d'autre part. Le développement des conventions locales pour l'éducation artistique, la renégociation des options artistiques des établissements avec les rectorats et leur articulation avec les résidences d'artistes, des interventions d'un montant suffisant sur chaque dossier pour qu'elles puissent faire levier sont les trois pistes de travail inscrites dans son projet stratégique.

- le renforcement de la cohérence des actions de l'État pour le développement de l'emploi et notamment la compétitivité dans le domaine du numérique amène la DRAC à mobiliser son expertise pour que les entreprises culturelles, publiques et privées, bénéficient des dispositifs de soutien à l'activité économique. Pour ce qui concerne le développement du numérique, la DRAC souhaite contribuer à la réflexion stratégique dans une région qui concentre des secteurs concernés au premier chef par les mutations à venir, l'édition en particulier, d'autant plus que les établissements de formation sous tutelle du ministère ont vocation à y trouver des débouchés pour leurs étudiants.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 237 agents (231,24 ETP) dont 39 pour l'administration et la direction, 152 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 46 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique et danse, arts plastiques,

livre, cinéma, action territoriale, économie culturelle, information et documentation, communication), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

En plus de son Secrétariat général (SG), son organigramme est organisé en services sectoriels (Patrimoine, Création) et en services transversaux : service de l'action territoriale (SDAT), service de l'économie culturelle (SEC), service de la communication.

Le service patrimoine comprend les STAP, la CRMH, l'archéologie, l'architecture et les musées.

Le service création comprend les arts plastiques, la musique, la danse et le théâtre.

Le SDAT comprend les agents dédiés à l'action territoriale et au Grand Paris.

Le SEC comprend les agents dédiés au livre, au cinéma et au numérique.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés, auxquels s'ajoutent ceux de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques, ont représenté en 2013 un montant de 109,81 M€. Sur ce total, 57,40 M€ ont été consacrés au programme «création» (soit 52,28 %), 23,43 M€ au programme «patrimoines» (soit 21,34%), 15,88 M€ au programme «Transmission des savoirs et démocratisation culturelle» (soit 14,47%), 1,37 M€ au programme «livre et industries culturelles» (soit 1,24%), 11,71 M€ à la DGD Bibliothèques (10,67%).

Ces crédits déconcentrés ne représentent cependant que 4% de l'ensemble des dépenses de l'État (hors sociétés de l'audiovisuel), car le poids des crédits centraux et des opérateurs est évidemment considérable dans cette région, dans la mesure où la plupart des sièges des sociétés de presse et les grands établissements nationaux y sont implantés.

Ainsi, les interventions sur crédits centraux se sont élevées à 567,19 M€, dont 500,36 M€ en fonctionnement et 66,82 M€ en investissement. Le programme 180 (aide à la presse) est le plus doté avec 302,47 M€ ; le programme création (131) est le second bénéficiaire, avec 117,78 M€, puis le programme transmission des savoirs (224) avec 48,34 M€, tandis que le programme patrimoine (175) absorbe 37,85 M€ et les Services à compétence nationale, 32,56 M€. Le programme 334 (livre et industries culturelles) se distingue également avec une dotation de 23,81 M€. Les interventions sur crédits centraux représentent 23% des dépenses de l'État (hors sociétés de l'audiovisuel) dans cette région.

Plus importantes encore, les dépenses des opérateurs se sont élevées à 1 511,39 M€. Les aides du Centre national du cinéma et de l'image animée en sont les premières contributrices avec 234,68 M€, mais les grands établissements pèsent également dans ces dépenses : la BnF (193,17 M€), l'Opéra national (113,75), l'EP Universcience (105,99 M€) pour ne citer que les trois premiers. Les crédits des opérateurs représentent la plus grande part des dépenses de l'État dans cette région : 64% (hors sociétés de l'audiovisuel).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 2 359,34 M€ en Région Île-de-France, y compris la masse salariale T2.

ILE DE FRANCE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|
| PROG. 131 CREATION | 56 004 435 | 1 400 540 | 57 404 975 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 648 571 | 19 791 117 | 23 439 688 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 15 422 456 | 461 068 | 15 883 524 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 1 371 400 | 0 | 1 371 400 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 11 713 841 | 11 713 841 |
| TOTAL | 76 446 862 | 33 366 566 | 109 813 428 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 67 263 951 | 50 520 034 | 117 783 985 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 37 816 087 | 42 500 | 37 858 587 |
| PROG. 180 PRESSE | 291 352 570 | 11 121 402 | 302 473 972 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 1 638 017 | 1 295 382 | 2 933 399 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 48 265 557 | 78 516 | 48 344 073 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 395 816 | 23 420 | 1 419 236 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 23 812 234 | 0 | 23 812 234 |
| | | | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 28 824 640 | 3 744 918 | 32 569 558 |
| TOTAL | 500 368 872 | 66 826 172 | 567 195 044 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|----------------------|--------------------|----------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 904 887 771 | 312 415 506 | 1 217 303 277 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 294 094 267 | 0 | 294 094 267 |
| TOTAL | 1 198 982 039 | 312 415 506 | 1 511 397 544 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 109 813 428 | 5% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 567 195 044 | 26% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 511 397 544 | 69% |
| TOTAL | 2 188 406 016 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|--------------------|
| DRAC | 14 112 504 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 156 823 281 |
| TOTAL | 170 935 785 |

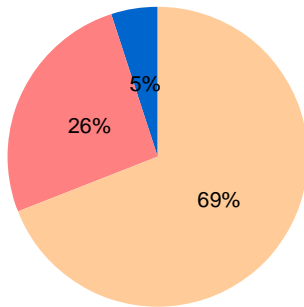
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 109 813 428 | 5% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 14 112 504 | 1% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX | 567 195 044 | 24% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 511 397 544 | 64% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 156 823 281 | 7% |
| TOTAL | 2 359 341 801 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 23 501 000 |

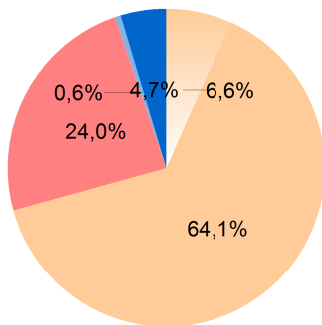
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



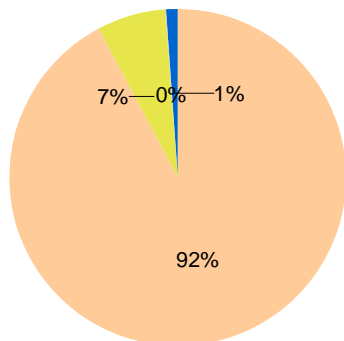
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

RÉGION ILE DE FRANCE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|--------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 632 796 | 18 887 018 | 21 519 814 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 79 000 | 148 319 | 227 319 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 444 000 | 583 705 | 1 027 705 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 259 563 | 172 076 | 431 639 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 54 594 615 | 1 333 519 | 55 928 134 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 1 409 820 | 67 021 | 1 476 841 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 995 400 | 0 | 995 400 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 628 600 | 0 | 628 600 |
| ENSEIGNEMENTS | 67263951 | 4 801 240 | 235 000 | 5 036 240 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 8 251 055 | 211 932 | 8 462 987 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 0 | 0 | 0 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 32 900 | 0 | 32 900 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 1 070 867 | 14 135 | 1 085 002 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 1 247 004 | 0 | 1 247 004 |
| TOTAL | | 76 446 860 | 21 652 725 | 98 099 585 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 11 713 841 | 11 713 841 |
| TOTAL AVEC DGD | | 76 446 860 | 33 366 566 | 109 813 426 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|-----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 1 075 144 | 0 | 1 075 144 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 151 964 | 0 | 151 964 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 60 000 | 0 | 60 000 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 1 287 108 | 0 |

RÉGION ILE DE FRANCE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|--------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 642 011 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 2 438 408 |
| PROG. CREATION | 1 622 517 |
| PROG. MEDIAS IND. | 328 144 |
| PROG. PATRIMOINES | 2 942 455 |
| STAP | 5 446 137 |
| AUTRES SERVICES DRAC (CRMH, Archéologie) | 692 832 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 14 112 504 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales,...) | 1 850 072 |
| SCN | 2 742 618 |
| OPERATEURS | 152 230 591 |
| TOTAL | 170 935 785 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|---------------|
| ADMINISTRATION | 12 | 11,8 |
| DIRECTION | 4 | 3 |
| SECRETARIAT GÉNÉRAL | 23 | 22,5 |
| ARCHÉOLOGIE | 19 | 18,8 |
| ARCHITECTURE | 3 | 3 |
| ARTS PLASTIQUES | 4 | 3,7 |
| CASAJ | 3 | 3 |
| CINÉMA | 3 | 3 |
| C.R.M.H | 36 | 35,24 |
| INFORMATION DOCUMENTATION | 3 | 2,5 |
| LIVRE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 5 | 5 |
| MUSIQUE | 13 | 13 |
| THEÂTRE | 10 | 9,9 |
| SDAT | 7 | 7 |
| STAP | 89 | 86,8 |
| TOTAL | 237 | 231,24 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|-----------------|
| Port Royal, Musées G. Moreau et Henner, C2RMF, LRMH, SAN, Malmaison et Bois Préau, Musée de St Germain en Laye, Musée de Cluny, Mobilier national | | 1 370,15 |
| TOTAL | 0 | 1 370,15 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|---------------|---------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| Bibliothèque nationale de France | 0 | 2 364 | 2 364 |
| Bibliothèque publique d'information | 208 | 65 | 273 |
| Centre national d'art et de culture G. Pompidou | 0 | 1 047 | 1 047 |
| Centre national de la chanson, des variétés et du jazz | 0 | 26 | 26 |
| Centre national de la cinématographie et de l'image animée | 0 | 461 | 461 |
| Centre national de la danse | 0 | 94 | 94 |
| Centre national des arts plastiques | 46 | 23 | 69 |
| Centre national du livre | 14 | 50 | 64 |
| Cité de l'architecture et du patrimoine | 12 | 132 | 144 |
| Cité de la Céramique | 179 | 33 | 212 |
| Cité de la musique | 0 | 273 | 273 |
| Cité nationale de l'histoire de l'immigration | 23 | 78 | 101 |
| CMN (17 sites hors siège) | 169,8 | 657 | 324 |
| CMN siège | | | 333 |
| Comédie Française | 0 | 451 | 451 |
| Conservatoire national supérieur d'art dramatique | 18 | 41 | 59 |
| Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris | 94 | 356 | 450 |
| Domaine national de Chambord | 0 | 102 | 102 |
| Ecole du Louvre | 47 | 39 | 86 |
| Ecole nationale supérieure de création industrielle | 0 | 60 | 60 |
| Ecole nationale supérieure des arts décoratifs | 61 | 176 | 237 |
| Ecole nationale supérieure des beaux arts | 91 | 116 | 207 |
| Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son | 0 | 60 | 60 |
| ENSA Architecture (Marne La Vallée, Paris Belleville, Paris la Villette, Paris Malaquais, Paris Val de Seine, Versailles) | 638 | 371 | 1 009 |
| ENSA Arts plastiques Cergy | 41 | 11 | 52 |
| Ensemble intercontemporain | 0 | 50 | 50 |
| Etablissement public du Château, du musée et du domaine national de Versailles | 547 | 308 | 855 |
| Etablissement public du musée d'Orsay et de l'Orangerie | 408 | 206 | 614 |
| Etablissement public du musée du Louvre | 4 | 2 012 | 2 016 |
| Etablissement public du musée du Quai Branly | 0 | 256 | 256 |
| Etablissement public du musée national Picasso Paris | 18 | 43 | 61 |
| Etablissement public du Palais de la découverte et de la Cité des scienc. et de l'ind.- Universcience | 0 | 1 151 | 1 151 |
| Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette | 0 | 216 | 216 |
| Guimet Musée national des arts asiatiques | 108 | 59 | 167 |
| Institut national d'histoire de l'art | 14 | 0 | 14 |
| Institut national de recherches archéologiques préventives | 0 | 2 095 | 2 095 |
| Institut national du patrimoine | 41 | 57 | 98 |
| Musée des arts décoratifs | 0 | 271 | 271 |
| Musée et domaine du château de Fontainebleau | 114 | 4 | 118 |
| Musée Rodin | 2 | 100 | 102 |
| Musées nationaux JJ Henner G. Moreau E. Delacroix | 17 | 0 | 17 |
| Opéra national de Paris | 0 | 1 753 | 1 753 |
| Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture | 0 | 110 | 110 |
| Orchestre de Paris | 0 | 148 | 148 |
| Palais de Tokyo | 0 | 73 | 73 |
| Théâtre de l'Europe – théâtre national de l'Odéon | 0 | 129 | 129 |
| Théâtre national de Chaillot | 0 | 140 | 140 |
| Théâtre national de l'Opéra -comique | 0 | 88 | 88 |
| Théâtre national de la Colline | 0 | 95 | 95 |
| TOTAL | 2 912 | 16 450 | 19 192 |

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-----------------|
| DRAC | 231,2 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 21,2 |
| SCN | 1 370,2 |
| OPÉRATEURS | 19 192,2 |
| TOTAL | 20 814,8 |

ILE DE FRANCE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 117 783 985 | 238 | 65 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 633 581 | 77 | 56 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 37 225 006 | 136 | 58 |
| TOTAL | 37 858 587 | | |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 302 473 972 | | |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 2 933 399 | | |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 48 344 073 | | |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 419 236 | 35 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 23 812 234 | 38 | |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 23 117 567 | 3 321 004 | 26 438 571 |
| PROG. 131 CRÉATION | 4 588 609 | 232 198 | 4 820 807 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | 1 118 464 | 191 716 | 1 310 180 |
| TOTAL | 28 824 640 | 3 744 918 | 32 569 558 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

ILE DE FRANCE

**DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES
ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL**
Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|--------------------|----------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| Bibliothèque nationale de France | 178 456 412 | 14 716 322 | 193 172 734 |
| Bibliothèque publique d'information | 6 434 243 | 353 263 | 6 787 506 |
| Centre national d'art et de culture G. Pompidou | 67 138 637 | 19 441 809 | 86 580 446 |
| Centre national de la danse | 7 881 900 | 477 975 | 8 359 875 |
| Centre national des arts plastiques | 6 207 382 | 1 378 801 | 7 586 183 |
| Cité de l'architecture et du patrimoine | 15 816 770 | 1 243 150 | 17 059 920 |
| Cité de la Céramique | 2 524 722 | 549 376 | 3 074 098 |
| Cité de la musique | 32 302 932 | 1 637 551 | 33 940 483 |
| Cité nationale de l'histoire de l'immigration | 1 963 464 | 0 | 1 963 464 |
| CMN (17 sites hors siège) | 939 271 | 313 380 | 1 252 651 |
| CMN siège | 12 028 028 | 11 433 008 | 23 461 036 |
| Comédie Française | 28 110 741 | 3 380 500 | 31 491 241 |
| Conservatoire national supérieur d'art dramatique | 3 445 852 | 93 060 | 3 538 912 |
| Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris | 24 396 318 | 333 018 | 24 729 336 |
| Ecole du Louvre | 1 858 065 | 232 651 | 2 090 716 |
| Ecole nationale supérieure de création industrielle | 3 540 482 | 317 776 | 3 858 258 |
| Ecole nationale supérieure des arts décoratifs | 10 781 342 | 595 748 | 11 377 090 |
| Ecole nationale supérieure des beaux arts | 7 460 179 | 184 240 | 7 644 419 |
| Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son | 8 164 960 | 110 000 | 8 274 960 |
| ENSA Architecture (Marne La Vallée, Paris Belleville, Paris la Villette, Paris Malaquais, Paris Val de Seine, Versailles) | 18 564 794 | 303 500 | 18 868 294 |
| ENSA Arts plastiques Cergy | 1 098 291 | 211 200 | 1 309 491 |
| Ensemble intercontemporain | 3 870 084 | 0 | 3 870 084 |
| Etablissement public du Château, du musée et du domaine national de Versailles | 2 448 781 | 11 295 000 | 13 743 781 |
| Etablissement public du musée d'Orsay et de l'Orangerie | 7 439 928 | 900 003 | 8 339 931 |
| Etablissement public du musée du Louvre | 88 182 944 | 9 253 226 | 97 436 170 |
| Etablissement public du musée du Quai Branly | 22 417 211 | 564 000 | 22 981 211 |
| Etablissement public du musée national Picasso Paris | 4 679 908 | 7 332 000 | 12 011 908 |
| Etablissement public du Palais de la découverte et de la Cité des scienc. et de l'ind.- Universcience | 98 444 540 | 7 548 442 | 105 992 982 |
| Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette | 21 070 514 | 2 843 377 | 23 913 891 |
| Guimet Musée national des arts asiatiques | 4 005 453 | 966 743 | 4 972 196 |
| Institut national d'histoire de l'art | 1 981 893 | 111 672 | 2 093 565 |
| Institut national de recherches archéologiques préventives | 10 329 200 | 0 | 10 329 200 |
| Institut national du patrimoine | 6 184 479 | 93 060 | 6 277 539 |
| Musée des arts décoratifs | 14 011 273 | 239 700 | 14 250 973 |
| Musée et domaine du château de Fontainebleau | 2 155 830 | 7 123 161 | 9 278 991 |
| Musée Rodin | 307 257 | 843 650 | 1 150 907 |
| Musées nationaux JJ Henner G. Moreau E. Delacroix | 1 116 139 | 685 556 | 1 801 695 |
| Opéra national de Paris | 113 756 253 | 0 | 113 756 253 |
| Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture | 8 891 496 | 199 750 313 | 208 641 809 |
| Orchestre de Paris | 9 185 710 | 0 | 9 185 710 |
| Palais de Tokyo | 0 | 390 000 | 390 000 |
| Réunion des musées nationaux – Grand Palais | 1 252 461 | 2 987 981 | 4 240 442 |
| Théâtre de l'Europe – théâtre national de l'Odéon | 11 316 023 | 265 620 | 11 581 643 |
| Théâtre national de Chaillot | 13 122 311 | 909 339 | 14 031 650 |
| Théâtre national de l'Opéra -comique | 10 461 842 | 323 234 | 10 785 076 |
| Théâtre national de la Colline | 9 141 456 | 683 101 | 9 824 557 |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 904 887 771 | 312 415 506 | 1 217 303 277 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 314 532 | | 314 532 |
| CNAP – aides | 536 507 | | 536 507 |
| CNC (Région +Paris+93)+ttes aides | 234 688 409 | | 234 688 409 |
| CND – aides | 17 000 | | 17 000 |
| CNL – aides | 27 306 701 | | 27 306 701 |
| CNT- aides | 446 500 | | 446 500 |
| CNV – aides | 13 405 513 | | 13 405 513 |
| INRAP / FNAP | 2 218 606 | 0 | 2 218 606 |
| ONDA – aides | 344 007 | | 344 007 |
| RMN GP –(charges 2012) | 14 816 492 | | 14 816 492 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 294 094 267 | 0 | 294 094 267 |
| TOTAL | 1 198 982 039 | 312 415 506 | 1 511 397 544 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 19 488 000 |
| France Bleu antennes région | 4 013 000 |
| TOTAL | 23 501 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

LANGUEDOC-ROUSSILLON

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

LANGUEDOC ROUSSILLON

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Isabelle Neuschwander

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La politique culturelle de l'État en région Languedoc-Roussillon s'appuie sur ses spécificités historiques et géographiques : 5 départements (Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées Orientales), un littoral maritime important, des zones de piémont et de montagne, un espace frontalier riche d'un passé commun avec la Catalogne. Elle se construit en interaction avec des caractéristiques démographiques, urbaines, socio-économiques fortement contrastées : une économie touristique dynamique, une forte précarité touchant particulièrement les jeunes, un niveau de chômage le plus élevé de métropole. Sur les 2,6 M d'habitants, l'aire de Montpellier concentre à elle seule 450 000 habitants tandis que 1500 des 1545 communes de la région ne dépassent pas 1300 habitants.

Dans ce contexte, la DRAC mène une politique de **consolidation de son action** par la mise en place systématique avec ses partenaires de conventions d'objectifs partagés et la recherche d'outils d'évaluation communs. A cet égard les partenariats avec les associations culturelles régionales « Réseau en scène », « Languedoc Roussillon livre et lecture », « Languedoc Roussillon Cinéma » sont particulièrement efficaces.

Elle s'investit particulièrement dans l'**interministériel** (par exemple avec la DREAL pour les questions archéologiques, de paysage, de patrimoine mondial, avec la DIRECCTE pour les questions d'emploi et de tourisme culturel ou avec la DRJSCS pour les questions d'insertion par la culture).

En matière de **création, de diffusion artistique, de cinéma et de lecture**, la DRAC a œuvré, dans le cadre du précédent CPER, à un meilleur équilibre territorial (Théâtre de l'archipel à Perpignan, SMAC Paloma à Nîmes, pôle national des arts du cirque à Alès, stabilisation du parc des salles de cinéma...). En continuité de ses objectifs, figure la poursuite des actions engagées en faveur de la structuration professionnelle des acteurs du monde culturel par une gouvernance renouvelée du COREPS et la promotion d'une économie vertueuse de la création, de la production, de la diffusion. Une action volontariste est également menée en soutien de l'ensemble de la chaîne du livre et du cinéma avec la préparation de la convention pluriannuelle pour le développement cinématographique CNC/Conseil régional/État 2014-2016.

Dans le domaine patrimonial, la DRAC mène une action d'impulsion particulièrement forte à mettre en regard avec les 29 000 sites archéologiques recensés, les 2000 immeubles et 15 000 œuvres d'art protégés, les 15 édifices appartenant à l'État dont 6 cathédrales. L'exercice très en amont du contrôle scientifique et technique et l'élaboration de programmations très affinées, à partir d'outils tel que le bilan sanitaire élaboré en 2012 pour les monuments historiques, donnent à son action une réelle efficacité. La poursuite du projet « Objectif cathédrales 2012-2017 », la mise en œuvre du projet ATEP (autorisation de travaux en espaces protégés) pour lequel la DRAC LR est pilote, l'élaboration d'une doctrine patrimoniale commune, l'accroissement de la politique de recherche et de valorisation s'inscrivent dans cette dynamique.

Enfin, la DRAC a dans ses priorités le **développement des actions en faveur des publics spécifiques et l'éducation artistique et culturelle**. Son action se développe autour de plusieurs axes : faire figurer ce volet dans la conception et la mise en œuvre de tous les projets culturels et scientifiques en mobilisant notamment les équipements déjà soutenus par le Ministère.

contractualiser avec les collectivités, amplifier les actions liées à la politique de la ville (aujourd'hui concentrées sur Montpellier, Nîmes et Perpignan). A cet égard, l'enjeu de transversalité et de coordination de l'action de l'État est particulièrement important du fait de la multiplicité des interlocuteurs.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 116 agents (111,9 ETP) dont 48 pour l'administration et la direction, 63 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA et musées), et 5 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, action culturelle et territoires), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

En application de la réforme de 2010, la DRAC s'est organisée en **4 pôles** autour de responsables-coordonnateurs :

- le **pôle « architecture et patrimoines »** dont le coordonnateur est le conservateur régional des monuments historiques. Ce pôle est numériquement le plus important ; le suivi et la gestion des Villes et pays arts et histoire ont rejoint récemment ce pôle ;
- le **pôle « création et diffusion artistique »**, dont le coordonnateur est le conseiller pour le théâtre et la danse ;
- le **pôle « publics, transmission et territoires »** dont le coordonnateur est le conseiller « Action et médiation culturelles », pôle éminemment transversal et numériquement le moins important, restructuré en 2013 ;
- le **pôle « fonctions de soutien »**, dont le coordonnateur est le secrétaire général.

La logique des pôles a été poussée à son terme par le renforcement du rôle des coordonnateurs qui sont garants de son bon fonctionnement et sont assistés par un coordonnateur budgétaire.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs:

Le budget de la DRAC en crédits déconcentrés s'élève à 37,18 M€ (21,6 M€ en fonctionnement, 15,58 M€ en investissement) auquel il convient d'ajouter 7,34 M€ de masse salariale. Les programmes 175 et 131 concentrent la majorité des crédits : 14,53 M€ (soit 39%) pour le programme patrimoine (investissement principalement) et 13,12 M€ (soit 35%) pour le programme Création (fonctionnement principalement). Suivent les crédits consacrés au programme 224 (5,68 M€, soit 15,2 % des crédits) et au programme 334 (0,6 M€ soit 1,6 % des crédits) auquel il faut rajouter la Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques qui s'élève à 3,18M€ (8,5 % des crédits).

Les dépenses d'intervention en région sur crédits centraux s'élèvent à 7,5 M€. Elles sont concentrées sur la création (1,95 M€), l'aide aux radios associatives (1,9 M€) et les aides à la presse (2,95 M€).

Les dépenses des opérateurs s'élèvent à 8 M€, essentiellement en crédits de fonctionnement, dont 2,3 M€ pour les opérateurs en région (28,9 % du total) et 6 M€ pour les opérateurs distribuant des soutiens. S'agissant des opérateurs en région, les crédits sont répartis entre l'ENSA de Montpellier et le CMN. Parmi les opérateurs distribuant des soutiens, le CNC se dégage largement, avec 4 M€ soit 48 % des crédits des opérateurs.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 68,1 M€ en Région Languedoc Roussillon, y compris la masse salariale T2.

LANGUEDOC ROUSSILLON

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 11 929 243 | 1 199 532 | 13 128 775 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 553 397 | 10 976 879 | 14 530 276 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 5 462 954 | 221 169 | 5 684 123 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 656 528 | 0 | 656 528 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 3 187 974 | 3 187 974 |
| TOTAL | 21 602 122 | 15 585 554 | 37 187 676 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 1 971 250 | 0 | 1 971 250 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 76 835 | 900 | 77 735 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 844 474 | 111 751 | 2 956 225 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 92 000 | 50 940 | 142 940 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 498 695 | 0 | 498 695 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 843 190 | 55 476 | 1 898 666 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 25 000 | 1 650 | 26 650 |
| | | | |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 7 351 444 | 220 717 | 7 572 161 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 2 271 425 | 42 523 | 2 313 948 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 6 062 304 | 0 | 6 062 304 |
| TOTAL | 8 333 729 | 42 523 | 8 376 252 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 37 187 676 | 70% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 572 161 | 14% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 8 376 252 | 16% |
| TOTAL | 53 136 089 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 7 347 911 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 7 702 865 |
| TOTAL | 15 050 776 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

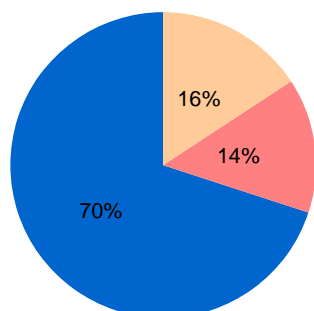
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 37 187 676 | 55% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 7 347 911 | 11% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX | 7 572 161 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 8 376 252 | 12% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 7 702 865 | 11% |
| TOTAL | 68 186 865 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 20 282 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

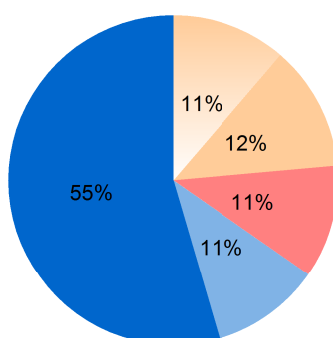
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



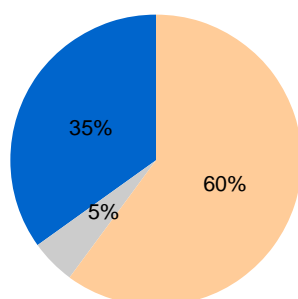
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

LANGUEDOC ROUSSILLON

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG. 175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 535 007 | 9 657 162 | 12 192 169 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 42 310 | 653 363 | 695 673 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 457 705 | 377 558 | 835 263 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG. 175 ACTION 02 | 399 575 | 288 796 | 688 371 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 11 131 064 | 1 079 315 | 12 210 379 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 798 179 | 120 217 | 918 396 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 453 128 | 0 | 453 128 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 297 222 | 0 | 297 222 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 927 614 | 0 | 927 614 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 3 620 483 | 0 | 3 620 483 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 36 293 | 0 | 36 293 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG. 224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG. 224 ACTION 07 | 728 534 | 103 171 | 831 705 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 175 007 | 117 999 | 293 006 |
| TOTAL | | 21 602 121 | 12 397 581 | 33 999 702 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 3 187 974 | 3 187 974 |
| TOTAL AVEC DGD | | 21 602 121 | 15 585 555 | 37 187 676 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 4 000 | 0 | 4 000 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 4 000 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

LANGUEDOC ROUSSILLON

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 399 956 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 289 226 |
| PROG. CREATION | 600 034 |
| PROG. MEDIAS IND. | 69 829 |
| PROG. PATRIMOINES (dont DGLFLF 148 916 €) | 2 156 632 |
| STAP | 1 975 465 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 856 769 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 7 347 911 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 836 650 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 5 866 215 |
| TOTAL | 15 050 776 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 46 | 43,8 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ACTION CULTURELLE TERRITOIRE | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 16 | 16 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 11 | 11 |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 35 | 33,1 |
| TOTAL | 116 | 111,9 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Montpellier | 69,3 | 38,2 | 107,5 |
| CMN (Aigues mortes, Carcassonne, Nissan, Salses, Villeneuve/A, ...) | 43,4 | 41,6 | 85 |
| TOTAL | 112,7 | 79,8 | 192,5 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 111,9 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 16 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 192,5 |
| TOTAL | 320,4 |

LANGUEDOC ROUSSILLON

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 1 971 250 | 11 | 7 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 4 000 | 2 | 2 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 73 735 | 13 | 2 |
| TOTAL | 77 735 | 15 | 4 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 2 956 225 | 9 | 5 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 142 940 | 4 | 1 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 498 695 | 92 | 83 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 898 666 | 38 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 26 650 | 2 | 1 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

LANGUEDOC ROUSSILLON

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Montpellier (y compris antenne de La Réunion) | 2 116 290 | 0 | 2 116 290 |
| CMN (charges) | 155 135 | 42 523 | 197 658 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 2 271 425 | 42 523 | 2 313 948 |
| OPÉRATEURS ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 81 850 | | 81 850 |
| CNAP – aides | 10 560 | | 10 560 |
| CNC (Région)+ttes aides | 4 038 323 | | 4 038 323 |
| CND – aides | 14 000 | | 14 000 |
| CNL – aides | 552 446 | | 552 446 |
| CNT- aides | 25 000 | | 25 000 |
| CNV – aides | 447 943 | | 447 943 |
| INRAP / FNAP | 772 306 | | 772 306 |
| ONDA – aides | 119 876 | | 119 876 |
| RMN GP – charges | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 6 062 304 | 0 | 6 062 304 |
| TOTAL | 8 333 729 | 42 523 | 8 376 252 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 13 224 000 |
| France Bleu antennes région | 7 058 000 |
| TOTAL | 20 282 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

LIMOUSIN

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

LIMOUSIN

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

François Hurard

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La région Limousin présente des caractéristiques qui doivent être prises en compte afin d'ordonner les priorités de la politique culturelle de l'État.

Il s'agit en effet d'une région à dominante rurale, de faible densité dont la population est âgée, en dépit de la croissance démographique que connaît le territoire, et où le niveau de revenu est inférieur à la moyenne nationale et le taux de pauvreté supérieur.

La région dispose néanmoins d'incontestables atouts : qualité environnementale et patrimoine naturel préservé par des parcs naturels régionaux qui favorisent l'essor d'équipements culturels en lien avec les artisanats et savoir-faire traditionnels (architecture rurale, tapisserie, céramique, émail) et auxquels sont associées des initiatives en faveur de la création contemporaine (notamment pour ce qui concerne les arts plastiques, les arts visuels et les arts du cirque).

Dans ce contexte, les priorités de la DRAC sont au nombre de trois :

- démocratiser l'accès à la culture en direction des jeunes, notamment ceux qui en sont le plus éloignés socialement et géographiquement, à travers des projets d'aménagement culturel du territoire et un meilleur maillage de celui-ci, et par la mise en œuvre du contrat local d'éducation artistique et le contrat territoire-lecture, mais aussi par la mobilisation des institutions locales (musées) et des lieux d'activisme culturel.

- contribuer à faire du Limousin une région attractive, par la valorisation du patrimoine et des savoir-faire (métiers d'art, émail, bois, cuir, céramique, tapisserie) en les associant à la création contemporaine. Le patrimoine en Limousin étant très dispersé et intégré au paysage, l'objectif est de favoriser sa mise en réseau (musées, centres d'art contemporain, sites archéologiques) et de permettre aux grandes institutions (Musée National Adrien Dubouché à Limoges, Atelier du mobilier national à Aubusson) de rayonner hors les murs. Ce rôle de coordination régionale est celui de la DRAC aux côtés des collectivités territoriales.

- soutenir les institutions culturelles labellisées et les lieux de diffusion pour mieux ancrer et développer la création artistique dans le territoire limousin. La région compte un nombre important de lieux de création et de diffusion (Vassivière, Meymac, Felletin, Aubusson, Eymoutiers) qui peuvent, avec des résidences d'artistes comme avec des événements réguliers, entretenir une vraie dynamique de création bien répartie sur le territoire et proche des publics.

Par ailleurs la politique contractuelle menée avec les collectivités territoriales et en particulier la Région (contrat de progrès pour l'économie du livre, convention de développement cinématographique et audiovisuel conclue entre l'État le CNC et la Région).

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 74 agents (73,1 ETP) dont 15 pour l'administration et la direction, 44 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 15 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, éducation artistique, communication, action culturelle et territoire), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC est organisée autour de deux pôles : l'un chargé du développement culturel, l'autre du patrimoine auxquels s'ajoutent un secrétariat général et les trois STAP (Corrèze, Haute-Vienne et Creuse).

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

La DRAC Limousin a consacré, en 2013, 15,19 M€ de crédits déconcentrés (dont 9,3 M€ en crédits de fonctionnement - soit 61%, et 5,8 M€ en crédits d'investissement - soit 38%) à la mise en œuvre de ses orientations stratégiques. Le programme 131 (création) est au premier rang des crédits déconcentrés (principalement en crédits de fonctionnement) avec 5,82 M€ (38 %), suivi par le programme 175 (patrimoine, principalement en crédits d'investissement) avec 5,29 M€ (34,8%) ; ces deux programmes représentant à eux seuls 73 % des crédits de la DRAC. La transmission des savoirs et la démocratisation de la culture (programme 224) est dotée à hauteur de 2,77 M€ (18,2%) et le livre et les industries culturelles (programme 334) ne représentent que 0,3 M€ de crédits, auxquels on peut ajouter la Dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques qui s'élève à 0,99 M€.

Les dépenses d'intervention sur les crédits centraux qui représentent au total 3,22 M€ sont concentrées sur les aides à la presse (programme 180 : 2,24 M€ soit 70 % du total des crédits centraux) et sur la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313 : 0,7 M€).

Enfin, deux opérateurs en région, l'ENSA - Limoges et la Cité de la céramique (Musée Adrien Dubouché) concentrent plus de la moitié des 4,1 M€ de crédits, le reste étant pour l'essentiel constitué de l'apport du Centre national du cinéma et de l'image animée au fonds de soutien régional au cinéma et à l'audiovisuel et aux différentes actions en faveur du cinéma (pour un total de 1,35 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 30,4 M€ en Région Limousin, y compris la masse salariale T2.

LIMOUSIN

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 5 418 782 | 404 696 | 5 823 478 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 975 798 | 4 321 936 | 5 297 734 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 681 726 | 90 169 | 2 771 895 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 309 685 | 0 | 309 685 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 993 850 | 993 850 |
| TOTAL | 9 385 991 | 5 810 651 | 15 196 642 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 22 000 | 0 | 22 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 17 500 | 6 400 | 23 900 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 241 131 | 0 | 2 241 131 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 157 720 | 0 | 157 720 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 719 445 | 65 622 | 785 067 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 3 157 796 | 72 022 | 3 229 818 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 2 080 284 | 265 430 | 2 345 714 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 1 840 480 | 0 | 1 840 480 |
| TOTAL | 3 920 764 | 265 430 | 4 186 194 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 15 196 642 | 67% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 3 229 818 | 14% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 4 186 194 | 19% |
| TOTAL | 22 612 654 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 497 595 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 3 373 064 |
| TOTAL | 7 870 659 |

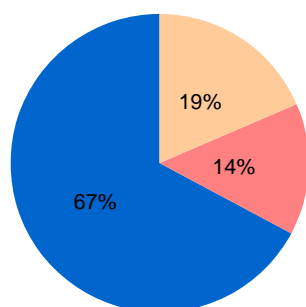
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 15 196 642 | 50% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 497 595 | 15% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 3 229 818 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 4 186 194 | 14% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 3 373 064 | 11% |
| TOTAL | 30 483 313 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 20 946 000 |

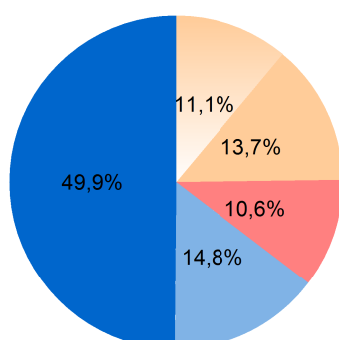
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



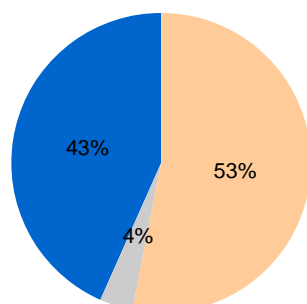
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

LIMOUSIN

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 386 150 | 3 428 314 | 3 814 464 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 2 000 | 737 590 | 739 590 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 184 338 | 115 205 | 299 543 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 162 091 | 40 827 | 202 918 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 4 360 919 | 173 659 | 4 534 578 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 1 057 863 | 231 037 | 1 288 900 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 237 305 | 0 | 237 305 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 163 004 | 0 | 163 004 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 247 029 | 0 | 247 029 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 004 728 | 0 | 2 004 728 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 22 560 | 0 | 22 560 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 339 345 | 15 669 | 355 014 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 106 000 | 74 500 | 180 500 |
| TOTAL | | 9 385 992 | 4 816 801 | 14 202 793 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 993 850 | 993 850 |
| TOTAL AVEC DGD | | 9 385 992 | 5 810 651 | 15 196 643 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 20 000 | 0 | 20 000 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 20 000 | 0 |

LIMOUSIN

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 393 501 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 780 178 |
| PROG. CREATION | 538 372 |
| PROG. MEDIAS IND. | 198 748 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 110 660 |
| STAP | 1 009 016 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 467 120 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 497 595 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales, musée Limoges, Oradour/Glane) | 836 763 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 2 536 301 |
| TOTAL | 7 870 659 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 13 | 12,8 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ACTION CULTURELLE TERRITOR. | 2 | 1,8 |
| ARCHÉOLOGIE | 11 | 11 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| CENTRE D'INFORMATION ET DOCUMENTATION | 3 | 3 |
| COMMUNICATION | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 13 | 12,9 |
| EDUCATION ARTISTIQUE | 2 | 2 |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 2 | 2 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 18 | 17,6 |
| TOTAL | 74 | 73,1 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-----------|-------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Arts Plastiques Limoges-Aubusson | 45 | 15 | 60 |
| Cité Céramique – musée Dubouché | 28,5 | 1 | 29,5 |
| TOTAL | 73,5 | 16 | 89,5 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 73,1 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 6 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 89,5 |
| TOTAL | 168,6 |

LIMOUSIN

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|---|--|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 22 000 | 2 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 15 000 | 1 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 8 900 | 2 | 2 |
| TOTAL | 23 900 | 3 | 2 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 2 241 131 | 3 | 1 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 157 720 | 17 | 14 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | | | |
| TOTAL | 785 067 | 18 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

LIMOUSIN

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Arts Plastiques Limoges | 1 552 195 | 265 430 | 1 817 625 |
| Cité Céramique – musée Dubouché (charges) | 528 089 | 0 | 528 089 |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN RÉGION | 2 080 284 | 265 430 | 2 345 714 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 41 500 | | 41 500 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région)+ toutes aides | 1 352 195 | | 1 352 195 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 133 450 | | 133 450 |
| CNT- aides | 52 301 | | 52 301 |
| CNV – aides | 39 925 | | 39 925 |
| INRAP / FNAP | 53 175 | | 53 175 |
| ONDA – aides | 52 300 | | 52 300 |
| RMN GP – (charges 2012) | 115 634 | | 115 634 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 1 840 480 | 0 | 1 840 480 |
| TOTAL | 3 920 764 | 265 430 | 4 186 194 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 14 268 000 |
| France Bleu antennes région | 6 678 000 |
| TOTAL | 20 946 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

LORRAINE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

LORRAINE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Daniel Guérin

I - Rappel de la stratégie générale de la DRAC

L'objectif de la DRAC, pour la période, est d'affirmer, notamment dans le cadre du « Pacte Lorraine », la place du ministère de la culture et de la communication en partenariat avec les collectivités territoriales et en étroite relation avec les acteurs culturels et patrimoniaux. Pour atteindre cet objectif, la stratégie de la DRAC s'organise autour de quatre grandes missions :

L'expertise et le conseil: cette mission s'exercera en priorité pour le suivi d'un certain nombre de dossiers sur lesquels l'apport de la DRAC sera déterminant : le pôle image , proposé dans le cadre du « Pacte Lorraine », le projet culturel de la communauté de communes du pays haut Val D'alzette (CCHPVA), le pôle symphonique, lyrique et chorégraphique Metz/Nancy, le pôle Château de Lunéville, les projets culturels des villes et les créations de bibliothèques/médiathèques.

L'accompagnement : cette notion vise à soutenir, au delà des interventions financières, les professionnels pour la diffusion des œuvres, leur mise en réseau, leur accès aux publics et leur communication.

Le partenariat : sur cette mission se retrouveront les initiatives de la DRAC vers les collectivités territoriales et les autres services de l'État afin de les associer à la réalisation d'objectifs culturels. L'éducation artistique et culturelle constitue l'une des priorités de cette démarche fédératrice des différents acteurs.

L'innovation et l'impulsion : cette mission doit concrétiser la capacité de la DRAC à faire émerger de nouvelles initiatives dans ses différents secteurs de compétence.

Enfin, la volonté d'inscrire l'action de la DRAC dans une perspective transfrontalière est au cœur des quatre missions stratégiques définies ci-dessus. De nombreuses actions transfrontalières existent dans ce domaine en matière d'éducation artistique et culturelle. La DRAC, dans l'attente de l'accord cadre qui devrait être réalisé entre la France et l'Allemagne pour le développement des relations entre Länder et régions françaises, s'attachera à définir les bases d'une convention d'objectifs et d'actions avec la Sarre.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 92 agents (88,3 ETP) dont 28 pour l'administration et la direction, 55 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 9 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, cinéma et développement culturel, communication, documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des

regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

L'organigramme de la DRAC s'organise autour d'un secrétariat général, d'un service patrimoines - architecture - territoires, d'un service création et diffusion et de 4 pôles directement rattachés au directeur et à son adjointe : éducation artistique et culturelle ; publics spécifiques, actions transfrontalières, fonds interministériels ; communication publique, relations publiques, documentation ; programmation budgétaire et performance.

Le projet de service révisé en 2013 prévoit un organigramme modifié reposant sur quatre objectifs : l'achèvement de la remise à plat de la chaîne comptable dans le cadre du « projet subvention » avec le renforcement du rôle de la cellule de programmation budgétaire et comptable, la mise en place d'une cellule de coordination administrative et budgétaire au sein du pôle création et la réorganisation complète du secrétariat général ; le renforcement de l'expertise technique, principalement au niveau de la CRMH avec une meilleure mutualisation de certaines fonctions d'accueil et de secrétariat.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

S'agissant des crédits déconcentrés, le budget de la DRAC Lorraine, qui s'élève à 34,2 M€, est consacré au soutien à la création (programme 131) à hauteur de 13,2 M€ (soit 39% de ses crédits), à rapporter au programme 175 (patrimoine) qui représente, lui, avec une dotation de 11,7 M€, 34% des crédits. Enfin les crédits du programme 224 (transmission des savoirs) représentent, eux, 6,5 M€ et 19% des crédits déconcentrés gérés par la DRAC. Le programme 334 (livre et industries culturelles) ne représente, en revanche, que 0,9% des crédits de la DRAC (0,3 M€), complété par la Dotation générale de décentralisation (DGD), pour les bibliothèques, à hauteur de 2,44 M€ (6,5 % des crédits).

Les crédits centraux affectés en Lorraine (7,2 M€) sont, à hauteur de 86%, consacrés aux aides à la presse (5,3 M€) et aux médias (0,9 M€).

On notera que les opérateurs s'impliquent particulièrement en Lorraine avec un niveau total de dépenses, y compris les écoles nationales, de 7,4 M€ dont 3,4 M€ correspondent au financement des deux écoles nationales supérieures de Nancy. Le solde, soit 4 M€, correspond aux soutiens des opérateurs dont près de 65% (2,6 M€) relèvent du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 62 M€ en Région Lorraine, y compris la masse salariale T2.

LORRAINE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 12 956 342 | 305 463 | 13 261 805 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 428 280 | 9 282 660 | 11 710 940 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 3 400 921 | 3 103 993 | 6 504 914 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 298 562 | 10 919 | 309 481 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 2 440 618 | 2 440 618 |
| TOTAL | 19 084 105 | 15 143 653 | 34 227 758 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 201 219 | 0 | 201 219 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 83 300 | 16 625 | 99 925 |
| PROG. 180 PRESSE | 5 137 992 | 192 441 | 5 330 433 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIE. | 0 | 3 184 | 3 184 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 624 335 | 0 | 624 335 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 945 239 | 37 164 | 982 403 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 6 992 085 | 249 414 | 7 241 499 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | 2 917 111 | 492 880 | 3 409 991 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 042 275 | 0 | 4 042 275 |
| TOTAL | 6 959 386 | 492 880 | 7 452 266 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 34 227 758 | 70% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 241 499 | 15% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 7 452 266 | 15% |
| TOTAL | 48 921 523 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 5 551 820 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 7 534 689 |
| TOTAL | 13 086 509 |

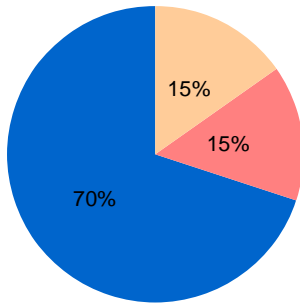
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 34 227 758 | 55% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 5 551 820 | 9% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 241 499 | 12% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 7 452 266 | 12% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 7 534 689 | 12% |
| TOTAL | 62 008 032 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 19 335 000 |

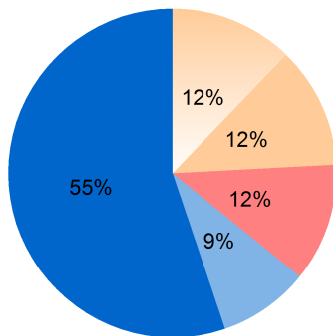
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



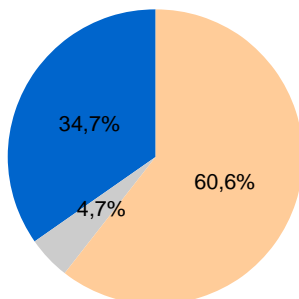
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

LORRAINE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 885 037 | 7 752 925 | 8 637 962 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 74 900 | 506 261 | 581 161 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 498 689 | 797 646 | 1 296 335 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 895 193 | 50 829 | 946 022 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 12 394 533 | 13 | 12 394 546 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 561 809 | 305 450 | 867 259 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 223 362 | 10 919 | 234 281 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 152 025 | 0 | 152 025 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 517 365 | 2 958 000 | 3 475 365 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 269 412 | 0 | 2 269 412 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 11 400 | 0 | 11 400 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 35 916 | 0 | 35 916 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 501 403 | 11 293 | 512 696 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 63 061 | 309 700 | 372 761 |
| TOTAL | | 19 084 105 | 12 703 036 | 31 787 141 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 2 440 618 | 2 440 618 |
| TOTAL AVEC DGD | | 19 084 105 | 15 143 654 | 34 227 759 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 654 | 0 | 654 |
| | TOTAL | | 654 | 0 |

LORRAINE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 578 725 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 061 416 |
| PROG. CREATION | 293 966 |
| PROG. MEDIAS IND. | 167 344 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 052 904 |
| STAP | 1 658 272 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 739 193 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 5 551 820 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 201 584 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 6 333 105 |
| TOTAL | 13 086 509 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 23 | 21,1 |
| DIRECTION | 5 | 5 |
| ARCHÉOLOGIE | 14 | 13,6 |
| ARCHITECTURE ET M.H | 5 | 5 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| ASSISTANCE CONSEILLERS | 4 | 3,2 |
| C.R.M.H | 5 | 5 |
| DOCUMENTATION ET COMM. | 1 | 1 |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | 0 | 0 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| THEÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 31 | 30,4 |
| TOTAL | 92 | 88,3 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|-------------|------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Nancy | 63,4 | 32,6 | 96 |
| ENSA Arts Plastiques de Nancy | 39 | 19 | 58 |
| TOTAL | 102,4 | 51,6 | 154 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 88,3 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 12 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 154 |
| TOTAL | 254,3 |

LORRAINE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 201 219 | 3 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 99 925 | 8 | 5 |
| TOTAL | 99 925 | 8 | 5 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 5 330 433 | 6 | 3 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 3 184 | 2 | 2 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 624 335 | 94 | 78 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 982 403 | 25 | 3 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

LORRAINE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Nancy | 1 580 005 | 320 000 | 1 900 005 |
| ENSA Arts Plastiques de Nancy | 1 337 106 | 172 880 | 1 509 986 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 2 917 111 | 492 880 | 3 409 991 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 70 000 | | 70 000 |
| CNAP – aides | 1 000 | | 1 000 |
| CNC (Région)+ toutes aides | 2 611 279 | | 2 611 279 |
| CND – aides | 6 000 | | 6 000 |
| CNL – aides | 186 580 | | 186 580 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV – aides | 321 312 | | 321 312 |
| INRAP / FNAP | 727 786 | | 727 786 |
| ONDA – aides | 118 318 | | 118 318 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 042 275 | 0 | 4 042 275 |
| TOTAL | 6 959 386 | 492 880 | 7 452 266 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 15 399 000 |
| France Bleu antennes région | 3 936 000 |
| TOTAL | 19 335 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

MARTINIQUE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

MARTINIQUE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jean-François de Canchy

I-Rappel de la stratégie générale de la DAC

Le projet stratégique de la DAC s'inscrit dans le contexte géographique et social suivant : une population de 390.000 habitants ; le vieillissement accéléré de la population et la baisse corrélative des effectifs scolarisés ; un taux de chômage de 21 % ; une récession du secteur touristique.

Les réalités culturelles, artistiques et patrimoniales de la région sont caractérisées par :

- une grande richesse patrimoniale dans tous les secteurs et un très fort attachement de la population à ce patrimoine matériel et immatériel ;
- une vitalité de la création qui manque cruellement de structuration et d'appuis institutionnels ;
- une vie culturelle riche en manifestations festives, hors des critères d'intervention du ministère de la culture ;
- une situation particulière (en cours d'évolution) de la production et de la diffusion cinématographique, de la librairie et de l'édition, contraintes par des règles spécifiques aux DOM ;
- un réseau de lecture publique assez présent sur le territoire ;
- la présence d'établissements labellisés souvent éloignés des critères de fonctionnement national ;
- des enseignements artistiques, assurés dans des conditions diverses et un enseignement supérieur limité au secteur des arts plastiques.

La stratégie de la DAC s'inscrit tout particulièrement dans le cadre du PO 2014-2020 où la culture est affirmée comme vecteur de cohésion sociale et de développement économique.

La mise en œuvre des orientations de la DNO suppose des avancées significatives en termes de maillage du territoire, de mobilisation et de professionnalisation des compétences. Elle nécessite également un désenclavement, tant numérique que physique, et un décloisonnement des différentes sphères culturelles : des passerelles sont à créer entre « haute culture » et « cultures populaires ».

II- Organisation de la DAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 29 agents (29 ETP) dont 13 pour l'administration et la direction, 12 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 4 pour les emplois des autres activités (théâtre, arts plastiques, livre), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

L'organigramme de la DAC Martinique est en cours d'évolution à la suite d'une mission conjointe de l'IGAC/IGAPA en 2013 visant notamment à préciser l'organisation des différents pôles et à créer un véritable secrétariat général. Le nouvel organigramme n'ayant pas encore été présentée en CTP, c'est l'organisation de 2013 en 3 pôles qui prévaut encore :

- affaires générales
- création et action culturelle
- architecture et patrimoine

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DAC Martinique s'élèvent à 5,93 M€, dont 3,12 M€ (53%) en crédits de fonctionnement et 2,81 M€ (47%) en crédits d'investissement. C'est le programme patrimoine (175) qui est au premier rang avec 2,11 M€ soit 35,5 % des crédits déconcentrés, suivi du programme 224 (transmission des savoirs) avec 1,6 M€ soit 27% des crédits et du programme création (131) avec 1,47 M€ (soit 24,7 % des crédits de la DRAC). Enfin, le programme 334 (livre et industries culturelles) s'élève à 0,12 M€ (soit 2 % des crédits) et la Dotation générale de décentralisation bibliothèques le complète pour un montant de 0,60 M€ (10,4 % des crédits).

Les dépenses d'intervention sur crédits centraux représentent 0,63 M€ (crédits de fonctionnement exclusivement). La contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313) concentre une part importante des crédits avec 0,44 M€ (soit 70% des crédits centraux), suivi par les aides à la presse (programme 180) avec 0,18 K€ (30 % restants).

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 0,98 M€ exclusivement en crédits de fonctionnement d'opérateurs distribuant des soutiens : principalement la Centrale de l'édition (pour les aides au transport de livres) avec 0,60 M€, le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 0,28 M€ et le Centre national du livre avec 56K€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 9,85 M€ en Région Martinique, y compris la masse salariale T2.

MARTINIQUE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CREATION | 1 472 620 | 0 | 1 472 620 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 145 297 | 1 970 632 | 2 115 929 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 386 636 | 232 969 | 1 619 605 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 120 000 | 0 | 120 000 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 609 975 | 609 975 |
| TOTAL | 3 124 553 | 2 813 576 | 5 938 129 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|----------------|----------------|----------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 180 PRESSE | 185 163 | 0 | 185 163 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEIN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 448 549 | | 448 549 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 633 712 | 0 | 633 712 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|----------------|----------------|----------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 982 827 | 0 | 982 827 |
| TOTAL | 982 827 | 0 | 982 827 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 5 938 129 | 79% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 633 712 | 8% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 982 827 | 13% |
| TOTAL | 7 554 668 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 2 301 683 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 2 301 683 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 5 938 129 | 60% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 2 301 683 | 23% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 633 712 | 6% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 982 827 | 10% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 0 | 0% |
| TOTAL | 9 856 351 | 100% |

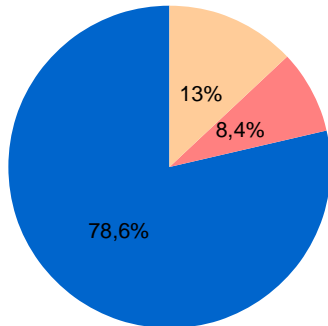
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

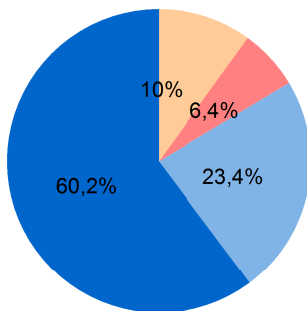
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



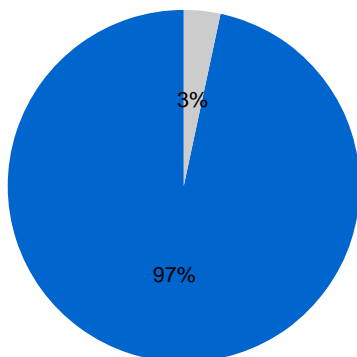
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

MARTINIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|------------------|------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 53 972 | 1 745 303 | 1 799 275 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 26 365 | 197 681 | 224 046 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 12 970 | 0 | 12 970 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 23 240 | 27 647 | 50 887 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 1 337 770 | 0 | 1 337 770 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 134 850 | 0 | 134 850 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 96 500 | 0 | 96 500 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 51 700 | 0 | 51 700 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 240 670 | 0 | 240 670 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 629 873 | 0 | 629 873 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 21 250 | 0 | 21 250 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 105 000 | 0 | 105 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 367 893 | 12 390 | 380 283 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 22 500 | 220 579 | 243 079 |
| TOTAL | | 3 124 553 | 2 203 600 | 5 328 153 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 609 975 | 609 975 |
| TOTAL AVEC DGD | | 3 124 553 | 2 813 575 | 5 938 128 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 35 000 | 0 | 35 000 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 7 800 | 0 | 7 800 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 10 370 | 0 | 10 370 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 53 170 | 0 |

MARTINIQUE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 249 000 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 778 723 |
| PROG. CREATION | 187 572 |
| PROG. MEDIAS IND. | 82 935 |
| PROG. PATRIMOINES | 455 714 |
| STAP | 344 815 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 202 924 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 2 301 683 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 0 |
| TOTAL | 2 301 683 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-----------|
| ADMINISTRATION | 11 | 11 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 6 | 6 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 1 | 1 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 0 | 0 |
| MUSIQUE | 0 | 0 |
| THÉÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 5 | 5 |
| TOTAL | 29 | 29 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-----------|
| DRAC | 29 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 1 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 0 |
| TOTAL | 30 |

MARTINIQUE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|---|--|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 185 163 | 1 | 1 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO.(FSER) | | | |
| TOTAL | 448 549 | 13 | 13 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

MARTINIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|----------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| Sans objet | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 25 500 | | 25 500 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région)+ toutes aides | 281 500 | | 281 500 |
| Centrale de l'édition – aides | 609 744 | | 609 744 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 52 620 | | 52 620 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV | 13 463 | | 13 463 |
| INRAP / FNAP | 0 | | 0 |
| ONDA – aides | 0 | | 0 |
| RMN GP –(charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 982 827 | 0 | 982 827 |
| TOTAL | 982 827 | 0 | 982 827 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION |
|-------------------------------|------------------------|
| France 3 antennes région | 0 |
| France Bleu (antennes région) | |
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

MIDI-PYRÉNÉES

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

MIDI-PYRENEES

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Bernard Falga

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Dans une région marquée plus que toute autre, par un fort déséquilibre entre un chef lieu de région au statut international reconnu, à la fois très tertiaire et très industriel (aire urbaine de 1,2 million d'habitants) et un territoire encore rural (1,7 million d'habitants), la DRAC a choisi à la fois de mieux structurer ses relations de travail avec la métropole toulousaine ainsi qu'avec les pôles de développement qui émergent dans les sept autres départements.

Animée par un développement économique et démographique remarquable, l'agglomération toulousaine mérite une attention spéciale de la DRAC, dans le cadre de la préparation de son passage au statut de Métropole en janvier 2015. Cette évolution peut être une chance non seulement pour Toulouse mais aussi pour l'ensemble régional et suppose de la part de la DRAC une meilleure structuration de son accompagnement.

En ce qui concerne les autres départements, la DRAC s'appuie sur les réussites en matière d'aménagement du territoire que sont par exemple, les grands équipements réalisés ou en cours de réalisation à Albi (Musée Toulouse-Lautrec, Palais de La Berbie, Nouvelle Scène Nationale des Cordeliers), Rodez (Musée Soulages), Tarbes (rénovation de la Scène Nationale Le Parvis, à Auch (implantation du Pôle national des arts du cirque), Montauban (Musée Ingres). Il est clair par exemple, que trois Scènes Nationales ne peuvent suffire à irriguer un territoire aussi vaste.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 140 agents (135,86 ETP) dont 28 pour l'administration et la direction, 95 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 17 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, danse, éducation artistique, arts plastiques, livre, action culturelle), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC est organisée en trois entités placées sous l'autorité directe du directeur et de la DRAC-adjointe: le Pôle regroupant les conseillers sectoriels, la CRMH et le SRA ; Le secrétariat général, rattaché à la direction, ainsi qu'une cellule communication et relations extérieures ; Les huit unités territoriales (STAP) rattachées à la direction sans qu'une coordination soit apparente au niveau de la CRMH.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

La DRAC Midi-Pyrénées a consacré, en 2013, à ses actions, 38,1 M€ de crédits déconcentrés (dont 23,9 M€ en crédits de fonctionnement, soit 60,3%, et 14,2 M€ en crédits d'investissement soit 39,7%). Le programme 131 (création) est au premier rang des crédits de la DRAC (principalement en crédits de fonctionnement) avec 14,72 M€ (38,6 %), suivi par le programme 175 (patrimoine, principalement en crédits d'investissement)) avec 13,74 M€ (36 %). La transmission des savoirs et la démocratisation de la culture (programme 224) est dotée de 5,76 M€ (15% des crédits) et le livre et les industries culturelles (programme 334) représente 0,78 M€ de crédits (2 %), auxquels on peut ajouter la Dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques qui s'élève à 3,09 M€ (8% des crédits déconcentrés).

Les dépenses d'intervention sur les crédits centraux qui représentent au total 11,22 M€ (essentiellement en fonctionnement) sont concentrées sur les aides à la presse (programme 180 : 7,27 M€ soit 65 % du total des crédits centraux) et sur la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313 : 2,80 M€ soit 25 % des crédits centraux).

Enfin, les dépenses des opérateurs en région représentent au total 10,3 M€ dont 7,69 M€ pour les opérateurs distribuant des soutiens (soit 74% des crédits opérateurs) et 2,6 M€ pour les opérateurs en région (soit 25 %). L'apport du Centre national du cinéma et de l'image animée est très largement dominant avec 6,23 M€ soit 60 % des apports des opérateurs en Midi-Pyrénées. En second rang on trouve un opérateur en région l'ENSA de Toulouse avec une dotation de 2,15 M€ (20,8 % des crédits), et enfin le Centre national du livre avec 0,6 M€ ainsi que le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz, avec 0,5 M€, divers opérateurs représentant des montants de crédits inférieurs à 0,5 M€ (INA, Onda, BNF pôle associé, CMN).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 75,48 M€ en Région Midi-Pyrénées, y compris la masse salariale T2.

MIDI PYRÉNÉES

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 13 768 091 | 954 756 | 14 722 847 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 799 989 | 9 942 666 | 13 742 655 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 5 569 842 | 198 233 | 5 768 075 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 764 223 | 20 000 | 784 223 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 3 090 062 | 3 090 062 |
| TOTAL | 23 902 145 | 14 205 717 | 38 107 862 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|----------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 181 950 | 0 | 181 950 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 160 195 | 163 000 | 323 195 |
| PROG. 180 PRESSE | 7 228 281 | 48 293 | 7 276 574 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 4 000 | 11 500 | 15 500 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 593 054 | 0 | 593 054 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 2 721 789 | 87 592 | 2 809 381 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 20 000 | 7 200 | 27 200 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 10 909 269 | 317 585 | 11 226 854 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 2 540 404 | 65 373 | 2 605 777 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 7 694 645 | 0 | 7 694 645 |
| TOTAL | 10 235 049 | 65 373 | 10 300 422 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 38 107 862 | 64% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 11 226 854 | 19% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 10 300 422 | 17% |
| TOTAL | 59 635 138 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 8 934 597 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 6 915 217 |
| TOTAL | 15 849 814 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

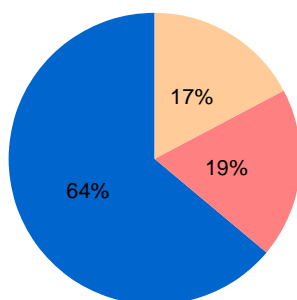
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 38 107 862 | 50% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 8 934 597 | 12% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 11 226 854 | 15% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 10 300 422 | 14% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 6 915 217 | 9% |
| TOTAL | 75 484 952 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 21 589 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

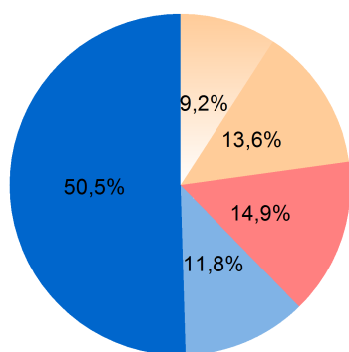
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



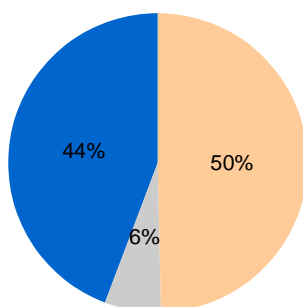
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

MIDI PYRÉNÉES

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 597 977 | 7 448 484 | 10 046 461 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 95 846 | 1 118 538 | 1 214 384 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 356 547 | 1 329 509 | 1 686 056 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 522 602 | 46 136 | 568 738 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 12 481 374 | 770 301 | 13 251 675 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 1 286 717 | 184 455 | 1 471 172 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 621 043 | 20 000 | 641 043 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 193 180 | 0 | 193 180 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 1 595 889 | 70 233 | 1 666 122 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 924 371 | 0 | 2 924 371 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 99 000 | 0 | 99 000 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 939 582 | 0 | 939 582 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 188 016 | 128 000 | 316 016 |
| TOTAL | | 23 902 144 | 11 115 656 | 35 017 800 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 3 090 062 | 3 090 062 |
| TOTAL AVEC DGD | | 23 902 144 | 14 205 718 | 38 107 862 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

MIDI PYRÉNÉES

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 697 400 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 1 166 964 |
| PROG. CREA TION | 537 077 |
| PROG. MEDIA S IND. | 273 732 |
| PROG. PATRIMOINES | 2 300 807 |
| STAP | 3 047 948 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 910 669 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 8 934 597 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 775 405 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 5 139 812 |
| TOTAL | 15 849 814 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|---------------|
| ADMINISTRATION | 28 | 26,8 |
| DIRECTION | 0 | 0 |
| ACTION CULTURELLE | 5 | 5 |
| ARCHÉOLOGIE | 26 | 25,1 |
| ARCHITECTURE | 1 | 1 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| C.R.M.H | 15 | 14,9 |
| EDUCA TION ARTISTIQUE | 2 | 2 |
| ETHNOLOGIE | 1 | 1 |
| LIVRE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE ET DANSE | 2 | 2 |
| SERCO | 2 | 1,8 |
| THEÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 50 | 48,26 |
| TOTAL | 140 | 135,86 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Toulouse | 84,8 | 43,6 | 128,4 |
| CMN (Villa G-R Montmaurin, Château du Lot, ...) | 6 | 14 | 20 |
| INA délégation régionale de Toulouse | 0 | 4 | 4 |
| TOTAL | 90,8 | 61,6 | 152,4 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|---------------|
| DRAC | 135,86 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 18,6 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 152,4 |
| TOTAL | 306,86 |

MIDI PYRÉNÉES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 181 950 | 11 | 5 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 60 500 | 9 | 7 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 262 695 | 13 | 5 |
| TOTAL | 323 195 | 22 | 12 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 7 276 574 | 17 | 9 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 15 500 | 3 | 3 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 593 054 | 89 | 79 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 2 809 381 | 57 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 27 200 | 2 | 1 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

MIDI PYRÉNÉES

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPERATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Toulouse | 2 100 578 | 58 000 | 2 158 578 |
| CMN | 58 346 | 7 373 | 65 719 |
| INA délégation régionale de Toulouse | 381 480 | 0 | 381 480 |
| | | | 0 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 2 540 404 | 65 373 | 2 605 777 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 82 280 | | 82 280 |
| CNAP – aides | 8 000 | | 8 000 |
| CNC (Région + toutes aides) | 6 236 231 | | 6 236 231 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 612 305 | | 612 305 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV – aides | 593 608 | | 593 608 |
| INRAP / FNAP | 0 | | 0 |
| ONDA – aides | 162 221 | | 162 221 |
| RMN GP –(charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 7 694 645 | 0 | 7 694 645 |
| TOTAL | 10 235 049 | 65 373 | 10 300 422 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 19 227 000 |
| France Bleu antennes région | 2 362 000 |
| TOTAL | 21 589 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

NORD-PAS-DE-CALAIS

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

NORD PAS DE CALAIS

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Xavier Roy

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Les cinq priorités stratégiques de la DRAC sont :

- la généralisation et la territorialisation de l'éducation éducative artistique et culturelle, en partenariat avec tous les niveaux de collectivités, autour de résidences artistiques de 4 mois minimum. Un comité de pilotage régional pour l'éducation artistique et culturelle (COPREAC) rassemble les responsables des différents pouvoirs publics (Etat, collectivités agence régionale de la santé) parties prenantes de cette politique ;
- la protection et la valorisation des patrimoines naturels et culturels, richesse largement méconnue, en s'appuyant notamment sur l'inscription du bassin minier sur la liste du patrimoine mondial, sur l'accompagnement de la Région dans la concrétisation du concept de « région des musées » ainsi que sur les réseaux de villes et pays d'art et d'histoire ou de centres culturels de rencontre ;
- l'articulation des rapports entre les équipes et institutions de création et les territoires, autour de quatre zones territoriales, pour une régulation positive du secteur du spectacle vivant en aidant la circulation des œuvres et l'allongement des durées de diffusion. La nouvelle implantation du FRAC à Dunkerque est l'occasion de redéfinir son projet ;
- la structuration de l'enseignement supérieur, notamment dans le domaine des arts plastiques (3 EPCC plus le studio national du Fresnoy) avec une stratégie d'harmonisation et de mutualisation à mettre en œuvre si possible avec la Région. Dans le domaine de l'enseignement supérieur de la musique et de la danse, la DRAC cherche à sortir du blocage actuel avec la Région ;
- le développement numérique qui fait partie des atouts de la région bénéficie au domaine culturel (pôle image, bibliothèques, recherche artistique...) ; l'enjeu pour la DRAC est de favoriser les perspectives pour les artistes de nouvelles articulations avec la formation, la recherche et les entreprises, et de mobiliser ainsi des fonds structurels européens.

L'approche territoriale est présente dans au moins trois des cinq priorités, et leur présentation par la direction régionale montre que la Région est impliquée au moins pour partie, ou attendue dans la mise en œuvre de chacune d'entre elles. Avec l'accent mis sur les activités éducatives, y compris en matière de valorisation des patrimoines et sur la présence artistique dans les zones prioritaires, ou encore sur le développement numérique, la stratégie de la DRAC décline bien les priorités de la directive nationale d'orientation. Quant à la priorité donnée à la structuration des enseignements supérieurs artistiques, elle poursuit des objectifs inscrits dès 2002 dans un protocole de décentralisation culturelle établi entre l'État et la région, mais dont la dynamique (perceptible dans les crédits déconcentrés de la DRAC) a rencontré des freins.

II. Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 103 agents (99,3 ETP) dont 36 pour l'administration et la direction, 48 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 19 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, spectacle vivant, musique, arts plastiques, livre, action culturelle), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

En dehors des services communs d'administration, de documentation et de communication, les différentes entités s'appuient sur des *blocs administratifs*, qui ne sont pas en liaison directe avec le secrétariat général.

Les services artistiques et culturels sont organisés en trois blocs dont celui de l'action culturelle et territoriale qui recouvre notamment (mais pas seulement) la première priorité stratégique de la DRAC ; les deux autres ensembles (spectacle vivant- cinéma et audiovisuel- livre et lecture d'une part, musées- arts plastiques et architecture cadre de vie-développement durable d'autre part) qui, volontairement, ne correspondent pas aux budgets opérationnels de programmes (BOP) permettent une certaine coordination administrative sans avoir encore suscité d'autre dynamique.

La DRAC compte 12 conseillers dont cinq au sein du service de l'action culturelle et territoriale. Musique et danse sont suivis par un conseiller. Le conseiller pour l'architecture, le cadre de vie et l'environnement (AUE) coordonne la mise en œuvre des espaces protégés. Il y a un conseiller livre et lecture, et au sein du service de l'action culturelle et territoriale un conseiller vie littéraire.

La coopération entre les services patrimoniaux s'organise autour de la conférence régionale de l'architecture et du patrimoine (CRAP) et du contrôle scientifique et technique (CST).

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

S'agissant des crédits déconcentrés, le budget 2013 de la DRAC s'élève à 46,2 M€ dont 17,2M€ pour les investissements, les crédits patrimoniaux représentant 10,6M€ de ceux-ci. Le programme création (131) qui s'élève à 18,9 M€ concentre 41% des crédits de la DRAC. Le patrimoine (programme 175) avec 12,35 M€ représente 26,7 % des dépenses, essentiellement en investissements, et le programme transmission des savoirs (224) 22%. Enfin, le livre et les industries culturelles (programme 334) ne représentent que 1,5% des crédits (0,7 M€) auxquels s'ajoutent 4,5 M€ au titre de la DGD pour les bibliothèques (10,7%).

Les crédits centraux du ministère s'élèvent à 8,3 M€ répartis de la manière suivante : 5,3 M€ (63%) sont consacrés aux aides à la presse, 1,4 M€ (16%) au Centre des archives du monde du travail, service à compétence nationale qui emploie 21 personnes ; enfin les aides du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER) représentent 0,9M€, soit 11 % des crédits centraux.

Les opérateurs du ministère apportent, quant à eux, 9,3 M€ en région Nord Pas de Calais : les quatre principaux sont le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) pour 5,24 M€, l'École d'architecture de Lille (1,69 M€), l'INRAP (0,910 M€) et le Centre national des variétés, de la chanson et du jazz (CNV, 0,717 M€).

Si l'on met à part le cinéma et l'audiovisuel dont l'essentiel des financements de l'État ne passent pas par la DRAC, ainsi que les administrations autonomes (école d'architecture et centre d'archives), deux secteurs disposent de financements vraiment partagés : l'archéologie, pour laquelle les dépenses de l'INRAP (0,91 M€) atteignent presque le niveau de celles de la DRAC (0,95 M€) ; le livre et la lecture, auxquels la DRAC apporte 0,49 M€, le CNL et la BnF 0,25 M€, et la dotation générale de décentralisation 4,58 M€. Avec deux monuments nationaux et en l'absence de musée national, les crédits patrimoniaux ne connaissent pas la même situation. Pour mémoire, 106 subventions sont versées sur crédits centraux, pour un total de 0,66 M€ soit un montant moyen de 6300€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 76,79 M€ en Région Nord Pas de Calais, y compris la masse salariale T2.

NORD PAS DE CALAIS

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 17 250 602 | 1 727 660 | 18 978 262 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 777 884 | 10 580 821 | 12 358 705 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 9 310 538 | 324 285 | 9 634 823 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 706 960 | 0 | 706 960 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 4 581 799 | 4 581 799 |
| TOTAL | 29 045 984 | 17 214 565 | 46 260 549 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 133 000 | 0 | 133 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 105 500 | 0 | 105 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 4 720 318 | 655 442 | 5 375 760 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIE.N. | 8 400 | 6 300 | 14 700 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 373 997 | 0 | 373 997 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 884 477 | 19 872 | 904 349 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 1 025 299 | 370 979 | 1 396 278 |
| TOTAL | 7 250 991 | 1 052 593 | 8 303 584 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 1 994 449 | 0 | 1 994 449 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 7 278 512 | 0 | 7 278 512 |
| TOTAL | 9 272 961 | 0 | 9 272 961 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 46 260 549 | 72% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 8 303 584 | 13% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 9 272 961 | 15% |
| TOTAL | 63 837 094 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 6 211 349 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 6 743 223 |
| TOTAL | 12 954 572 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

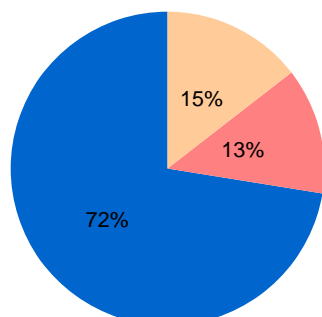
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 46 260 549 | 60% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 6 211 349 | 8% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 8 303 584 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 9 272 961 | 12% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 6 743 223 | 9% |
| TOTAL | 76 791 666 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 17 374 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

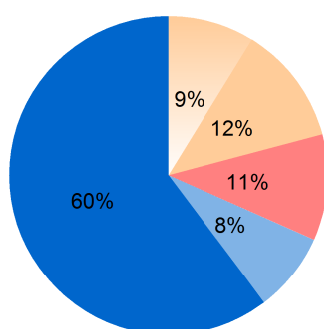
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



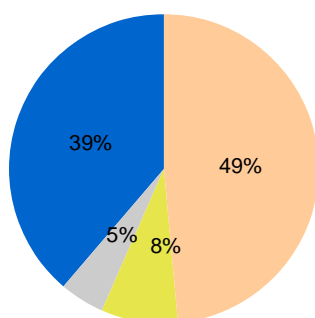
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

NORD PAS DE CALAIS

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 831 202 | 7 496 572 | 8 327 774 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 24 295 | 930 823 | 955 118 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 640 404 | 2 070 166 | 2 710 570 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 200 693 | 83 260 | 283 953 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 16 427 670 | 1 202 147 | 17 629 817 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 822 932 | 525 514 | 1 348 446 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 495 960 | 0 | 495 960 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 279 000 | 0 | 279 000 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 4 274 932 | 250 000 | 4 524 932 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 4 348 065 | 0 | 4 348 065 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 18 000 | 0 | 18 000 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 19 235 | 0 | 19 235 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 600 306 | 13 535 | 613 841 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 63 289 | 60 750 | 124 039 |
| TOTAL | | 29 045 983 | 12 632 767 | 41 678 750 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 4 581 799 | 4 581 799 |
| TOTAL AVEC DGD | | 29 045 983 | 17 214 566 | 46 260 549 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 50 000 | 0 | 50 000 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 18 000 | 0 | 18 000 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 68 000 | 0 |

NORD PAS DE CALAIS

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 495 395 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 757 816 |
| PROG. CREATION | 579 873 |
| PROG. MEDIAS IND. | 107 114 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 785 872 |
| STAP | 1 057 715 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 427 564 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 6 211 349 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales, musée de Lille) | 1 319 171 |
| SCN | 833 418 |
| OPERATEURS | 4 590 634 |
| TOTAL | 12 954 572 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|-------------|
| ADMINISTRATION | 34 | 32,5 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ACTION CULTURELLE | 9 | 8,2 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 14,4 |
| ARCHITECTURE | 1 | 1 |
| ARTS PLASTIQUES | 3 | 2,5 |
| C.R.M.H | 15 | 15 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| SPECTACLE VIVANT | 3 | 3 |
| THEÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 16 | 15,7 |
| TOTAL | 103 | 99,3 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|-----------|-------------|
| Archives du monde du travail | 21 | 20,6 |
| TOTAL | 21 | 20,6 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Lille | 68,9 | 45,5 | 114,4 |
| CMN (Villa Cavrois, colonne de la grande armée) | 4 | 2 | 6 |
| INA délégation régionale de Lille | | 4 | 4 |
| TOTAL | 72,9 | 51,5 | 124,4 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 99,3 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 12 |
| SCN | 20,6 |
| OPÉRATEURS | 124,4 |
| TOTAL | 256,3 |

NORD PAS DE CALAIS

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT T < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|--|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 133 000 | 9 | 5 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 1500 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 104 000 | 14 | 3 |
| TOTAL | 105 500 | 15 | 4 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 5 375 760 | 12 | 2 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 14 700 | 2 | 2 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 373 997 | 83 | 78 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 904 349 | 19 | 1 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Archives nationales du monde du travail | 1 025 299 | 370 979 | 1 396 278 |
| TOTAL | 1 025 299 | 370 979 | 1 396 278 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

NORD PAS DE CALAIS

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Lille | 1 687 562 | 0 | 1 687 562 |
| CMN (Villa Cavrois, colonne de la grande armée) | 19 787 | 0 | 19 787 |
| INA – délégation de Lille | 287 100 | 0 | 287 100 |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 1 994 449 | 0 | 1 994 449 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 62 500 | | 62 500 |
| CNAP – aides | 4 000 | | 4 000 |
| CNC (Région + toutes aides) | 5 245 202 | | 5 245 202 |
| CND – aides | 9 000 | | 9 000 |
| CNL – aides | 196 400 | | 196 400 |
| CNT- aides | 20 000 | | 20 000 |
| CNV – aides | 717 094 | | 717 094 |
| INRAP / FNAP | 910 337 | | 910 337 |
| ONDA – aides | 113 979 | | 113 979 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 7 278 512 | 0 | 7 278 512 |
| TOTAL | 9 272 961 | 0 | 9 272 961 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 14 355 000 |
| France Bleu antennes région | 3 019 000 |
| TOTAL | 17 374 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

BASSE-NORMANDIE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

BASSE NORMANDIE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jérôme Bouët

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La région, rurale et périphérique, ne compte qu'une ville de plus de 100.000 habitants. Deux groupes se distinguent : le tissu attractif du littoral et les villes intérieures, en perte de vitesse. Des forces centrifuges sont à l'œuvre dans la Manche vers la Bretagne et dans l'Orne, vers les Pays de la Loire et la région francilienne.

La Basse Normandie demeure à l'écart des grands flux d'échanges et de communication. L'étalement urbain est fort, ainsi que le mitage des espaces naturels et agricoles. La jeunesse est plus touchée par le chômage qu'au plan national et un nombre important de jeunes quittent la région pour suivre des études supérieures à Paris ou Rennes.

Dans ce contexte difficile, la définition de la stratégie de la DRAC recouvre les principales missions du ministère de la culture et de la communication. Le caractère profondément patrimonial du territoire (le Calvados est ainsi le 2^e département en France par le nombre de monuments historiques) et l'existence d'un tissu assez dense d'institutions du spectacle vivant (1 CDN, 1 CDR, 1 CCN, 2 scènes conventionnées, 2 scènes nationales, 4 SMAC, un orchestre régional, un pôle national cirque) structurent fortement son action. Il existe un réseau de bibliothèques, des musées, dont certains ont peu de moyens, mais peu de lieux pour l'art contemporain.

La DRAC de Basse Normandie fait donc de l'accès à la culture, notamment pour les jeunes, une priorité. L'aménagement culturel du territoire, le soutien aux institutions labellisées par le ministère, l'attention aux problématiques de l'emploi culturel, la valorisation du patrimoine, l'action en faveur de la qualité architecturale, l'ouverture internationale sont également des objectifs concrets de l'action de la DRAC.

L'accent est mis sur l'éducation artistique et culturelle, priorité de la ministre, et cet objectif trouve une traduction concrète dans l'activité du service.

Le rapprochement avec la Haute Normandie ne paraît pas en revanche constituer encore un objectif stratégique de la DRAC.

II. Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 77 agents (74,4 ETP) dont 25 pour l'administration et la direction, 42 pour les services patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 10 emplois pour les autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, cinéma et développement culturel), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents

administratifs.

Outre le secrétariat général, l'organigramme comporte deux pôles, l'un dédié aux patrimoines et à l'architecture, l'autre à la création artistique et au développement des publics.

III. Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés y compris la Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques, en fonctionnement et investissement, ont représenté, en 2013, 25,5 M€. Sur ce total, 8,2 M€ (32,4%) relèvent du programme « création », 8,4 M€ (32,9%) du programme « patrimoines », 2,4 M€ (9,7%) du programme « transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et 2 M€ (8,1%) du programme « livre et industries culturelles ».

Les interventions sur crédits centraux s'élèvent à 3,5 M€, les principales portant sur les aides à la presse (2,7 M€) et l'aide aux radios (0,3 M€).

Au total, les dépenses des opérateurs (nationaux pour l'essentiel) représentent à 3,7 M€, dont 1,8 M€ d'euros pour le CNC soit 48,6 % du total et 0,9 M€ pour l'INRAP/FNAP. La présence du Centre des monuments nationaux est forte à travers l'abbaye du Mont Saint Michel et le château de Carrouges (47 agents).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 39,33 M€ en région Basse-Normandie, y compris la masse salariale T2.

BASSE NORMANDIE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 6 876 201 | 1 415 306 | 8 291 507 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 200 678 | 7 205 336 | 8 406 014 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 393 007 | 53 771 | 2 446 778 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 2 039 883 | 34 074 | 2 073 957 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 4 324 320 | 4 324 320 |
| TOTAL | 12 509 769 | 13 032 807 | 25 542 576 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 156 250 | 0 | 156 250 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 104 844 | 0 | 104 844 |
| PROG. 180 PRESSE | 2 056 069 | 703 293 | 2 759 362 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 9 200 | 9 200 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 118 600 | 0 | 118 600 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 382 598 | | 382 598 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 818 361 | 712 493 | 3 530 854 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 114 770 | 54 909 | 169 679 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 3 531 759 | 0 | 3 531 759 |
| TOTAL | 3 646 529 | 54 909 | 3 701 438 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 25 542 576 | 78% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 3 530 854 | 11% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 3 701 438 | 11% |
| TOTAL | 32 774 868 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 674 647 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 1 879 298 |
| TOTAL | 6 553 945 |

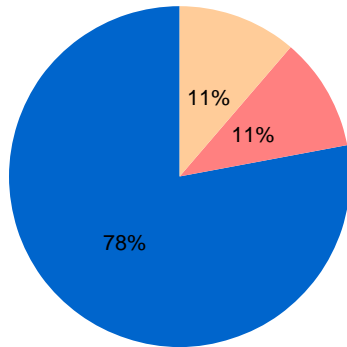
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 25 542 576 | 65% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 674 647 | 12% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 3 530 854 | 9% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 3 701 438 | 9% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 1 879 298 | 5% |
| TOTAL | 39 328 813 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 14 765 000 |

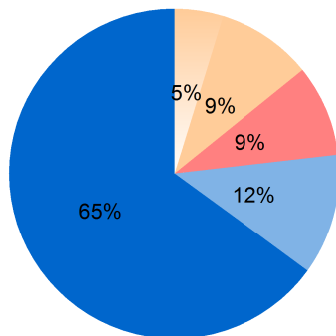
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



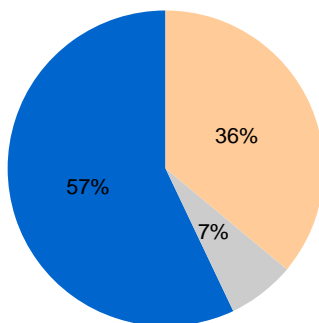
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

BASSE NORMANDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 881 319 | 6 121 229 | 7 002 548 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 5 300 | 336 519 | 341 819 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 222 544 | 574 697 | 797 241 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 71 151 | 172 891 | 244 042 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 6 481 607 | 853 806 | 7 335 413 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 394 594 | 561 500 | 956 094 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 1 939 643 | 34 074 | 1 973 717 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 292 040 | 0 | 292 040 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 432 253 | 0 | 432 253 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 1 289 712 | 0 | 1 289 712 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 0 | 0 | 0 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 3 000 | 0 | 3 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 387 882 | 28 471 | 416 353 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 108 724 | 25 300 | 134 024 |
| TOTAL | | 12 509 769 | 8 708 487 | 21 218 256 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 4 324 320 | 4 324 320 |
| TOTAL AVEC DGD | | 12 509 769 | 13 032 807 | 25 542 576 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---------------------------|---|----------------|----------------|---------------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | | | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 18 522 | | 18 522 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | | | 0 |
| | TOTAL | 18 522 | 0 | 18 522 |

BASSE NORMANDIE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 399 087 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 1 052 422 |
| PROG. CREATION | 550 660 |
| PROG. MEDIAS IND. | 81 698 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 200 684 |
| STAP | 1 161 904 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 228 192 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 674 647 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 846 477 |
| SCN | 0 |
| OPERATEURS | 1 032 821 |
| TOTAL | 6 553 945 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 23 | 22,2 |
| DIRECTION | 2 | 1,8 |
| ARCHÉOLOGIE | 9 | 8,8 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| ARCHITECTURE | 1 | 1 |
| CINÉMA | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 12 | 11,6 |
| DEV. CULTUREL | 3 | 3 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 2 | 1,8 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 18 | 17,2 |
| TOTAL | 77 | 74,4 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPERATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|-----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN (Château de Carrouges, Mont St Michel) | 21,4 | 25,6 | 47 |
| TOTAL | 21,4 | 25,6 | 47 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 74,4 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 9 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 47 |
| TOTAL | 130,4 |

BASSE NORMANDIE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 156 250 | 3 | 1 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 4 000 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 100 334 | 11 | 9 |
| TOTAL | 104 844 | | |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 2 759 362 | 5 | 1 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 9 200 | 1 | 1 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 118 600 | 21 | 18 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 382 598 | 9 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6)

| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--------------|----------------|----------------|----------|
| Sans objet | | | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

BASSE NORMANDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPERATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| CMN (Château de Carrouges, Mont St Michel) | 114 770 | 54 909 | 169 679 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 114 770 | 54 909 | 169 679 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 101 320 | | 101 320 |
| CNAP – aides | 14 120 | | 14 120 |
| CNC (conventions + toutes aides) | 1 854 219 | | 1 854 219 |
| CND – aides | 0 | 0 | 0 |
| CNL – aides | 288 656 | | 288 656 |
| CNT- aide auteurs/montage | | | 0 |
| CNV | 298 515 | | 298 515 |
| INRAP / FNAP | 909 679 | | 909 679 |
| ONDA – aide diffusion | 65 250 | | 65 250 |
| RMN GP – charges | 0 | 0 | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 3 531 759 | 0 | 3 531 759 |
| TOTAL | 3 646 529 | 54 909 | 3 701 438 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 10 875 000 |
| France Bleu antennes région | 3 890 000 |
| TOTAL | 14 765 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

HAUTE-NORMANDIE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

HAUTE NORMANDIE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Anne Chiffert

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Compte tenu du contexte socio-économique de la région Haute-Normandie - population jeune, chômage supérieur à la moyenne nationale, illettrisme - et des réalités du paysage culturel - un patrimoine exceptionnel mais dans un état dégradé, fracture entre zones urbanisées bien dotées en équipements culturels et zones rurales démunies - le projet stratégique de la DRAC se décline en 4 axes principaux :

- Efforts accrus en faveur de l'éducation artistique et des autres politiques en direction des publics spécifiques. En matière d'éducation artistique la DRAC met en place des contrats locaux d'éducation artistique et culturelle (CLEAC) en partenariat avec les collectivités territoriales et travaille plus spécifiquement avec les conseils généraux pour son développement au sein des collèges. Avec le Conseil régional, un programme exemplaire « Culture et apprentissage » répond à des objectifs d'éducation artistique et de prévention de l'illettrisme. Depuis 5 ans, ce programme conjoint monte en puissance pour atteindre un budget total de 120 K€.

- Poursuite de la politique en faveur des patrimoines

L'effort continu en faveur de la protection et de la restauration des éléments patrimoniaux protégés se poursuit. Il s'accompagne d'opérations de valorisation ou d'utilisation des édifices protégés et restaurés comme, par exemple, le Palais archiépiscopal de Rouen qui proposera à un large public l'accès à un ensemble muséographique de qualité autour du Trésor de la cathédrale (Musée de l'œuvre) et à une présentation scientifiquement fondée du personnage de Jeanne d'Arc (Historial Jeanne d'Arc). De même le Château de Gaillon pourrait accueillir l'Institut de formation de recherche pour les artisanats des métaux (IFRAM) pôle national d'innovation dans le domaine des métiers d'art.

- Accompagnement des acteurs de la création en concertation avec les collectivités territoriales

Le programme des scènes conventionnées continue d'être déployé sur l'ensemble du territoire régional de manière à assurer une répartition plus satisfaisante de la diffusion du spectacle vivant et des actions éducatives menées par ces lieux.

Une grande vigilance est apportée à la bonne exécution par les institutions labellisées de leur cahier des charges, y compris dans le domaine de l'action territoriale et de l'éducation artistique. Enfin la DRAC s'efforce d'assurer un renouvellement équilibré des équipes artistiques conventionnées ou aidées au projet.

- Prise en compte des nouveaux champs d'intervention du Ministère

Dans le domaine du numérique la DRAC joue son rôle de diffusion de l'information et d'instruction des appels à projets organisés par le ministère et des possibilités qu'offrent les fonds européens pour les projets innovants. Toutes les démarches de valorisation des patrimoines faisant appel à la création et à l'innovation technologique (exemple: Jumièges 3D) sont encouragées et si possible soutenues en fonction des crédits disponibles dans les dotations de la DRAC, les budgets des collectivités territoriales ou dans les fonds européens. Un travail avec l'université sur les sujets relatifs à la numérisation, la valorisation et les nouveaux usages pourrait ouvrir sur de nouvelles approches. Enfin la DRAC incite l'agence Pôle Image et l'agence régionale du livre (ARL) à développer une concertation avec les professionnels de leur secteur sur le thème de l'innovation.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 72 agents (70,5 ETP) dont 35 pour l'administration et la direction, 33 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, musées), et 4 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique et danse, arts plastiques, livre), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC a mis en place une organisation en pôles métiers et services supports communs.

Les deux pôles métiers sont :

- le pôle *Architecture, Patrimoine, collections* qui rassemble notamment la CRMH, le SRA, les 2 STAP, les musées, archives, patrimoine écrit et numérisation.
- le pôle *Création, Industries culturelles et Politique des publics* qui rassemble les arts plastiques, la musique, le théâtre et la danse, la vie littéraire, le cinéma et l'audio-visuel, l'action culturelle et l'éducation artistique.

Ces pôles sont animés par un coordonnateur et dispose d'un interlocuteur référent au sein de l'autre pôle. L'adjoint au directeur régional est investi d'un rôle de coordination des missions transversales qui intéressent les deux pôles métiers.

Les services communs se composent :

- du *Secrétariat général* qui regroupe la communication événementielle, les relations presse, la cellule de coordination budgétaire et comptable, le contrôle de gestion, les ressources humaines, la formation, l'informatique et la logistique et l'accueil
- des *Ressources communes* : la documentation, le centre de ressources - Webmestre, l'observation culturelle et l'emploi culturel.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés à la DRAC Haute-Normandie se sont élevés en 2013 à 30,26 M€.

Par ordre décroissant de dépenses, le programme 175 (patrimoine) a bénéficié de 13,3 M€ (44 % des crédits), le programme création (131) de 8,8 M€ (soit 29 % des crédits déconcentrés) et le programme transmission des savoirs et démocratisation de la culture 4 M€ (soit 13,2%). La Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques avec 3,6 M€ (12 % des crédits) constitue un apport important en faveur de la lecture publique aux côtés des 0,37 M€ du programme 334.

L'effort de déconcentration des crédits est à souligner puisque les crédits gérés au niveau central représentent 2,47 M€, constitués principalement des aides à la presse pour 1,7 M€ (68%).

L'apport des opérateurs dans la région est significatif, représentant au total 6,3 M€. Il est lié d'une part à l'existence de l'école nationale supérieure d'architecture de Rouen (1,6 M€), aux moyens affectés à l'archéologie par l'INRAP/FNAP (2,3 M€) et aux aides apportées par le Centre national du cinéma et de l'image animée (1,9 M€), et, dans une moindre mesure, par le Centre national du livre (0,2 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 47,65 M€ en Région Haute Normandie, y compris la masse salariale T2.

HAUTE NORMANDIE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 8 734 330 | 148 000 | 8 882 330 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 1 789 985 | 11 514 893 | 13 304 878 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 4 035 697 | 0 | 4 035 697 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 353 429 | 24 981 | 378 410 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 3 667 805 | 3 667 805 |
| TOTAL | 21 857 786 | 3 988 786 | 30 269 120 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 21 000 | 0 | 21 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 89 500 | 0 | 89 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 1 619 525 | 115 769 | 1 735 294 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 131 320 | 0 | 131 320 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 483 215 | 5 662 | 488 877 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 344 560 | 121 431 | 2 465 991 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 1 512 024 | 100 000 | 1 612 024 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 704 632 | 0 | 4 704 632 |
| TOTAL | 6 216 656 | 100 000 | 6 316 656 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 30 269 120 | 78% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 2 465 991 | 6% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 6 316 656 | 16% |
| TOTAL | 39 051 767 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 4 415 442 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 4 182 252 |
| TOTAL | 8 597 694 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

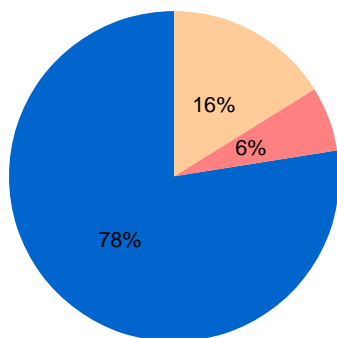
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 30 269 120 | 64% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 415 442 | 9% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX | 2 465 991 | 5% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 6 316 656 | 13% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 4 182 252 | 9% |
| TOTAL | 47 649 461 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 15 070 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

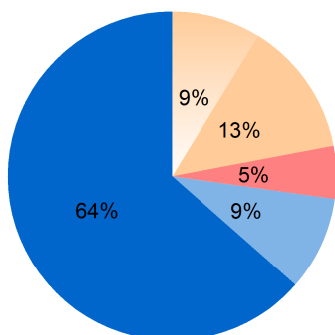
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



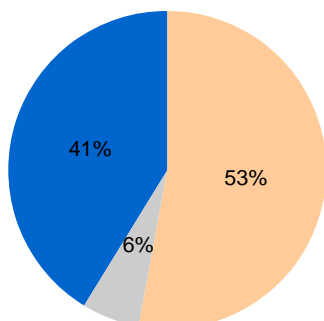
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

HAUTE NORMANDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 435 845 | 11 114 814 | 12 550 659 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 12 141 | 166 624 | 178 765 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 226 772 | 50 696 | 277 468 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 85 227 | 182 760 | 267 987 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 8 356 065 | 0 | 8 356 065 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 378 265 | 148 000 | 526 265 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 328 049 | 24 981 | 353 030 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 298 380 | 0 | 298 380 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 1 146 125 | 0 | 1 146 125 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 115 210 | 0 | 2 115 210 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 0 | 0 | 0 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 399 361 | 0 | 399 361 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 132 000 | 0 | 132 000 |
| TOTAL | | 14 913 440 | 11 687 875 | 26 601 315 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 3 667 805 | 3 667 805 |
| TOTAL AVEC DGD | | 14 913 440 | 15 355 680 | 30 269 120 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | | | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 28 000 | | 28 000 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 49 640 | | 49 640 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | | | 0 |
| | TOTAL | | 77 640 | 0 |

HAUTE NORMANDIE

EFFECTIFS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 230 862 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 819 039 |
| PROG. CREATION | 594 891 |
| PROG. MEDIAS IND. | 145 873 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 345 269 |
| STAP | 694 337 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 585 171 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 415 442 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 799 583 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 3 382 669 |
| TOTAL | 8 597 694 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 31 | 30,8 |
| DIRECTION | 4 | 4 |
| ARCHÉOLOGIE | 11 | 10,6 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 8 | 7,8 |
| ETHNOLOGIE | 1 | 1 |
| LIVRE | 1 | 0,9 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE ET DANSE | 1 | 1 |
| THEÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 12 | 11,4 |
| TOTAL | 72 | 70,5 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|-------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Rouen | 55,8 | 34,6 | 90,4 |
| CMN (Abbaye du Bec-Hellouin) | 0 | 1 | |
| TOTAL | 55,8 | 35,6 | 90,4 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 70,5 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 10 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 90,4 |
| TOTAL | 170,9 |

HAUTE NORMANDIE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|---|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 21 000 | 4 | 3 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 2 000 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 87 500 | 6 | 1 |
| TOTAL | 89 500 | 7 | 2 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 1 735 294 | 3 | 0 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 131 320 | 45 | 43 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | | | |
| TOTAL | 488 877 | 12 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

HAUTE NORMANDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Rouen | 1 512 024 | 100 000 | 1 612 024 |
| CMN (Abbaye du Bec-Hellouin) | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 1 512 024 | 100 000 | 1 612 024 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 57 500 | | 57 500 |
| CNAP – aides | 13 120 | | 13 120 |
| CNC (Région)+toutes aides | 1 947 974 | | 1 947 974 |
| CND – aides | | | 0 |
| CNL – aides | 213 246 | | 213 246 |
| CNT- aides | | | 0 |
| CNV aides | 34 132 | | 34 132 |
| INRAP / FNAP | 2 362 210 | | 2 362 210 |
| ONDA – aides | 76 450 | | 76 450 |
| RMN GP – (charges 2012) | | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 704 632 | 0 | 4 704 632 |
| TOTAL | 6 216 656 | 100 000 | 6 316 656 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 12 180 000 |
| France Bleu antennes région | 2 890 000 |
| TOTAL | 15 070 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

PAYS-DE-LA-LOIRE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

PAYS DE LOIRE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Serge Kancel

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

L'action de la DRAC s'inscrit dans un contexte régional marqué notamment par :

- le dynamisme culturel des villes, particulièrement de Nantes, qui contraste avec un certain désengagement des conseils généraux dans le domaine culturel ;
- un monde rural qui reste très présent notamment dans les départements de Vendée, Mayenne et Maine-et-Loire ;
- un déséquilibre territorial entre les départements en termes d'équipements et d'équipes, notamment au détriment du Maine-et-Loire ;
- un réseau labellisé de création-diffusion bien développé (4 scènes nationales, 6 centres de création, 9 scènes conventionnées, 5 scènes de musiques actuelles) ;
- un patrimoine particulièrement riche : 2.093 monuments protégés, 53 musées de France, 11 conventions "art et histoire" (2e région en France par le nombre) ;
- un enseignement supérieur bien structuré avec le Pont Supérieur à Nantes (pôle interrégional de l'enseignement supérieur du spectacle vivant), 2 EPPC Écoles d'art à Nantes (ENSBANM) et à Angers et Le Mans (TALM) - en lien avec Tours -, et l'école nationale d'architecture à Nantes.

Dans ce contexte, sont notamment mis en avant par la DRAC :

- l'action en faveur de territoires excentrés ou enclavés, qui vont par exemple des zones rurales du Maine-et-Loire aux quartiers sensibles des agglomérations nantaise et mancelle ;
- la priorité ministérielle en faveur de l'éducation artistique et culturelle notamment via la construction de parcours, cette politique offrant par ailleurs une opportunité pour la DRAC "de créer une véritable dynamique territoriale autour d'une politique nationale" ;
- un "dialogue solidaire" avec les collectivités dans une dynamique de mutualisation et de co-construction ; au-delà du soutien commun aux équipes et aux structures notamment labellisées, ceci passe plus généralement par une capacité d'ingénierie et d'expertise et par l'échange de bonnes pratiques, particulièrement dans le cadre du Conseil des collectivités territoriales pour le développement territorial (CCTDC) créé en juin 2013 par la Région en lien avec l'État sur le modèle du conseil existant au niveau national et positionné au sein de l'actuelle Conférence territoriale pour la culture (CRCC) créée en 2009.

II - Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 120 agents (117,5 ETP) dont 29 pour l'administration et la direction, 70 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 21 pour les emplois des autres secteurs d'activité (paysage, théâtre, musique, arts plastiques, livre, cinéma et audiovisuel, développement des publics et territoires, éducation artistique,

informatique et documentation), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC.

Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC Pays-de-la-Loire est organisée en quatre pôles :

- le pôle Architecture et espaces protégés qui regroupe le service du paysage, de l'architecture et du développement durable et les cinq STAP ;
- le pôle Patrimoine (CRMH, SRA, Musées), hors composante patrimoniale de l'action du service livre et lecture, et hors valorisation du patrimoine (intégrée au pôle aménagement du territoire et transmission des savoirs) ;
- le pôle création - diffusion ;
- le pôle aménagement culturel du territoire et transmission des savoirs.

III - Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés mis en œuvre par la DRAC Pays-de-la-Loire ont représenté en 2013 un total de 37,971 M€ dont 22,220 M€ en fonctionnement et 12,19 M€ en investissement, auxquels il faut ajouter 3,56 M€ au titre de la Dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques. Les sommes s'équilibrent à peu de chose près entre le programme 175 (14 M€ et 36,9 % des sommes engagées) et 131 (13,4 M€ et 35,4 %), tandis que le programme 224 (6,4 M€) représente 17,1 % des crédits et le programme 334 (0,47 M€) 1,3 %, la DGD (3,55 M€) représentant, quant à elle, les 9,4 % restants.

Les crédits centraux s'élèvent à 7,3 M€, concentrés pour l'essentiel sur les crédits de fonctionnement (7 M€), les 4/5 étant consacrés aux aides à la presse et à la diversité radiophonique.

Les dépenses des opérateurs s'élèvent à 12,085 M€, les plus importants étant l'école d'architecture de Nantes (ENSA : 2,8 M€) et le Centre technique de la BNF de Sablé (2,7 M€) et, s'agissant des opérateurs attribuant des aides, le CNC (4,5 M€) et le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (1,3 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 72,64 M€ en Région Pays-de-la-Loire, y compris la masse salariale T2.

PAYS DE LA LOIRE

**SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT
PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION ***
Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 13 226 144 | 206 000 | 13 432 144 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 234 443 | 11 792 175 | 14 026 618 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 6 306 142 | 170 000 | 6 476 142 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 453 036 | 23 331 | 476 367 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 3 559 742 | 3 559 742 |
| TOTAL | 22 219 765 | 15 751 248 | 37 971 013 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-----------------------|-----------------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 407 740 | 0 | 407 740 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 87 500 | 90 000 | 177 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 4 433 173 | 134 698 | 4 567 871 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 3 000 | 20 200 | 23 200 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 483 970 | 0 | 483 970 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 409 757 | 14 505 | 1 424 262 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 99 200 | 0 | 99 200 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 117 868 | 0 | 117 868 |
| TOTAL | 7 042 208 | 259 403 | 7 301 611 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 5 632 889 | 9 765 | 5 642 654 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 6 541 974 | 0 | 6 541 974 |
| TOTAL | 12 174 863 | 9 765 | 12 184 628 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 37 971 013 | 66% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 301 611 | 13% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 184 628 | 21% |
| TOTAL | 57 457 252 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|------------------------------------|-------------------|
| DRAC | 7 400 471 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 7 784 049 |
| TOTAL | 15 184 520 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 37 971 013 | 52% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 7 400 471 | 10% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 7 301 611 | 10% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 12 184 628 | 17% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 7 784 049 | 11% |
| TOTAL | 72 641 772 | 100% |

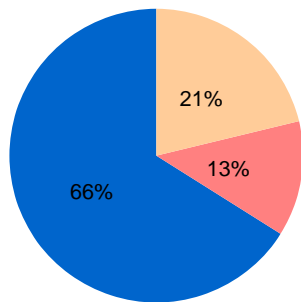
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|---|--|
| TOTAL | 17 943 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

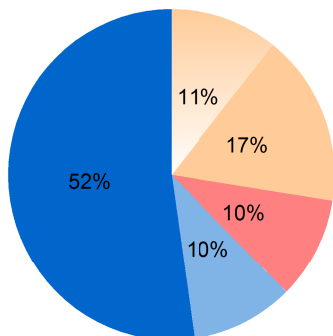
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



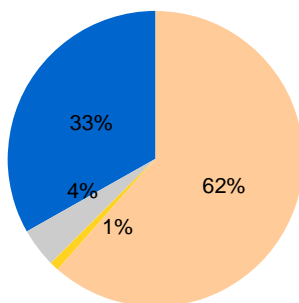
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

PAYS DE LA LOIRE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 153 658 | 10 046 588 | 11 200 246 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 102 862 | 575 698 | 678 560 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 223 545 | 1 055 524 | 1 279 069 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 690 200 | 114 365 | 804 565 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 12 611 802 | 0 | 12 611 802 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 614 342 | 206 000 | 820 342 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 360 616 | 23 331 | 383 947 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 271 976 | 0 | 271 976 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 2 686 515 | 130 000 | 2 816 515 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 657 712 | 0 | 2 657 712 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 9 500 | 0 | 9 500 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 673 860 | 0 | 673 860 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 163 177 | 40 000 | 203 177 |
| TOTAL | | 22 219 765 | 12 191 506 | 34 411 271 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 3 559 742 | 3 559 742 |
| TOTAL AVEC DGD | | 22 219 765 | 15 751 248 | 37 971 013 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|---------------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 35 941 | 0 | 35 941 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 23 039 | 0 | 23 039 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 45 | 0 | 45 |
| | TOTAL | 59 025 | 0 | 59 025 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

PAYS DE LA LOIRE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|--------------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 440 806 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 1 304 929 |
| PROG. CREATION | 1 065 849 |
| PROG. MEDIA S IND. | 200 023 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 888 067 |
| STAP | 1 963 872 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 536 925 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 7 400 471 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 775 202 |
| SCN | 110 151 |
| OPÉRATEURS | 5 898 696 |
| TOTAL | 15 184 520 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 20 | 19,8 |
| CONTRÔLE DE GESTION | 1 | 1 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 15 | 14,6 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| CINEMA AUDIO | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 16 | 15,9 |
| DEVELOPPEMENT PUBLIC ET TERRITOIRE | 4 | 3,6 |
| EDUCATION ARTISTIQUE | 2 | 1,8 |
| INFORMATIQUE DOC. | 6 | 5,3 |
| LICENCE | 1 | 1 |
| LIVRE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 5 | 4,8 |
| PAYSAGE | 3 | 2,8 |
| THÉÂTRE | 3 | 3 |
| STAP | 34 | 33,9 |
| TOTAL | 120 | 117,5 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|------------|
| Musée Clémenceau | 4 | 3,5 |
| TOTAL | 4 | 3,5 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|--|------------|--------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture Nantes | 80,2 | 56,1 | 136,3 |
| CMN (château d'Angers, Maison Clémenceau) | 18,8 | 14,2 | 33 |
| BNF Sablé | 0 | 48,6 | 48,6 |
| TOTAL | 99 | 118,9 | 217,9 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|---|------------|
| DRAC | 117,5 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 15,2 |
| SCN | 3,5 |
| OPÉRATEURS | 217,9 |

PAYS DE LA LOIRE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 407 740 | 18 | 12 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 11 500 | 2 | 2 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 266 000 | 13 | 4 |
| TOTAL | 177 500 | 15 | 6 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 4 567 871 | 9 | 2 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 23 200 | 5 | 5 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 483 970 | 62 | 54 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 424 262 | 29 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 99 200 | 3 | 2 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Musée Clémenceau | 117 868 | 0 | 117 868 |
| TOTAL | 117 868 | 0 | 117 868 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

PAYS DE LA LOIRE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture Nantes | 2 808 868 | 0 | 2 808 868 |
| CMN | 79 549 | 9 765 | 89 314 |
| BNF Sablé | 2 744 472 | 0 | 2 744 472 |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 5 632 889 | 9 765 | 5 642 654 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 125 500 | 0 | 125 500 |
| CNAP – aides | 17 771 | 0 | 17 771 |
| CNC (Région + toutes aides) | 4 495 362 | 0 | 4 495 362 |
| CND – aides | 8 000 | 0 | 8 000 |
| CNL – aides | 419 536 | 0 | 419 536 |
| CNT- aides | 17 000 | 0 | 17 000 |
| CNV – aides | 1 288 706 | 0 | 1 288 706 |
| INRAP / FNAP | 0 | 0 | 0 |
| ONDA – aides | 165 992 | 0 | 165 992 |
| RMN GP –(charges 2012) | 4 107 | 0 | 4 107 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 6 541 974 | 0 | 6 541 974 |
| TOTAL | 12 174 863 | 9 765 | 12 184 628 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 11 223 000 |
| France Bleu antennes région | 6 720 000 |
| TOTAL | 17 943 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

PICARDIE

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

PICARDIE

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Bernard Notari

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La région Picardie compte 1, 915 M d'habitants. Elle est constituée de trois départements affectés par la crise économique, le taux de chômage de cette région se situant au-dessus du niveau national, entre 12,5 % (Somme) et 14,5 % (Aisne). Chacun des départements développe une identité culturelle propre, tournée non pas sur une recherche de lien commun mais en attraction vers la région limitrophe, le Nord pas de Calais pour la Somme, la Champagne-Ardenne pour l'Aisne et l'Ile-de-France pour l'Oise.

Une particularité picarde : on dénombre 125 000 individus en situation d'illettrisme. En terme démographique, près d'un habitant sur trois à moins de 25 ans, répartis surtout dans la Somme (Amiens-Métropole est une ville universitaire). La précarité touche surtout le milieu rural (40% de la population).

Les équipements culturels sont inégalement répartis sur le territoire régional : Amiens concentre la majorité des organismes importants, notamment la seule scène nationale et le FRAC, l'Oise dispose d'un réseau (trois scènes conventionnées engagées dans un processus de reconnaissance comme scène nationale). L'Aisne souffre d'un manque d'équipements.

En s'appuyant sur la DNO et le PASE, le projet stratégique global de la DRAC Picardie est fondé sur deux grandes orientations :

Affirmer l'accès à la culture sur tout le territoire

Les cibles prioritaires de la DRAC sont les jeunes et les populations éloignées de l'offre et des pratiques culturelles, pour les amener à fréquenter des lieux culturels, à rencontrer des artistes et des compagnies. La stimulation de l'offre en direction des publics éloignés socialement (prisons-hôpitaux-personnes âgées...) est une priorité.

Cet objectif passe par une politique de conventionnement avec les autres ministères : convention culture-justice signée en 2013 ; culture-santé en 2014 ; convention avec le rectorat sur les « chantiers patrimoine - jeunes » en 2013 ; avec la DRAAF sur les lycées horticoles et agronomes en 2013 ; engagement auprès de la DRJSCS dans le cadre du Plan Jeunesse. Une meilleure prise en compte de ces types d'actions vers les publics autres que scolaires est faite à dans les conventions d'objectif des lieux conventionnés et labellisés.

Cette politique a permis une participation au plan de lutte contre l'illettrisme : contrats territoires lecture (CTL) au sein des réseaux de la lecture publique et contrats CLEA avec quinze collectivités ; le réexamen de la carte des équipements culturels et des résidences d'artistes (une douzaine en 2013), étendues en 2014 dans le département de l'Aisne déficitaire en structures.

Favoriser l'attractivité de la région Picardie

La démarche de valorisation du patrimoine cible l'archéologie, les monuments historiques et les collections des musées. Le déblocage du dossier du Musée de Picardie aux côtés de l'agglomération d'Amiens et du Conseil régional va dans ce sens.

Les efforts de restauration et d'accessibilité du patrimoine et le développement des actions de valorisation à travers les labels sont poursuivis, notamment les VPAH, les maisons des illustres,

les jardins remarquables...

S'agissant de la mise en valeur de l'offre culturelle, la DRAC souhaite prendre appui sur la puissance du numérique, tant en ce qui concerne la numérisation des collections que leur diffusion, dans le cadre d'appels à projets de «services innovants». Cela a permis à la Région de poursuivre le plan entamé depuis quinze ans autour de la notion de portail territorial, garantissant une interopérabilité entre les fonds culturels patrimoniaux territoriaux et les portails nationaux et européens (« Europeana »). Cet outil ouvert à tous fera aussi le lien avec la commémoration de la guerre de 14-18 ainsi que la mise en valeur de la commande publique (trois projets en cours).

Par ailleurs, la structuration de l'offre culturelle dans le spectacle vivant doit être poursuivie par la mise en réseau d'équipements et des pôles régionaux de ressources et de compétences (Centre régional du livre et de la lecture, Centre de développement chorégraphique, pôle régional de la marionnette, pôle national des arts du cirque et de la rue, Orchestre régional de Picardie, Scène Nationale, y compris la Scène nationale en préfiguration dans l'Oise).

D'autres perspectives devront être ouvertes dans le champ des musiques actuelles, tandis que seront confortés les domaines d'excellence qui émergent dans les musiques savantes (suivi de la création d'une cité de la musique), la danse, la marionnette et le cirque.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 81 agents (78,7 ETP) dont 36 pour l'administration et la direction, 36 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 9 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, éducation artistique, action territoriale), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Le budget de la DRAC Picardie s'élève à 28,94 M€. Le programme 175, patrimoine, concentre à lui seul 61,4% des crédits (17,7 M€) ce qui s'explique par l'importance du patrimoine protégé ; le soutien à la création (programme 131) se place au second rang avec 6 M€, soit 20,8 %, en dépit de l'absence d'institution ou de festival à rayonnement national. L'action territoriale constitue 10,4 % du budget avec 3 M€ sur le programme 224 (transmission des savoirs), la DRAC ayant conforté le conventionnement avec les collectivités pour l'éducation artistique et culturelle. La Dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques représente 1,75 M€ (6 % des crédits) et la DRAC soutient le livre (programme 334) avec 0,38 M€.

Les crédits centraux représentent 4,6 M€, dont 3 M€ au titre des Services à compétence nationale du ministère (Compiègne et Blérancourt, qui totalisent aussi 122 agents du ministère), le soutien à la presse (programme 180) représentant quant à lui 1M€.

Les opérateurs attribuent de leur côté 4,55 M€ à la Région Picardie (notamment l'INRAP avec 2,3M€, soit 50 %des crédits des opérateurs, et le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 1,63 M€, soit 35 %). On relève également le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz pour 0,14 M€ et le Centre national du livre pour 99 k€. Le seul opérateur ayant des sites en région est le CMN (Coucy, Pierrefonds, Tours de la cathédrale d'Amiens, qui comptent 28 emplois).Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 49,80 M€ en Région Picardie, y compris la masse salariale T2.

PICARDIE

**SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT
PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION ***
Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 5 668 581 | 353 169 | 6 021 750 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 034 947 | 15 739 601 | 17 774 548 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 976 074 | 39 411 | 3 015 485 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 381 772 | 0 | 381 772 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 1 754 802 | 1 754 802 |
| TOTAL | 11 061 374 | 17 886 983 | 28 948 357 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-----------------------|-----------------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 2 000 | 0 | 2 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 168 641 | 0 | 168 641 |
| PROG. 180 PRESSE | 1 057 556 | 0 | 1 057 556 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 18 300 | 18 300 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 93 405 | 0 | 93 405 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 245 532 | 6 872 | 252 404 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 2 818 706 | 209 941 | 3 028 647 |
| TOTAL | 4 385 840 | 235 113 | 4 620 953 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 77 701 | 7 754 | 85 455 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 469 130 | 0 | 4 469 130 |
| TOTAL | 4 546 831 | 7 754 | 4 554 585 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 28 948 357 | 76% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 620 953 | 12% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 4 554 585 | 12% |
| TOTAL | 38 123 895 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|------------------------------------|-------------------|
| DRAC | 4 681 591 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 7 004 352 |
| TOTAL | 11 685 943 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 28 948 357 | 58% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 4 681 591 | 9% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 4 620 953 | 9% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 4 554 585 | 9% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 7 004 352 | 14% |
| TOTAL | 49 809 838 | 100% |

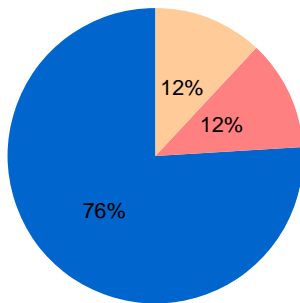
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|---|--|
| TOTAL | 18 334 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

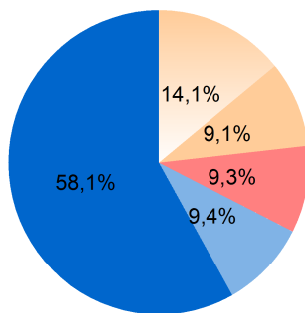
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



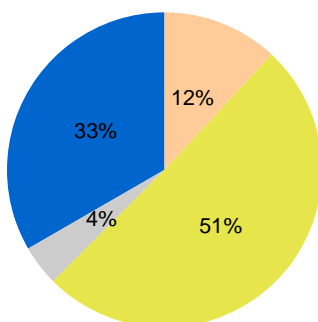
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

PICARDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 588 518 | 6 895 729 | 8 484 247 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 10 759 | 315 158 | 325 917 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 171 961 | 8 515 562 | 8 687 523 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 209 294 | 13 153 | 222 447 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 5 229 038 | 263 169 | 5 492 207 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 439 543 | 90 000 | 529 543 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 349 672 | 0 | 349 672 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 247 100 | 0 | 247 100 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 264 012 | 0 | 264 012 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 1 979 772 | 0 | 1 979 772 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 13 845 | 0 | 13 845 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 6 000 | 0 | 6 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 422 390 | 39 411 | 461 801 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 129 470 | 0 | 129 470 |
| TOTAL | | 11 061 374 | 16 132 182 | 27 193 556 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 1 754 802 | 1 754 802 |
| TOTAL AVEC DGD | | 11 061 374 | 17 886 984 | 28 948 358 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 35 720 | 0 | 35 720 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 35 720 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

PICARDIE

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 497 270 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 889 109 |
| PROG. CREATION | 348 579 |
| PROG. MEDIAS IND. | 215 559 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 198 009 |
| STAP | 1 120 687 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 412 378 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 4 681 591 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 678 426 |
| SCN | 5 829 030 |
| OPÉRATEURS | 496 896 |
| TOTAL | 11 685 943 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 33 | 32,3 |
| DIRECTION | 3 | 3 |
| ACTION TERRITORIALE | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 8 | 7 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| CINÉMA | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 7 | 6,9 |
| EDUCATION ARTISTIQUE | 1 | 1 |
| LIVRE | 1 | 1 |
| MUSÉE | 1 | 1 |
| MUSIQUE | 2 | 1,7 |
| THÉÂTRE | 2 | 2 |
| STAP | 20 | 19,8 |
| TOTAL | 81 | 78,7 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|------------|--------------|
| Compiègne et Blérancourt | 122 | 119,6 |
| TOTAL | 122 | 119,6 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN (Château de Coucy, Château de Pierrefonds, Tours Cathédrales d'Amiens) | 12 | 16 | 28 |
| TOTAL | 12 | 16 | 28 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|--------------|
| DRAC | 78,7 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 9,8 |
| SCN | 119,6 |
| OPÉRATEURS | 28 |
| TOTAL | 236,1 |

PICARDIE

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|---|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 2 000 | 2 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 10 000 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 158 641 | 12 | 3 |
| TOTAL | 168 641 | 13 | 4 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 1 057 556 | 3 | 0 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 18 300 | 3 | 2 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 93 405 | 52 | 52 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | | | |
| TOTAL | 252 404 | 6 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Compiègne et Blérancourt | 2 818 706 | 209 941 | 3 028 647 |
| TOTAL | 2 818 706 | 209 941 | 3 028 647 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

PICARDIE

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| CMN (Château de Coucy, Château de Pierrefonds, Tours Cathédrales d'Amiens) | 77 701 | 7 754 | 85 455 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 77 701 | 7 754 | 85 455 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 76 437 | 0 | 76 437 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région)+ toutes aides | 1 630 147 | | 1 630 147 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 99 048 | | 99 048 |
| CNT- aides | 17 000 | | 17 000 |
| CNV – aides | 143 371 | | 143 371 |
| INRAP / FNAP | 2 326 605 | | 2 326 605 |
| ONDA – aides | 33 150 | | 33 150 |
| RMN GP – (charges 2012) | 143 372 | | 143 372 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 4 469 130 | 0 | 4 469 130 |
| TOTAL | 4 546 831 | 7 754 | 4 554 585 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 16 182 000 |
| France Bleu antennes région | 2 152 000 |
| TOTAL | 18 334 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

POITOU-CHARENTES

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

POITOU CHARENTES

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Jacques Giés - Philippe Chantepie

I-Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Région de taille moyenne, Poitou-Charente se caractérise, en l'absence d'une métropole dominante, par quatre aires urbaines importantes : Poitiers, La Rochelle, Angoulême, Niort. Le profil socio-économique dressé ces dernières années met en évidence une population âgée et surtout rurale, peu diplômée, avec un taux de chômage important et des activités industrielles réduites. Depuis le 1^{er} trimestre 2013, un raffermissement de ses capacités de production se manifeste avec la construction de la ligne à grande vitesse (LGV) reliant Tours-Bordeaux. La perspective d'une évolution structurelle conséquente en raison de son positionnement comme une « région de transition » (entre le Bassin parisien et le Sud-Ouest), recompose le rôle des acteurs publics. Disposant d'un patrimoine riche, largement réparti, et d'industries créatives (Pôle Image d'Angoulême et « Vallée des images » jusqu'à la Rochelle), la région a une bonne couverture territoriale d'équipements culturels (spectacle vivant, bibliothèques-médiathèques, etc...)

La stratégie de la DRAC, dans ce contexte, est principalement orientée vers **un objectif d'équité territoriale pour l'ensemble de ses interventions. Celles-ci sont désormais envisagées dans une démarche de transversalité** impliquant les collectivités locales et les professionnels en vue d'une harmonisation et d'une meilleure efficacité des politiques culturelles croisées, l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) jouant un rôle fédérateur. **La stratégie de la DRAC se décline en quatre objectifs principaux structurant son activité :**

Renforcer les potentiels artistiques et culturels du territoire régional. Dans une logique des rôles partagés des acteurs publics (régions, département, communes), il s'agit d'allier préservation des patrimoines et paysages culturels, promotion de la qualité architecturale et paysagère et soutien à une offre culturelle diverse et renouvelée (spectacle vivant, arts plastiques, industries créatives.)

Réformer, restructurer, innover. La réforme vise des objectifs budgétaires, et réévalue les méthodes et procédures d'intervention, ainsi que les modes d'organisation de la DRAC et de ses partenariats culturels. Elle se traduit à travers les projets d'établissement des institutions culturelles labellisées, les stratégies de structuration des filières professionnelles (filiale Image, librairie, spectacle vivant), le développement de l'innovation culturelle (clusters, coopérations territoriales, économie sociale et solidaire, ...).

Intégrer les usages du numérique dans les politiques et activités culturelles. L'objectif est de développer la transversalité avec des *partenaires ressources* (Espace Mendes France, CNDP, École Européenne des Enseignements Supérieurs de l'Image à Angoulême), pour constituer un partage d'expérience entre acteurs culturels, et le traduire dans l'innovation : sa mise en œuvre en vue de la politique d'éducation artistique et culturelle.

Accompagner les collectivités territoriales pour le développement de l'EAC. L'objectif est de mobiliser les ressources culturelles sur les territoires à travers une participation accrue de la DRAC. Celle-ci se décline à l'égard du pilotage des projets locaux et des consultations au sein des comités d'appui départementaux des rythmes scolaires, une implication des ressources des établissements publics et services nationaux actifs en région (INRAP, CMN, CNC), le développement de la coopération avec le Rectorat, la mise en place d'un comité technique

régional pour l'EAC, l'élargissement de l'expérimentation sur les parcours EAC, une politique de contractualisation, le soutien à des projets structurants.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 94 agents (91 ETP) dont 31 pour l'administration et la direction, 51 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, musées), et 12 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, spectacle vivant, musique, arts plastiques, livre et archives), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DRAC entend ajuster son projet de service en fonction de l'objectif stratégique principal concernant sa stratégie en faveur de l'équité territoriale et sa démarche de transversalité. Cette évolution concerne en particulier l'articulation plus étroite entre le Pôle patrimoine et les STAP, mais aussi celle des services transversaux en vue de la priorité d'équité territoriale (observation, cartographie) ou la mise en œuvre de projets sur les enjeux du numérique. De plus, la DRAC entend contribuer à l'amélioration de la qualité comptable et définir un plan d'action en faveur du développement durable.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés à la DRAC Poitou Charente se sont élevés en 2013 à 31,17 M€. Par ordre décroissant de dépenses, les crédits déconcentrés consacrés au programme Patrimoine (175) s'élèvent à 12,14 M€ (soit 38.9 % du total). Le programme Création (131) représente 10,23 M€ (soit 32,8%) et le programme Transmission des savoirs et démocratisation de la culture (224) représente 5,91 M€ (soit 18.9 %). S'y ajoutent 1,23 M€ du programme 334, Livre et industries culturelles (3,8%), et 1,75 M€ au titre de la DGD, soit 3,6 % des crédits déconcentrés.

Les crédits centraux, d'un montant de 2,30 M€ relèvent essentiellement d'une part de la Contribution à l'audiovisuel public (0,89 M€) et des aides à la presse (0,78 M€), et d'autre part des crédits relatifs à la politique de transmission des savoirs et démocratisation de la culture (0,42 M€). Un seul SCN sur le territoire (Musée de l'Île d'Aix) participe au reste des dépenses sur cette catégorie de crédits dont le solde est de 0.19 M€.

Les crédits des opérateurs s'élèvent à 8,89 M€, l'essentiel résultant du CNC et de l'Inrap qui réalisent respectivement 56 et 32 % de ces dépenses tandis que le CMN (Tours de la Rochelle, Site Sanxay, Abbaye de Charroux, Château de Oiron) dispose pour sa part de 0,2 M€.

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 49,7 M€ en Région Poitou-Charentes, y compris la masse salariale T2.

POITOU-CHARENTES

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 10 040 870 | 191 463 | 10 232 333 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 2 328 594 | 9 811 502 | 12 140 096 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 5 843 308 | 76 110 | 5 919 418 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 1 123 930 | 0 | 1 123 930 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 1 758 876 | 1 758 876 |
| TOTAL | 19 336 702 | 11 837 951 | 31 174 653 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 12 500 | 0 | 12 500 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 52 200 | 40 000 | 92 200 |
| PROG. 180 PRESSE | 702 871 | 82 402 | 785 273 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 427 762 | 0 | 427 762 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 887 485 | 12 047 | 899 532 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 7 000 | 0 | 7 000 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 83 053 | 0 | 83 053 |
| TOTAL | 2 172 871 | 134 449 | 2 307 320 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 87 394 | 116 829 | 204 223 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 8 688 493 | 0 | 8 688 493 |
| TOTAL | 8 775 887 | 116 829 | 8 892 716 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 31 174 653 | 74% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 2 307 320 | 5% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 8 892 716 | 21% |
| TOTAL | 42 374 689 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 5 339 156 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 2 014 994 |
| TOTAL | 7 354 150 |

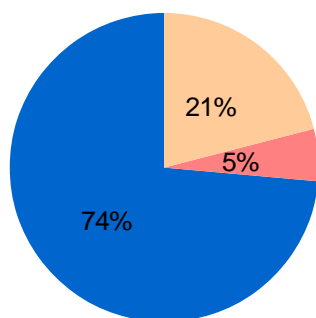
Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 31 174 653 | 63% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 5 339 156 | 11% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 2 307 320 | 5% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 8 892 716 | 18% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 2 014 994 | 4% |
| TOTAL | 49 728 839 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 15 544 000 |

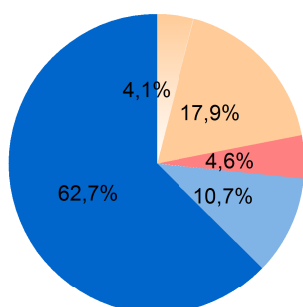
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



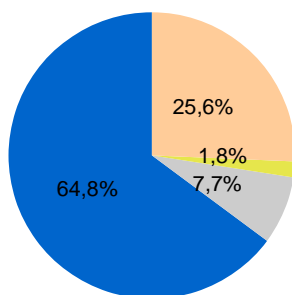
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

POITOU-CHARENTES

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 943 111 | 8 943 130 | 9 886 241 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 138 463 | 756 262 | 894 725 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 479 605 | 53 557 | 533 162 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 669 921 | 58 553 | 728 474 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 9 709 800 | 11 471 | 9 721 271 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 331 070 | 179 991 | 511 061 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 1 087 910 | 0 | 1 087 910 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 124 520 | 0 | 124 520 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 2 886 311 | 0 | 2 886 311 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 2 279 111 | 0 | 2 279 111 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 18 800 | 0 | 18 800 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 561 935 | 10 208 | 572 143 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 106 145 | 65 902 | 172 047 |
| TOTAL | | 19 336 702 | 10 079 074 | 29 415 776 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 1 758 876 | 1 758 876 |
| TOTAL AVEC DGD | | 19 336 702 | 11 837 950 | 31 174 652 |

FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle »

| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|----------------------------------|---|----------------|------------------|-----------|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 111 000 | 0 | 111 000 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 1 107 000 | 0 | 1 107 000 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 1 218 000 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

POITOU-CHARENTES

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 337 498 |
| SERVICE GÉNÉRAUX | 970 517 |
| PROG. CREATION | 292 725 |
| PROG. MEDIAS IND. | 282 943 |
| PROG. PATRIMOINES | 1 526 179 |
| STAP | 1 386 122 |
| AUTRES SERVICES DRAC | 543 172 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 5 339 156 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 1 030 263 |
| SCN | 148 751 |
| OPÉRATEURS | 835 980 |
| TOTAL | 7 354 150 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-----------|
| ADMINISTRATION | 30 | 29,3 |
| DIRECTION | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 12 | 11,9 |
| ARTS PLASTIQUES | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 14 | 13,5 |
| LIVRE ET ARCHIVES | 2 | 1,7 |
| MUSÉE | 0 | 0 |
| MUSIQUE | 1 | 1 |
| SPECTACLE VIVANT | 4 | 3,9 |
| THÉÂTRE | 4 | 3,4 |
| STAP | 25 | 24,3 |
| TOTAL | 94 | 91 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|-------------|
| Musée de l'Ile d'Aix | | 2,56 |
| TOTAL | 0 | 2,56 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|-------------|-------------|-----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| CMN (tours de la Rochelle, Site Sanxay, Abbaye de Charroux, Château de Oiron) | 18,9 | 17,1 | 36 |
| TOTAL | 18,9 | 17,1 | 36 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|---------------|
| DRAC | 91 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 10,8 |
| SCN | 2,56 |
| OPÉRATEURS | 36 |
| TOTAL | 140,36 |

POITOU-CHARENTES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|---|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 12 500 | 2 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 2 000 | 1 | 1 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 90 200 | 5 | 3 |
| TOTAL | 92 200 | 6 | 4 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 785 273 | 5 | 3 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 427 762 | 53 | 43 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | | | |
| TOTAL | 899 532 | 18 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 7 000 | 1 | 1 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| musée de l'île d'Aix | 83 053 | 0 | 83 053 |
| TOTAL | 83 053 | 0 | 83 053 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

POITOU-CHARENTES

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|--|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| CMN (tours de la Rochelle, Site Sanxay, Abbaye de Charroux, Château de Oiron) | 87 394 | 116 829 | 204 223 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 87 394 | 116 829 | 204 223 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 62 400 | | 62 400 |
| CNAP – aides | 6 000 | | 6 000 |
| CNC (Région +3D)+ toutes aides | 4 939 045 | | 4 939 045 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 138 060 | | 138 060 |
| CNT- aides | 23 000 | | 23 000 |
| CNV – aides | 497 069 | | 497 069 |
| INRAP / FNAP | 2 894 554 | | 2 894 554 |
| ONDA – aides | 63 350 | | 63 350 |
| RMN GP – (charges 2012) | 65 015 | | 65 015 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 8 688 493 | 0 | 8 688 493 |
| TOTAL | 8 775 887 | 116 829 | 8 892 716 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 11 745 000 |
| France Bleu antennes région | 3 799 000 |
| TOTAL | 15 544 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Muriel Genthon

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

Une grande richesse patrimoniale (2200 édifices protégés au titre des MH), des festivals de renommée internationale, un maillage dense d'établissements culturels labellisés, et un très fort investissement public sont les marqueurs du territoire où la culture joue un rôle imminent.

Il faut aussi souligner, peut-être plus qu'ailleurs, les déséquilibres et disparités de richesse et de développement (l'est et l'ouest, le littoral et l'arrière pays, les quartiers). La région est au 3ème rang national par l'importance de son PIB. Pour autant, 20% de ses habitants vivent dans un quartier prioritaire.

La stratégie de la DRAC s'appuie sur l'effet d'entraînement de « Marseille Provence capitale européenne de la culture » en 2013. La DRAC, dans un contexte de moyens stabilisés, a ainsi développé des actions en faveur de la jeunesse (programme EAC), à travers les "quartiers créatifs" dans les territoires de la politique de la ville, par exemple. Elle a également accompagné la montée en charge des nouveaux équipements liés à MP2013 (FRAC, Friche Belle de Mai), et tente de poursuivre la dynamique festive et populaire avec les acteurs culturels.

Le constat de déséquilibre territorial devrait déclencher des actions dirigées vers les territoires les moins dotés: ainsi, en dehors de crédits fléchés sur les monuments historiques (cathédrale de Digne par exemple), et de l'incitation aux structures labellisées à développer des actions en direction des publics éloignés de l'offre culturelle. La DRAC devrait exploiter les excellents diagnostics culturels qu'elle a effectué par département, qui constituent la base d'une stratégie plus appuyée de rééquilibrage.

En revanche, l'attention portée aux nouvelles métropoles (Aix-Marseille, Nice et Toulon), là où les collectivités sont demandeuses, contribuera probablement à accroître ce déséquilibre: c'est le signe d'une certaine difficulté de dialogue entre l'État et des collectivités locales fortes, qui sont amenées à imposer certains choix.

La perspective du prochain CPER 2014-2020 est l'occasion pour faire avancer la structuration de l'enseignement supérieur et le développement du numérique : école nationale supérieure de la photographie à Arles, enseignement supérieur de la danse et du théâtre, ainsi qu'une thématique patrimoniale, non cadrée à ce jour.

Enfin, il faut insister sur le fait que, dans une région où 40% des crédits du ministère de la culture sont gérés en centrale, la stratégie de la DRAC dépend, pour partie, des choix faits à Paris.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 152 agents (147,5 ETP) dont 28 pour l'administration et la direction, 105 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, CICR, architecture et

musées), et 19 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, musique, arts plastiques, livre, autres services sectoriels), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

En 2009, la DRAC a établi un projet de service qui anticipait la réforme de 2010 rattachant les STAP à la DRAC.

Cinq pôles constitue l'architecture de son organisation : un pôle patrimoines ; un pôle architecture, espaces protégés et aménagement du territoire ; un pôle création et diffusion ; un pôle publics, territoires et industries culturelles ; un secrétariat général.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

La DRAC PACA a consacré en 2013 à ses actions, 75,2 M€ de crédits déconcentrés (dont 46,5M€ en crédits de fonctionnement, soit 61,8%, et 28,6 M€ en crédits d'investissement, en incluant la DGD bibliothèques, soit 38%). Le programme 131 (création) se situe au premier rang des crédits déconcentrés avec 32,7 M€ soit 43,5%, suivi par le programme 175 (patrimoine, principalement en crédits d'investissement)) avec 18,9 M€ soit 25,2%. La transmission des savoirs et la démocratisation de la culture (programme 224) représente 14,8 M€ soit 19,8% et le livre et les industries culturelles (programme 334), 0,3 M€ de crédits ; enfin la Dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques atteint 7,8 M€ soit 10,3% des crédits déconcentrés.

Les dépenses d'intervention sur les crédits centraux représentent 23,1 M€ (dont 20,1 M€ en fonctionnement et 3M€ en investissement) et sont orientées prioritairement vers la création, ce qui s'explique par le fait que les grandes manifestations régionales (Festival d'Avignon, Festival d'Aix-en-Provence) sont gérés par l'administration centrale. Les aides à la presse viennent en deuxième rang (programme 180 : 5,9M€ soit 27% du total des crédits centraux) suivies par la contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313 : 1,98 M€) et par la programme transmission des savoirs (224) avec 1,24 M€.

Enfin, les crédits des opérateurs en région s'élèvent à 40,6 M€ (dont 35,6 M€ en fonctionnement et 4,9 M€ en investissement) les principaux opérateurs étant le MUCEM, avec 21 M€ (soit 51,7% des crédits opérateurs et le Centre national du cinéma et de l'image animée avec 6,6 M€ (soit 16%).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 164,7 M€ en Région PACA, y compris la masse salariale T2.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 26 756 531 | 6 013 457 | 32 769 988 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 4 180 306 | 14 798 370 | 18 978 676 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 14 860 801 | 31 326 | 14 892 127 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 779 485 | 0 | 779 485 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 7 802 441 | 7 802 441 |
| TOTAL | 46 577 123 | 28 645 594 | 75 222 717 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 7 996 600 | 1 904 687 | 9 901 287 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 144 500 | 0 | 144 500 |
| PROG. 180 PRESSE | 5 776 379 | 196 880 | 5 973 259 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 67 700 | 443 145 | 510 845 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 239 480 | 10 000 | 1 249 480 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 1 951 017 | 30 991 | 1 982 008 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 23 000 | 0 | 23 000 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 2 928 108 | 441 872 | 3 369 980 |
| TOTAL | 20 126 784 | 3 027 575 | 23 154 359 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 23 452 702 | 4 974 045 | 28 426 747 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 12 211 786 | 0 | 12 211 786 |
| TOTAL | 35 664 488 | 4 974 045 | 40 638 533 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|--------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 75 222 717 | 54% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 23 154 359 | 17% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 40 638 533 | 29% |
| TOTAL | 139 015 609 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 9 101 097 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 16 664 498 |
| TOTAL | 25 765 595 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

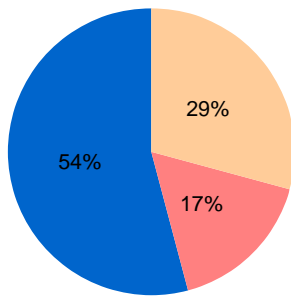
| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|--------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 75 222 717 | 46% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 9 101 097 | 6% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 23 154 359 | 14% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 40 638 533 | 25% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 16 664 498 | 10% |
| TOTAL | 164 781 204 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 36 287 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

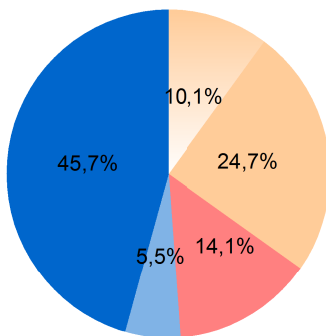
* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



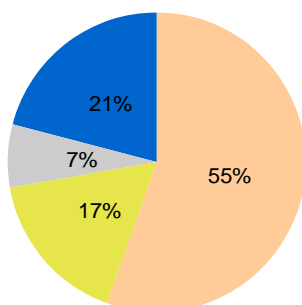
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 2 879 048 | 11 708 350 | 14 587 398 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 41 500 | 499 030 | 540 530 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 638 730 | 2 512 904 | 3 151 634 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 505 668 | 78 087 | 583 755 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 23 815 688 | 1 453 813 | 25 269 501 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 2 940 843 | 4 559 644 | 7 500 487 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 595 685 | 0 | 595 685 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 356 350 | 0 | 356 350 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 4 465 011 | 0 | 4 465 011 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 9 018 014 | 0 | 9 018 014 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 22 560 | 0 | 22 560 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 20 000 | 0 | 20 000 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 1 010 226 | 31 326 | 1 041 552 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 267 800 | 0 | 267 800 |
| TOTAL | | 46 577 123 | 20 843 154 | 67 420 277 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 7 802 441 | 7 802 441 |
| TOTAL AVEC DGD | | 46 577 123 | 28 645 595 | 75 222 718 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 40 000 | 0 | 40 000 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 471 500 | 0 | 471 500 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 2 600 | 0 | 2 600 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 514 100 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 576 312 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 915 359 |
| PROG. CREATION | 1 056 836 |
| PROG. MEDIAS IND. | 201 040 |
| PROG. PATRIMOINES | 2 537 539 |
| STAP | 2 998 743 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 815 268 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 9 101 097 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales, CICRP...) | 2 554 475 |
| SCN | 2 830 867 |
| OPÉRATEURS | 11 279 156 |
| TOTAL | 25 765 595 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 24 | 23,4 |
| DIRECTION | 4 | 4 |
| ARCHÉOLOGIE | 23 | 21,9 |
| ARCHITECTURE | 3 | 2,8 |
| ARTS PLASTIQUES | 2 | 2 |
| AUTRES SERVICES SECTORIELS | 9 | 8,8 |
| CICR PATRIMOINE | 3 | 3 |
| C.R.M.H | 24 | 23,5 |
| LIVRE | 3 | 3 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 3 | 3 |
| THÉÂTRE | 2 | 1,8 |
| STAP | 50 | 48,3 |
| TOTAL | 152 | 147,5 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|---------------|
| Musées nationaux du Xxème – Alpes Maritimes (Chagall, Léger Biot, Marseille) | 49 | 46,52 |
| Archives nationales d'Outre-Mer | 38 | 37,1 |
| DRASSM | 36 | 35,5 |
| TOTAL | 123 | 119,12 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|--------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture de Marseille | 96,3 | 45,9 | 142,2 |
| ENS de la Photographie Arles | 1 | 33 | 34 |
| ENSA Arts Plastiques Villa Arson | 52 | 14 | 66 |
| MUCEM | 57,9 | 5,1 | 63 |
| BNF Avignon | | 4,2 | 4,2 |
| CMN (Montdauphin, Glanum St Rémy de Provence, fouilles Vaison la Romaine, Entremont, Cloître de Fréjus, Château d'If) | 38,1 | 38,9 | 77 |
| INA délégation régionale de Marseille | 0 | 4 | 4 |
| TOTAL | 245,3 | 145,1 | 390,4 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|---------------|
| DRAC | 147,5 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 47,8 |
| SCN | 119,12 |
| OPÉRATEURS | 390,4 |
| TOTAL | 704,82 |

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 9 901 287 | 34 | 26 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 46 500 | 7 | 6 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 100 700 | 22 | 1 |
| TOTAL | 144 500 | 29 | 7 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 5 973 259 | 9 | 5 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 510 845 | 11 | 5 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 1 249 480 | 201 | 184 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 1 982 008 | 46 | 0 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 23 000 | 3 | 3 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Musées nationaux du Xxème – Alpes Maritimes | 1 118 434 | 147 350 | 1 265 784 |
| Archives nationales d'Outre- Mer | 726 144 | 170 582 | 896 726 |
| DRASSM | 1 083 530 | 123 940 | 1 207 470 |
| TOTAL | 2 928 108 | 441 872 | 3 369 980 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture de Marseille | 2 045 887 | 0 | 2 045 887 |
| ENS de la Photographie Arles | 1 782 332 | 195 260 | 1 977 592 |
| ENSA Arts Plastiques Villa Arson | 1 789 262 | 613 585 | 2 402 847 |
| MUCEM | 16 991 818 | 4 016 733 | 21 008 551 |
| BNF Avignon (charges) | 327 776 | 0 | 327 776 |
| CMN (Montdauphin, Glanum St Rémy de Provence, fouilles Vaison la Romaine, Entremont, Cloître de Fréjus, Château d'If) | 165 827 | 148 467 | 314 294 |
| INA – délégation de Marseille | 349 800 | 0 | 349 800 |
| | | | 0 |
| | | | 0 |
| | | | 0 |
| | | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 23 452 702 | 4 974 045 | 28 426 747 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 57 500 | | 57 500 |
| CNAP – aides | 78 920 | | 78 920 |
| CNC (Région +1D)+ toutes aides | 6 613 184 | | 6 613 184 |
| CND – aides | 7 000 | | 7 000 |
| CNL – aides | 1 117 112 | | 1 117 112 |
| CNT- aides | 6 165 | | 6 165 |
| CNV – aides | 935 936 | | 935 936 |
| INRAP / FNAP | 768 197 | | 768 197 |
| ONDA – aides | 195 014 | | 195 014 |
| RMN GP – (charges 2012) | 2 432 758 | | 2 432 758 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 12 211 786 | 0 | 12 211 786 |
| TOTAL | 35 664 488 | 4 974 045 | 40 638 533 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 28 362 000 |
| France Bleu antennes région | 7 925 000 |
| TOTAL | 36 287 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

RÉUNION

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

REUNION

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Norbert Engel

I- Rappel de la stratégie générale de la DAC

La Région monodépartementale de la Réunion, avec une population très jeune et un taux record de chômage, présente des caractéristiques particulières renforcées par son insularité et son éloignement de la métropole. L'enracinement linguistique du créole ajoute aux difficultés d'une population qui atteindra bientôt le million d'habitants et dont 42% sont en dessous du seuil de pauvreté. Ce n'est que grâce aux transferts de l'État que l'île échappe au sort des plus défavorisés.

Cette situation exerce des effets quasi mécaniques sur les priorités de la DAC, dans une île qui présente pourtant un maillage relativement serré d'équipements culturels, enviés par les autres pays de la zone.

il s'agit plus qu'ailleurs d'articuler le travail autour de la jeunesse, l'emploi, l'aménagement du territoire.

Concernant la jeunesse

la priorité à la jeunesse est en continuité avec les années précédentes, en s'inscrivant dans toutes les politiques transversales possibles avec le souci de sauvegarder les structures partenariales toujours fragiles.

La priorité du ministère sur l'éducation artistique et culturelle (EAC) impose la collaboration avec le Rectorat. Elle a été l'occasion en 2013 d'une mise en place d'un Conseil territorial et Académique de l'EAC, doublé d'un comité technique qui a eu pour effet un doublement des contrats locaux d'éducation artistique (CLEA). L'orientation de l'EAC vers les problématiques architecturales et de paysage urbain est menée avec une vigueur particulière.

Concernant l'emploi

La culture est traitée comme un secteur économique à part entière d'où l'ambition de développer des filières touristique-culturelles de type agro-gastronomique et artisanales ou patrimoniales. C'est ainsi que sont particulièrement visés les lycées professionnels. Se posent aussi les problèmes d'encouragement à la mobilité des jeunes diplômés qui majoritairement, ne souhaitent pas quitter l'île. Le handicap que constitue le créole comme primo langue pèse là de tout son poids. Aussi la DAC s'efforce-t-elle à tout le moins de multiplier les croisements sur l'île malgré l'importance des «frais d'approche».

Concernant l'aménagement du territoire

L'ouest et le Nord continuent à concentrer l'essentiel des crédits. D'où l'effort de favoriser les tournées par la mise en place d'un réseau de café-concert, d'une aide à la diffusion de la musique, mais aussi au spectacle vivant sous toutes ses formes, avec le choix d'une aide aux

structures souples, voire fragiles, dans l'Est et le Sud.

Le socle de l'aménagement du territoire reste le réseau de médiathèques, relayées par des bibliobus dans le cadre des contrats territoires/lecture/création. St Paul et St Benoit sont exemplaires à ce propos, où l'accent est fortement mis sur la numérisation.

Vu de métropole, on mesure mal, combien, sur place, la moindre réalisation exige d'efforts. A chaque instant tout peut s'arrêter ou risque d'échouer, et tout est à reprendre, à reconstruire.

II- Organisation de la DAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DAC comptait 36 agents (35,8 ETP) dont 26 pour l'administration et la direction et 10 pour les emplois patrimoniaux (STAP, SRA). Les conseillers sectoriels ne sont pas répertoriés dans les rubriques « métiers » du tableau des emplois. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La DAC fonctionne désormais avec deux pôles : un pôle patrimoine et un Secrétariat Général.

Les conseillers sectoriels travaillent sous l'autorité directe du Directeur dans un groupe qui vise la transversalité la plus large dans le cadre de la priorité aux territoires. L'éducation artistique et culturelle n'a plus de titulaire, chacun des conseillers l'ayant en charge pour sa part.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DAC Océan Indien s'élèvent à 8,69 M€, dont 4,49 M€ (51%) en crédits de fonctionnement et 4,19 M€ (48%) en crédits d'investissement. Parmi les programmes, c'est le BOP création (131) qui vient en premier rang avec 2,39 M€ soit 27,5 % des crédits déconcentrés, suivi du programme 224 (transmission des savoirs) avec 1,98 M€ (22,7%) et du programme patrimoine (175) avec 1,34 M€ soit 15,4% des crédits. Le programme 334 (livre et industries culturelles) n'est doté que de 0,102 M€ (soit 1,17 % des crédits) mais en revanche la DGD bibliothèques s'élève à 2,87 M€ (soit 33 % des crédits, ce qui en fait le premier poste de dépense des crédits déconcentrés).

Les dépenses d'intervention sur crédit centraux totalisent 1,19 M€ (dont 1,17 M€, soit la quasi-totalité en fonctionnement et 0,018 M€ en investissement). La contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (programme 313) représente le poste de dépenses le plus élevé avec 0,7 M€, suivi par les aides à la presse (programme 180) avec 0,34 M€.

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 3 M€ (dont la totalité en crédits de fonctionnement et provenant exclusivement d'opérateurs distribuant des soutiens). La subvention pour le transport de livres administrée par la Centrale de l'édition, représente 1,64 M€ soit 54 % des crédits opérateurs. Le Centre national du cinéma et de l'image animée arrive en deuxième rang avec 1,08 M€ de crédits (soit 35 % des apports) suivi par l'INRAP et le FNAP (0,15 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 15,51 M€ à La Réunion, y compris la masse salariale T2.

RÉUNION

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|------------------|------------------|
| PROG. 131 CREATION | 2 193 477 | 200 794 | 2 394 271 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 243 940 | 1 097 616 | 1 341 556 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 1 956 206 | 28 400 | 1 984 606 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 102 200 | 0 | 102 200 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | | 2 870 946 | 2 870 946 |
| TOTAL | 4 495 823 | 4 197 756 | 8 693 579 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|------------------|----------------|------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 40 000 | 0 | 40 000 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 180 PRESSE | 349 474 | 0 | 349 474 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 84 490 | 0 | 84 490 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 704 871 | 18 039 | 722 910 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1 178 835 | 18 039 | 1 196 874 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | nc | nc | 0 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 3 012 518 | 0 | 3 012 518 |
| TOTAL | 3 012 518 | 0 | 3 012 518 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 8 693 579 | 67% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 1 196 874 | 9% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 3 012 518 | 23% |
| TOTAL | 12 902 971 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|------------------|
| DRAC | 2 413 509 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 198 709 |
| TOTAL | 2 612 218 |

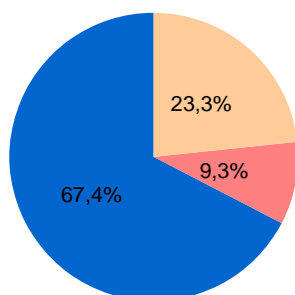
Sources Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|-------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 8 693 579 | 56% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 2 413 509 | 16% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 1 196 874 | 8% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 3 012 518 | 19% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 198 709 | 1% |
| TOTAL | 15 515 189 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 0 |

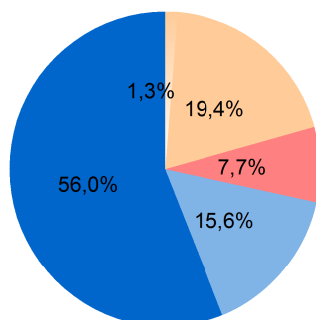
Sources : France Télévision – Radio France

REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION



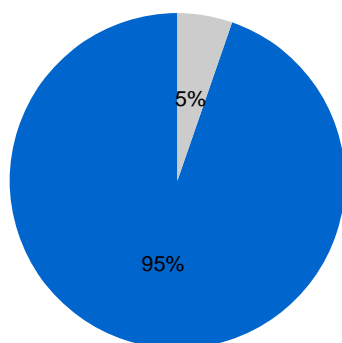
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL

- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS



PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013

- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS (non communiqué)

RÉUNION

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|------------------|------------------|------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 119 308 | 995 178 | 1 114 486 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 14 472 | 82 438 | 96 910 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 46 613 | 20 000 | 66 613 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 35 348 | 0 | 35 348 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 1 965 921 | 180 794 | 2 146 715 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 227 556 | 20 000 | 247 556 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 79 200 | 0 | 79 200 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 51 500 | 0 | 51 500 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 201 433 | 0 | 201 433 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 1 103 832 | 0 | 1 103 832 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 28 200 | 0 | 28 200 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 63 969 | 0 | 63 969 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 558 472 | 28 400 | 586 872 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 4 495 824 | 1 326 810 | 5 822 634 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 2 870 946 | 2 870 946 |
| TOTAL AVEC DGD | | 4 495 824 | 4 197 756 | 8 693 580 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | 0 | 0 | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 0 | 0 | 0 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Département de l'action territoriale

RÉUNION

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 609 441 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 836 197 |
| PROG. CREATION | 512 570 |
| PROG. MEDIAS IND. | 101 254 |
| PROG. PATRIMOINES | 20 534 |
| STAP | 272 859 |
| AUTRES SERVICES DRAC (recherche) | 60 654 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 2 413 509 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 198 709 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | nc |
| TOTAL | 2 612 218 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|-----------|-------------|
| ADMINISTRATION | 24 | 23,8 |
| DIRECTION | 2 | 2 |
| ARCHÉOLOGIE | 3 | 3 |
| ARTS PLASTIQUES | 0 | 0 |
| C.R.M.H | 0 | 0 |
| LIVRE | 0 | 0 |
| MUSÉE | 0 | 0 |
| MUSIQUE | 0 | 0 |
| THÉÂTRE | 0 | 0 |
| STAP | 7 | 7 |
| TOTAL | 36 | 35,8 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|----------|----------|----------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture antenne Montpellier | nc | nc | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|-------------|
| DRAC | 35,8 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 2 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS (non communiqué) | nc |
| TOTAL | 37,8 |

RÉUNION

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 40 000 | 3 | 2 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 349 474 | 2 | 1 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 84 490 | 7 | 5 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 722 910 | 23 | 2 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

RÉUNION

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|----------------|------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture antenne Montpellier | nc | nc | 0 |
| | | | |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 0 | 0 | 0 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 25 500 | | 25 500 |
| CNAP – aides | 0 | | 0 |
| CNC (Région) +tttes aides | 1 089 165 | | 1 089 165 |
| Centrale de l'édition -aides | 1 642 270 | | 1 642 270 |
| CND – aides | 0 | | 0 |
| CNL – aides | 18 340 | | 18 340 |
| CNT- aides | 0 | | 0 |
| CNV | 46 159 | | 46 159 |
| INRAP / FNAP | 157 529 | | 157 529 |
| ONDA – aides | 33 555 | | 33 555 |
| RMN GP – (charges 2012) | 0 | | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 3 012 518 | 0 | 3 012 518 |
| TOTAL | 3 012 518 | 0 | 3 012 518 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION |
|--|------------------------|
| France 3 antennes région (Exécution 2012) | 0 |
| France Bleu (antennes région) | |
| TOTAL | 0 |

Sources : France Télévision – Radio France

RHÔNE-ALPES

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
ET
DE SES OPÉRATEURS

RHONES ALPES

Stratégie - organisation - dépenses du ministère de la culture et de la communication

Norbert Engel

I- Rappel de la stratégie générale de la DRAC

La stratégie de la DRAC s'inscrit en parfaite conformité avec la DNO et en lien avec les objectifs du PASE Rhône-Alpes.

La priorité la plus fermement affichée est celle de **l'éducation artistique** quels que soient les champs concernés, conçue selon une **logique territoriale**.

Il s'agit d'une relégitimation de l'action de l'État auprès des jeunes générations par une plus grande adaptation aux enjeux contemporains de la Culture et aux nouveaux usages de celle-ci.

La question du territoire devient dès lors fondamentale et passe par une offre culturelle et éducative, attractive. Pour ce faire, la DRAC remobilise des crédits par redéploiement mais surtout par une **mobilisation des grandes institutions et des acteurs culturels en proximité**. L'échelon intercommunal est privilégié, en développant le partenariat avec les autres services de l'État.

Le champ numérique occupe une place dans cesse grandissante dans l'ambition d'une promotion de la culture. De même, il convient d'attacher une attention grandissante et empathique au décloisonnement des entreprises artistiques, être au plus proche de leur vitesse de transformation, de leur obsolescence aussi.

La réorganisation de la DRAC accompagne cette réorientation stratégique sans négligence des acquis et des impératifs des politiques sectorielles. Modernité ne signifie pas rejet des tâches traditionnelles dans le **domaine patrimonial** entre la restauration et l'entretien des monuments historiques. A ce titre, quatre programmes font l'objet d'une attention particulière : Ville et pays d'art et d'histoire ; lieux de mémoire ; fouilles programmées et valorisation ; programme musées.

Le fil rouge reste la question du territoire et autant que faire se peut l'égalité de traitement entre eux **dans le domaine de la création artistique** où la DRAC mobilise la majorité des crédits. On s'interrogera sur l'écart grandissant entre les moyens consacrés aux institutions et les moyens en aides directes aux équipes indépendantes (2 % en 2013 des crédits d' action) alors que la vitalité de ce champ est très forte en Rhône-Alpes. Reste le problème de l'entrée de nouveaux artistes dans le dispositif et donc l'obligation de revisiter les conventions existantes.

Les institutions seront rigoureusement mobilisées au travers de réunions des réseaux et par une révision de leur cahier de charges pour assumer des responsabilités territoriales plus importantes. Enfin, la politique de relations étroites avec les autres services de l'État, et avec tous des échelons de responsabilités locaux et territoriaux sera amplifiée.

Trois mots résumant ainsi cette stratégie : Service Public/Éducation Artistique/Territoires.

II- Organisation de la DRAC

Au 31 décembre 2013, selon la répartition établie par le secrétariat général (bureau de l'emploi et de la rémunération), la DRAC comptait 162 agents (154,8 ETP) dont 63 pour l'administration et la direction, 88 pour les emplois patrimoniaux (STAP, CRMH, SRA, architecture et musées), et 11 pour les emplois des autres secteurs d'activité (théâtre, spectacle vivant, musique, arts plastiques, livre, cinéma et audiovisuel, action culturelle), lesquels n'identifient pas de manière exhaustive les experts sectoriels de la DRAC. Cette répartition ne rend pas compte des regroupements par services ou pôles au sein de la DRAC qui peuvent être constitués de plusieurs agents « métiers » et d'agents administratifs.

La direction a proposé une transformation de l'ancienne organisation, passant d'une logique sectorielle à une logique plus préoccupée des territoires. Cette redéfinition complète du rôle de chacun s'appuie sur **une primauté de l'approche territoriale sur l'approche sectorielle**, y compris une réorientation des fonctions documentaires tant au service de la DRAC que pour la fonction de conseil et d'expertise offerte aux collectivités. Les STAP deviennent un interlocuteur premier du fait de leur proximité aux territoires.

L'objectif de la DRAC est d'instaurer une transversalité de tous les instants autour d'actions collectives. Il est donc confié à chaque conseiller ou chef de service titulaire sur la base du volontariat une fonction de coordination des autres disciplines que la sienne sur un territoire donné. Les titulaires de ces fonctions sont des **référénts territoriaux** pour un accès aux arts et à la culture tout au long de la vie. Leur rôle peut aller jusqu'à créer un réseau de l'ensemble des acteurs culturels locaux.

Parallèlement est créée une cellule spécialisée permanente : **la cellule de conduite et d'appui**.

III- Dépenses budgétaires du ministère et de ses opérateurs

Les crédits déconcentrés gérés par la DRAC Rhône-Alpes s'élèvent à 77, 42 M€, dont 55 M€ (71%) en crédits de fonctionnement et 22M€ (29%) en crédits d'investissement. C'est le programme création (131) qui concentre la majeure partie des crédits avec 42,2 M€ soit 54 % des crédits déconcentrés, suivi du programme patrimoine (175) à un niveau toutefois bien inférieur (15, 44 M€ soit 20 % des crédits). Le programme 224 (transmission des savoirs) représente 15 % des crédits de la DRAC avec une dotation de 11,7 M€ tandis que le programme 334 (livre et industries culturelles) est doté de 1,34 M€ (soit 1,7 % des crédits) complété par la DGD bibliothèques pour un montant de 6,5 M€ (8,3 % des crédits).

Les dépenses d'intervention sur crédit centraux totalisent 16,41 M€ (dont 15,3 M€ en fonctionnement et 1 M€ en investissement). Ce sont les aides à la presse qui représentent le poste de dépense le plus élevé avec 9,3 M€, soit 56 % du total des crédits centraux.

Enfin, les dépenses des opérateurs représentent 46,4 M€ (dont 97 % en crédits de fonctionnement). Les crédits des opérateurs nationaux attribuant des soutiens représentent 57 % du total (26,29 M€) et les interventions du Centre national du cinéma et de l'image animée y tiennent une part très importante (16,8 M€ soit 64 % des apports des opérateurs nationaux en Rhône-Alpes et 35 % du total des crédits des opérateurs) suivi par l'INRAP et le FNAP (5,6 M€), le Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (1,8 M€) et le Centre national du livre (1,5 M€).

Au total, la dépense culturelle à l'initiative du Ministère de la culture et de la communication et

de ses opérateurs en 2013 (hors sociétés de l'audiovisuel) s'élève à 166,17 M€ en Région Rhône-Alpes, y compris la masse salariale T2.

RHÔNE-ALPES

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| PROG. 131 CREATION | 38 769 565 | 3 510 232 | 42 279 797 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 771 407 | 11 676 934 | 15 448 341 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 11 194 605 | 602 642 | 11 797 247 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 1 329 594 | 15 505 | 1 345 099 |
| DGD – BIBLIO | | 6 557 518 | 6 557 518 |
| TOTAL | 55 065 171 | 22 362 831 | 77 428 002 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 709 550 | 109 293 | 818 843 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 343 566 | 200 000 | 543 566 |
| PROG. 180 PRESSE | 8 740 879 | 572 239 | 9 313 118 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 4 114 | 142 014 | 146 128 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 2 085 120 | 0 | 2 085 120 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 3 416 630 | 59 628 | 3 476 258 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 31 500 | 3 173 | 34 673 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 15 331 359 | 1 086 347 | 16 417 706 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|-------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 18 855 980 | 1 262 193 | 20 118 173 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 26 295 919 | 0 | 26 295 919 |
| TOTAL | 45 151 899 | 1 262 193 | 46 414 092 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|--------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 77 428 002 | 55% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 16 417 706 | 12% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 46 414 092 | 33% |
| TOTAL | 140 259 800 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|-------------------|
| DRAC | 9 522 248 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 16 391 565 |
| TOTAL | 25 913 813 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|--------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 77 428 002 | 47% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 9 522 248 | 6% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 16 417 706 | 10% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 46 414 092 | 28% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 16 391 565 | 10% |
| TOTAL | 166 173 612 | 100% |

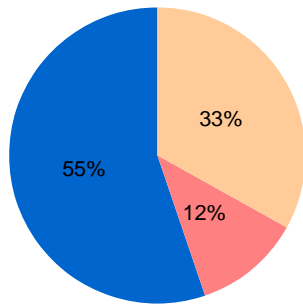
| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|-----------------------------------|
| TOTAL | 31 532 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

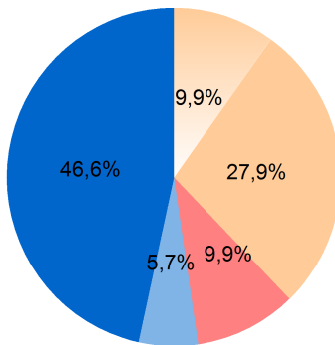
REPARTITION DES DEPENSES DE L'ÉTAT
PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS T2 et SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL



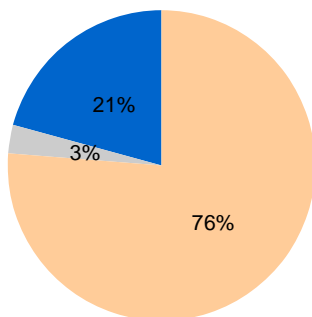
- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
HORS SOCIETES DE L'AUDIOVISUEL



- TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS
- TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6
- MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC
- TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES
- MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS

PERIMETRE CULTURE ET COMMUNICATION
EFFECTIFS ETAT ET OPERATEURS AU 31-12-2013



- DRAC
- AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales)
- SCN
- OPÉRATEURS

RHÔNE-ALPES

DÉTAIL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS / VENTILATION PAR SECTEUR D'INTERVENTION

Exécution CP 2013 en €

| SECTEURS D'INTERVENTION | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| MONUMENTS HISTORIQUES | PROG.175 ACTION 01 ACTION 08 – 06 | 1 845 347 | 8 585 487 | 10 430 834 |
| ARCHÉOLOGIE | PROG. 175 ACTION 09 | 846 348 | 251 822 | 1 098 170 |
| MUSÉES | PROG. 175 ACTION 03 ACTION 08 – 02 | 510 687 | 1 794 571 | 2 305 258 |
| INVENTAIRE | | | | |
| ARCHITECTURE | PROG.175 ACTION 02 | 390 202 | 176 277 | 566 479 |
| SPECTACLE VIVANT | PROG. 131 ACTION 01 | 36 514 609 | 3 044 152 | 39 558 761 |
| ARTS PLASTIQUES | PROG. 131 ACTION 02 | 2 254 956 | 466 080 | 2 721 036 |
| LIVRE ET LECTURE | PROG. 334 ACTION 01 | 1 127 494 | 15 505 | 1 142 999 |
| CINÉMA ET AUDIOVISUEL | PROG. 224 ACTION 02-06 PROG. 334 ACTION 02 | 539 045 | 0 | 539 045 |
| ENSEIGNEMENTS | PROG. 224 ACTION 01 | 3 428 992 | 377 704 | 3 806 696 |
| ÉDUCATION ARTISTIQUE ET DÉMOC. | PROG. 224 ACTION 02 HORS 06 12-13 ACTION 03 | 6 359 086 | 0 | 6 359 086 |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | VOIR ENSEIGNEMENTS | | | |
| LANGUES RÉGIONALES | PROG. 175 ACTION 07 | 118 000 | 0 | 118 000 |
| PRESSE ET MÉDIAS | | | | |
| ACTION CULTURELLE INTERNAT. | PROG.224 ACTION 06 | 0 | 0 | 0 |
| FONCTIONS SUPPORT | PROG.224 ACTION 07 | 879 582 | 69 938 | 949 520 |
| AUTRES DÉPENSES (archives, pratiques innovantes et numérisation) | PROG. 175 ACTION 04 PROG. 224 ACTION 02-12/13 | 250 823 | 1 023 778 | 1 274 601 |
| TOTAL | | 55 065 171 | 15 805 314 | 70 870 485 |
| DGD BIBLIOTHÈQUES | | | 6 557 518 | 6 557 518 |
| TOTAL AVEC DGD | | 55 065 171 | 22 362 832 | 77 428 003 |

| FOCUS PROG.224 ACTION 1 « soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle » | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------|
| | référentiel budgétaire MCC PROG-ACTION-SOUS-ACTION | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| FORMATION PROFESSIONNELLE | 22 – formation continue Spec.viv. | | | 0 |
| | 22 – insertion profession. Spec.viv. | | | 0 |
| | 23 – insertion profession. Arts pla. | | | 0 |
| | 24 – formation contin. – autres enseig. | 419 160 | | 419 160 |
| | 24 – formation contin. – patrimoines | | | 0 |
| | 24 – insertion profes. – autres ens. | 194 500 | | 194 500 |
| | 24 – insertion profes. – patrimoines | | | 0 |
| | TOTAL | | 613 660 | 0 |

RHÔNE-ALPES

EFFECTIFS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION Y COMPRIS OPÉRATEURS

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS EN € |
|--|-------------------|
| DRAC | |
| DIRECTION | 538 250 |
| SERVICE GÉNÉRAL | 2 129 460 |
| PROG. CREATION | 641 840 |
| PROG. MEDIAS IND. | 294 489 |
| PROG. PATRIMOINES | 2 069 568 |
| STAP | 2 713 736 |
| AUTRES SERVICES DRAC (Recherche) | 1 134 905 |
| <i>SOUS TOTAL DRAC</i> | 9 522 248 |
| AUTRES SERVICES (archives et bibliothèques départementales) | 3 783 388 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 12 608 177 |
| TOTAL | 25 913 813 |

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DE LA DRAC (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|--|------------|--------------|
| ADMINISTRATION | 60 | 58,1 |
| DIRECTION | 3 | 3 |
| ACTION CULTURELLE | 1 | 1 |
| ARCHÉOLOGIE | 20 | 19,8 |
| ARCHITECTURE | 1 | 1 |
| ARTS PLASTIQUES | 3 | 2,8 |
| CINÉMA et AUDIOVISUEL | 1 | 1 |
| C.R.M.H | 16 | 11,8 |
| ETHNOGRAPHIE | 1 | 1 |
| LIVRE | 2 | 2 |
| MUSÉE | 2 | 2 |
| MUSIQUE | 2 | 2 |
| SPECTACLE VIVANT | 1 | 1 |
| THÉÂTRE | 1 | 1 |
| STAP | 48 | 47,3 |
| TOTAL | 162 | 154,8 |

| REPARTITION DES EMPLOIS DES SCN (au 31-12-2013) | PP | ETP |
|---|----------|----------|
| Sans objet | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| RÉPARTITION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS SUR T2 ET T3 (au 31-12-2013) | ETP | | |
|---|--------------|--------------|--------------|
| | T2 | T3 | TOTAL |
| ENSA Architecture (Lyon, Grenoble, St Etienne) | 195,6 | 138,6 | 334,2 |
| CNSMD de Lyon | 0 | 207 | 207 |
| CND antenne en région | 0 | 8 | 8 |
| CMN | 5 | 10 | 15 |
| INA délégation régionale de Lyon | 0 | 4 | 4 |
| TOTAL | 200,6 | 367,6 | 568,2 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération – Directions générales – Opérateurs

| TOTAL EFFECTIFS ÉTAT ET OPÉRATEURS DU PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION (au 31-12-2013) | ETP |
|--|------------|
| DRAC | 154,8 |
| AUTRES SERVICES (archives départementales et bibliothèques municipales) | 22 |
| SCN | 0 |
| OPÉRATEURS | 568,2 |
| TOTAL | 745 |

RHÔNE-ALPES

DÉTAIL DES DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 VENTILATION PAR PROGRAMME

Exécution CP 2013 en €

| PROGRAMMES | RAPPEL DÉPENSES D'INTERVENTION T6 PAR PROGRAMME | NOMBRE DE BENEFICIAIRES | NOMBRE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT < ou = à 10 000 € |
|--|---|----------------------------|---|
| PROG. 131 CRÉATION | | | |
| TOTAL | 818 843 | 29 | 14 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | | | |
| DGLFLF | 159 500 | 11 | 8 |
| DGPAT Hors DGLFLF | 381 066 | 25 | 6 |
| TOTAL | 543 566 | 36 | 14 |
| PROG. 180 PRESSE | | | |
| TOTAL | 9 313 118 | 20 | 12 |
| PROG. 186 RECH . CULT. ET CULTURE SCIEN. | | | |
| TOTAL | 146 128 | 11 | 6 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | | | |
| TOTAL | 2 085 120 | 270 | 244 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. (FSER) | | | |
| TOTAL | 3 476 258 | 82 | 3 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | | | |
| TOTAL | 34 673 | 3 | 2 |
| SERVICES A COMPETENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | | | |
| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| Sans objet | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 |

Sources : Système d'information Chorus et Directions générales

RHÔNE-ALPES

DÉTAIL DES CRÉDITS OPÉRATEURS, AUTRES STRUCTURES ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Exécution CP 2013 en €

| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | Fonctionnement T3 – T6 | Investissement | Total |
|---|---------------------------|------------------|-------------------|
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | | | |
| ENSA Architecture Grenoble Lyon St Etienne | 5 607 072 | 728 000 | 6 335 072 |
| CNSMD de Lyon | 12 691 088 | 509 950 | 13 201 038 |
| CND antenne en région | 188 980 | 0 | 188 980 |
| CMN (Brou, Ferney voltaire, Trésor Saint Jean, Grotte Chauvet) | 56 000 | 24 243 | 80 243 |
| INA – délégation de Lyon | 312 840 | 0 | 312 840 |
| SOUS TOTAL OPÉRATEURS EN REGION | 18 855 980 | 1 262 193 | 20 118 173 |
| OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES ATTRIBUANT DES SOUTIENS | | | |
| BNF Pôles associés | 164 338 | | 164 338 |
| CNAP – aides | 12 846 | | 12 846 |
| CNC (Région +1D) + ttes aides | 16 866 983 | | 16 866 983 |
| CND – aides | 14 000 | 0 | 14 000 |
| CNL – aides | 1 538 367 | | 1 538 367 |
| CNT- aides | 51 500 | | 51 500 |
| CNV – aides | 1 808 532 | | 1 808 532 |
| INRAP / FNAP | 5 636 728 | | 5 636 728 |
| ONDA – aides | 202 625 | | 202 625 |
| RMN GP –(charges 2012) | 0 | 0 | 0 |
| SOUS TOTAL OPÉRAT. ATTRIBUANT DES SOUTIENS | 26 295 919 | 0 | 26 295 919 |
| TOTAL | 45 151 899 | 1 262 193 | 46 414 092 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | CHARGES D'EXPLOITATION (Exécution 2012) |
|-----------------------------|--|
| France 3 antennes région | 24 447 000 |
| France Bleu antennes région | 7 085 000 |
| TOTAL | 31 532 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

SYNTHESE AVEC IDF ET CORSE

SYNTHESE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| PROG. 131 CREATION | 304 520 840 | 21 587 044 | 326 107 884 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 56 688 556 | 235 430 117 | 292 118 673 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 128 567 403 | 7 181 831 | 135 749 234 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 15 149 900 | 226 843 | 15 376 743 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | 0 | 79 663 521 | 79 663 521 |
| TOTAL | 504 926 699 | 344 089 356 | 849 016 055 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 81 697 852 | 52 648 237 | 134 346 089 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 41 573 408 | 771 703 | 42 345 111 |
| PROG. 180 PRESSE | 380 165 834 | 18 572 897 | 398 738 731 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 1 822 231 | 2 210 696 | 4 032 927 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 58 075 076 | 88 516 | 58 163 592 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION A L'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 27 751 220 | 611 479 | 28 362 699 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 24 118 934 | 56 348 | 24 175 282 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 37 563 571 | 4 968 027 | 42 531 598 |
| TOTAL | 652 768 126 | 79 927 903 | 732 696 029 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|----------------------|--------------------|----------------------|
| OPÉRATEURS EN RÉGION (siège, antenne ou monument) | 990 435 424 | 323 615 878 | 1 314 051 303 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 456 656 609 | 0 | 456 656 609 |
| TOTAL | 1 447 092 033 | 323 615 878 | 1 770 707 912 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 849 016 055 | 25% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | 732 696 029 | 22% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 770 707 912 | 53% |
| TOTAL | 3 352 419 996 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|--------------------|
| DRAC | 146 914 656 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 287 652 133 |
| TOTAL | 434 566 789 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIÉTÉ DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 849 016 055 | 22% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 146 914 656 | 4% |
| TOTAL DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | 732 696 029 | 19% |
| TOTAL DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 1 770 707 912 | 47% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 287 652 133 | 8% |
| TOTAL | 3 786 986 784 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | QUOTE PART DE LA CONTRIBUTION A L'AUDIOVISUEL PUBLIC AFFECTÉE AU FINANCEMENT DES CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|---|
| France 3 antennes région | 346 000 000 |
| France Bleu antennes région | 100 803 000 |
| TOTAL | 446 803 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

SYNTHESE HORS ILE DE FRANCE ET CORSE

SYNTHÈSE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION * Exécution CP 2013 en €

| RAPPEL DES CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| PROG. 131 CREATION | 248 516 405 | 20 186 504 | 268 702 909 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 52 889 264 | 215 369 247 | 268 258 511 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 112 946 041 | 6 720 763 | 119 666 804 |
| PROG. 334 LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 13 778 500 | 226 843 | 14 005 343 |
| DGD – BIBLIOTHÈQUES | 0 | 66 978 210 | 66 978 210 |
| TOTAL | 428 130 210 | 309 481 567 | 737 611 777 |

Sources : Système d'information Chorus et Service du Livre et de la Lecture (DGD)

| DÉPENSES D'INTERVENTION SUR CRÉDITS CENTRAUX T6 | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|
| PROG. 131 CRÉATION | 14 430 901 | 2 128 203 | 16 559 104 |
| PROG. 175 PATRIMOINES | 3 690 321 | 729 203 | 4 419 524 |
| PROG. 180 PRESSE | 88 762 208 | 7 451 495 | 96 213 703 |
| PROG. 186 RECH. CULT. ET CULTURE SCIEN. | 184 214 | 906 487 | 1 090 701 |
| PROG. 224 TRANS. DES SAVOIRS ET DEMOC. DE LA CULT. | 9 751 219 | 10 000 | 9 761 219 |
| PROG. 313 CONTRIBUTION AL'AUDIOV. ET A LA DIV. RADIO. | 26 133 362 | 588 059 | 26 721 421 |
| PROG. 334 LIVRES ET INDUSTRIES CULTURELLES | 306 700 | 56 348 | 363 048 |
| SERVICES À COMPÉTENCE NATIONALE (T3-T5-T6) | 8 561 137 | 1 223 109 | 9 784 246 |
| TOTAL | 151 820 062 | 13 092 904 | 164 912 966 |

Sources : Système d'information Chorus

| DÉPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|
| OPÉRATEURS EN REGION (siège, antenne ou monument) | 85 547 653 | 11 200 372 | 96 748 026 |
| OPÉRATEURS DISTRIBUANT DES SOUTIENS | 160 029 125 | 0 | 160 029 125 |
| TOTAL | 245 576 778 | 11 200 372 | 256 777 150 |

Sources : Directions générales – Opérateurs et autres structures

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS T2 ET SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|---|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 737 611 777 | 64% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 164 912 966 | 14% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 256 777 150 | 22% |
| TOTAL | 1 159 301 893 | 100% |

| MASSE SALARIALE SUR TITRE 2 | MONTANTS |
|----------------------------------|--------------------|
| DRAC | 131 589 561 |
| AUTRES SERVICES, SCN, OPÉRATEURS | 129 974 170 |
| TOTAL | 261 563 731 |

Sources : Secrétariat général / Bureau de l'emploi et de la rémunération

| TOTAL DES DÉPENSES ÉTAT (Y COMPRIS T2) PÉRIMÈTRE CULTURE ET COMMUNICATION HORS SOCIETE DE L'AUDIOVISUEL | MONTANTS | % |
|--|----------------------|-------------|
| TOTAL CRÉDITS DÉCONCENTRÉS | 737 611 777 | 52% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 DRAC | 131 589 561 | 9% |
| TOTAL DEPENSES D'INTERVENTION SUR CREDITS CENTRAUX T6 | 164 912 966 | 12% |
| TOTAL DEPENSES OPÉRATEURS ET AUTRES STRUCTURES | 256 777 150 | 18% |
| MASSE SALARIALE SUR T2 AUTRES STRUCTURES, SCN, OPÉRATEURS | 129 974 170 | 9% |
| TOTAL | 1 420 865 624 | 100% |

| DÉPENSES DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL | QUOTE PART DE LA CONTRIBUTION A L'AUDIOVISUEL PUBLIC AFFECTEE AU FINANCEMENT DES CHARGES D'EXPLOITATION 2012 |
|--|---|
| France 3 antennes région | 299 281 000 |
| France Bleu antennes région | 93 550 000 |
| TOTAL | 392 831 000 |

Sources : France Télévision – Radio France

* Y compris ministère de l'Intérieur – Dotation globale de décentralisation / bibliothèques

NOTE METHODOLOGIQUE

NOTE METHODOLOGIQUE

ANALYSE DES INTERVENTIONS FINANCIERES ET DES POLITIQUES CULTURELLES EN REGION

RAPPORT - 1ère PHASE

La présente note de méthode répond à un triple objectif :

- préciser les modalités de définition du périmètre au regard des normes comptables et des conditions de mise en œuvre des politiques publiques ;
- présenter les sources des données et les conventions utilisées pour les traiter ;
- indiquer les limites de l'analyse et les biais introduits.

Elle tente également d'apporter des éléments de réflexion en vue d'améliorer la fiabilité des chiffres qui pourraient être recueillis à l'avenir, en vue d'un prochain exercice de consolidation des dépenses du ministère de la Culture et de la Communication. Le cas échéant, ils pourraient contribuer à mettre en place un dispositif de type comptabilité analytique ou de type "coût complet" à caractère pérenne, afin d'assurer la comparabilité dans le temps et une bonne lisibilité des informations produites.

1) Définition du périmètre

Le périmètre inclus principalement les crédits exécutés en 2013 sur le budget de l'État, auxquels il convient d'ajouter un certain nombre de dépenses effectuées en région par des opérateurs du ministère et financées sur ressources non budgétaires (recettes fiscales).

La nomenclature budgétaire d'exécution a constitué une référence première et essentielle pour répondre aux objectifs de la mission et filtrer les données comptables analysées.

Au préalable, il convient d'indiquer que le périmètre de l'étude couvre les trois programmes de la mission "Culture", les deux programmes de la mission "Médias et industries culturelles", les trois programmes de la mission "Avances à l'audiovisuel public", et une partie du programme 122 "Concours financiers aux régions" pour la DGD-bibliothèques.

| Ministère responsable de programme | Programme | Description |
|------------------------------------|-----------|--|
| MCC | 131 | Création |
| MCC | 175 | Patrimoines |
| MCC | 180 | Presse |
| MCC | 186 | Recherche culturelle et culture scientifique |
| MCC | 224 | Transmission des savoirs et démocratisation de la culture |
| MCC | 313 | Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique |
| MCC | 334 | Livre et industries culturelles |
| MREDFP | 122 | concours financier aux régions |
| MINEFI | 841 | France télévision |
| MINEFI | 843 | Radio France |
| MINEFI | 845 | Institut national de l'audiovisuel |

Pour chacun des programmes du MCC et selon le centre financier concerné (budget opérationnel de programme (BOP) ou unité opérationnelle (UO) la mission a retenu les montants des crédits de paiement exécutés en 2013 sur les différents titres et catégories budgétaires sur la base des règles suivantes :

- Pour les BOP d'administration centrale et les UO de centrale

Titre 3 Dépenses de fonctionnement,

catégorie 32 Subventions pour charges de service public (les montants sont inscrits en "Dépenses opérateurs et autres structures")

Titre 6 Dépenses d'intervention (les montants sont inscrits en "Dépenses d'intervention sur crédits centraux T6)

catégorie 61 Transferts aux ménages

catégorie 62 Transferts aux entreprises

catégorie 63 Transferts aux collectivités territoriales

catégorie 64 Transferts aux autres collectivités

Titre 7 Dépenses d'opérations financières

catégorie 72 Dotation en fonds propres (les montants sont inscrits en "Dépenses opérateurs et autres structures/opérateurs en région")

- Pour les BOP d'administration centrale et les UO Services à compétence nationale

Titre 3 Dépenses de fonctionnement,

catégorie 31 Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel (les montants sont inscrits en "Dépenses sur crédits centraux SCN)

Titre 5 Dépenses d'investissement (les montants sont inscrits en "Dépenses sur crédits centraux SCN)

catégorie 51 Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État

catégorie 52 Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État

- Pour les BOP des Directions régionales des affaires culturelles

Titre 3 Dépenses de fonctionnement,

catégorie 31 Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel (les montants sont inscrits en "Crédits déconcentrés")

Titre 5 Dépenses d'investissement (les montants sont inscrits en "Crédits déconcentrés")

catégorie 51 Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État

catégorie 52 Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État

Titre 6 Dépenses d'intervention (les montants sont inscrits en "Crédits déconcentrés")

catégorie 61 Transferts aux ménages

catégorie 62 Transferts aux entreprises

catégorie 63 Transferts aux collectivités territoriales

catégorie 64 Transferts aux autres collectivités

Concernant les crédits déconcentrés, la mission a complété le montant des crédits exécutés sur la dotation ministérielle avec le montant de la Dotation générale de décentralisation - bibliothèque versé en 2013.

Concernant les crédits centraux, les informations sur les "tiers", issues des restitutions du système d'information financière Chorus, ont permis à la mission d'enrichir les données sur le programme en indiquant non seulement le montant des subventions versées par l'administration centrale sur le programme mais aussi le nombre de bénéficiaires et le nombre de subventions inférieures ou égales à 10 000 €. Ces informations sont reprises dans la fiche "Détail des dépenses d'intervention sur crédits centraux T6 / Ventilation par programme".

La mission a par ailleurs intégré les dépenses de Titre 2 "Dépenses de personnel" au périmètre de l'étude et a ventilé les coûts induits par types de bénéficiaires des emplois État affectés (DRAC, SCN, Opérateurs en région, autres services en région). Le montant des dépenses de personnel sur T2 est inscrit en "Masse salariale sur Titre 2". Les dépenses des opérateurs relatives aux effectifs payés sur la subvention (masse salariale sur T3) ne font pas l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre de la mission. Néanmoins, les effectifs sur T3 sont présentés afin d'approcher au plus près l'ensemble des moyens de l'État et de ses opérateurs en région. Les données sur les effectifs (sur T2 et T3) sont inscrites en détail dans la fiche "Effectifs du ministère de la Culture et de la Communication y compris opérateurs"

Enfin, la mission a étendu le périmètre de l'étude aux montants des aides distribuées par des opérateurs ou autres types de structures financés à partir d'une subvention versée par le ministère ou à partir des impôts et taxes assimilées affectés à des opérateurs en fonction de leurs missions et relevant du ministère de la Culture et de la Communication. Le montant de ces aides est inscrit en "Dépenses opérateurs et autres structures/opérateurs distribuant des aides".

Le périmètre de l'étude comprend donc :

- des charges de fonctionnement direct, telles que les dépenses de masse salariale sur titre 2 ou les dépenses d'intervention effectuées dans le cadre d'opérations de distributions d'aides ou de soutiens à différentes catégories de bénéficiaires ;

- des charges de fonctionnement indirect définies en substance comme des versements effectués pour financer les charges de fonctionnement d'entités qui sont chargées de l'exécution de

politiques publiques relevant de la compétence directe de l'État, que ce dernier leur a confiée et dont il assure le pilotage indépendamment de la qualification budgétaire de ces charges¹. A ce titre, les sociétés de l'audiovisuel ont été intégrées au périmètre de la mission.

Par convention, la mission s'est affranchie de la nomenclature comptable pour définir les "Dépenses d'intervention" comme les dépenses suivantes :

- les subventions versées aux opérateurs (fonctionnement et investissement)
- les dépenses des services à compétence nationale
- les subventions de titre 6 versées par l'administration centrale
- les dépenses des DRAC hors l'action 224-07 "fonctions support"
- la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques
- les aides versées par des opérateurs ou autres structures

2) - Présentation des sources des données et des conventions utilisées pour les traiter

Une grande part des données utilisées par la mission provient du système d'information financière et comptable Chorus. Ces données brutes n'ont pu être exploitées en l'état et ont été retraitées par la mission du simple fait que les restitutions à partir de Chorus ne permettent pas de classer par région les dépenses réalisées sur les budgets opérationnels de programme (BOP) de l'administration centrale².

La mission a utilisé d'autres sources selon qu'il s'agit des dépenses d'administration centrale, des crédits déconcentrés ou des dépenses des opérateurs. Les services du secrétariat général ont été sollicités en priorité : Bureau de la qualité comptable (BQC), Bureau de l'emploi et de la rémunération (BER), Département de l'action territoriale (DAT). La réalisation de la mission a nécessité également la collaboration des services des Directions générales (DG) et l'aide directe des opérateurs pour recueillir des informations précises sur leur activité de distribution de soutien financier par région. Un tableau récapitulatif des sources est joint en annexe, il présente les informations utiles à la compréhension des données présentées dans le rapport.

Les interprétations qui ont été nécessaires pour traiter certains cas particuliers, sont les suivantes :

- concernant les crédits déconcentrés

1) Les données qui ont été transmises par le DAT à la mission étaient ventilées selon trois axes ministériels, fonctionnement - mixte - investissement, dont les montants étaient respectivement à 470 M€, 36 M€ et 265 M€. La mission a choisi de traiter les données sur les axes usuels fonctionnement et investissement, et a fait le choix d'agréger les crédits imputés sur l'axe "mixte" à l'axe "fonctionnement".

2) les crédits versés en région au titre de la Dotation générale de décentralisation (DGD-Bibliothèque) ont été classés en dépenses d'investissement puisque depuis le 1er janvier 2006, un seul concours particulier réunit ces crédits, qui ne sont plus consacrés qu'aux investissements consentis au profit des BM et des BDP pour soutenir des projets de construction, d'extension ou restructuration de bâtiments (médiathèques de proximité rurales ou urbaines, nouvelles constructions d'envergure régionale), d'équipement mobilier et informatique, d'aménagement visant à améliorer les conditions de conservation des fonds patrimoniaux, projets de numérisation... Par convention, compte tenu des conditions d'instruction des dossiers, ils ont été

¹ Sont exclues notamment du périmètre de l'étude les prêts et les avances comme celles versées par le Fonds stratégique de développement de la presse (FSDP).

² La mission a donc converti la variable "code postal du tiers" en "région" à défaut d'un champ « région » dans le système d'information Chorus.

considérés comme déconcentrés dans leur totalité, y compris ceux de la 2ème fraction destinés à des opérations figurant sur une liste établie chaque année par les deux ministères concernés.

3) En synthèse, le montant des crédits déconcentrés est présenté suivant la logique des programmes, ce qui offre une lecture comparable à celle des crédits d'administration centrale. Cependant, pour la présentation détaillée, les données extraites de l'application Chorus ont été retraitées par secteurs d'intervention afin de permettre une comparaison avec les données qui seront analysées dans le second volet de la mission consacré aux dépenses des conseils régionaux collectées sur la base du questionnaire transmis aux DRAC. La logique de symétrie de la présentation fait ainsi apparaître deux secteurs d'activités sur lesquels la DRAC n'intervient pas : Inventaire, Presse et Médias.

Un focus particulier est proposé sur la formation professionnelle grâce à une approche affinée de l'activité, ce qui permet de distinguer, pour le domaine de l'enseignement, le soutien aux établissements d'enseignement supérieur du domaine spécifique de l'insertion et la formation professionnelle, dont la compétence relève plus spécifiquement des régions.

- concernant les crédits d'administration centrale versés en région

1) Pour le programme 131 "Création", aucune convention particulière n'a été appliquée, mais il convient de noter que la subvention de fonctionnement versée au Palais de Tokyo reste inscrite en crédit d'administration centrale versés en région Ile de France, et n'est pas reprise dans la fiche "Détail des crédits opérateurs et autres structures" de cette région.

2) Pour les aides versées au titre du fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP) sur le programme 180 "Presse", les restitutions Chorus imputent sur l'Ile de France l'ensemble de la dépense pour les frais d'affranchissement postal et les transports. La mission a procédé, sur la **base des données détaillées des frais postaux cumulés par région en 2012** fournies par la DGMIC, à une réimputation de ces montants sur les crédits exécutés 2013 ventilés par région. Les frais de transports n'ont pas posé de problème de traitement particulier étant majoritairement associés au journal "le Monde" qui ne répond pas à la logique d'une aide à la presse régionale.

Une deuxième difficulté est apparue concernant le FSDP mais pour des cas très rares (sauf en Ile de France), les aides sont attribuées à des magazines nationaux (Rhône Alpes par exemple).

3) Pour le programme 175, aucune convention particulière n'a été appliquée.

4) Pour le programme 186, les subventions de titre 6 versées aux opérateurs ont été sorties et réimputées sur la ligne de l'opérateur concerné dans la fiche "Détail des crédits opérateurs et autres structures" puisqu'elles complètent la subvention de fonctionnement en matière de recherche et de culture scientifique.

5) Pour le programme 224 "Transmission des savoirs et démocratisation culturelle", le montant des bourses (hors critères sociaux) versées aux élèves des établissements d'enseignement supérieur du ministère a été déduit des apports de crédits du programme à la région, dans la mesure où cette dépense est déjà comprise dans la somme des subventions versées à l'opérateur.

6) Pour le programme 313, les montants retenus par région sont ceux du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). Les crédits de l'action 01 pour France Télévision, ont été traités à part dans la rubrique "Sociétés de l'audiovisuel" qui indique (sur l'état de l'exécution 2012) le montant de la quote part de la contribution à l'audiovisuel public qui finance le coût des antennes en région.

7) Pour le programme 334, la somme des crédits utilisés au titre des régions Outre-mer a été déduite du montant de la subvention versée à la Centrale de l'édition et inscrite dans la rubrique

“Opérateurs ou autres structures distribuant des soutiens”, le solde restant imputé sur l'Ile de France.

8) les montants des dépenses de fonctionnement et d'investissement des Services à compétence nationale (SCN) sont inscrits globalement et les crédits de paiement exécutés en 2013 pour des dépenses relevant du strict fonctionnement ou de l'entretien de l'entité n'ont pas été isolés dans l'approche méthodologique, pas plus qu'ils ne l'ont été pour les dépenses des opérateurs.

9) Enfin, pour la région Ile de France, il n'a pas été fait de tri pour sortir toutes les aides directes attribuées à des éditeurs nationaux pour le programme 180, des associations ou autres types de structures à vocation nationale pour les autres programmes, sur un motif de cohérence et de parallélisme avec les données retenues pour les opérateurs et autres structures, dont le public et les missions ne peuvent être considérés comme exclusivement franciliens.

- concernant les crédits opérateurs et autres structures implantés en région

Le périmètre des opérateurs n'est plus défini strictement par le référentiel comptable national depuis le PLF 2013. Par conséquent, la catégorie “opérateurs” dans le cadre de cette étude correspond aux entités recevant une subvention de l'État ou bénéficiant de taxes affectées, sur lesquelles l'État exerce une tutelle et qui jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques culturelles.

Le montant des dépenses est celui de l'ensemble des subventions versées (T3- T6 -T7) en 2013 à partir du budget du MCC à l'opérateur.

Pour le cas particulier des antennes en région, la mission a sollicité directement les établissements concernés pour obtenir, sur la base des coûts d'exploitation de la structure, la part financée par des subventions de l'État. Tous n'ont pas répondu à cette demande, ainsi :

- pour les sites d'Avignon et de Sablé de la Bibliothèque nationale de France et pour l'antenne de la Cité de la Céramique à Limoges, le coût renseigné est hors proratisation des charges d'exploitation en fonction de la part financée sur subvention du MCC et hors activité de conservation pour le site de Sablé;
- pour l'antenne de l'école d'architecture de Montpellier à la Réunion, aucune information n'a pu être communiquée à la mission par la Direction générale des patrimoines, le travail de décomposition des coûts engagée par l'école de Montpellier étant en cours de validation au moment de l'étude. Les dépenses de subvention indiquée pour l'école d'architecture de Montpellier en région Languedoc Roussillon intègrent donc la quote-part de subventions versée pour l'antenne de la Réunion ;
- pour les monuments du Centre des monuments nationaux, les montants indiqués correspondent aux charges d'exploitation dont le coût a été proratisé en fonction du taux de financement de l'établissement par l'État : 17,7 % en fonctionnement et 82,5 % en investissement, comme indiqué par l'établissement. La somme des montants ainsi imputés en région a été déduite du montant des subventions versées par le ministère au siège implanté en Ile de France.

- Pour les opérateurs qui ne reçoivent pas de subvention pour charge de service public mais des produits de taxes affectées et dont la mission principale est de conduire pour le compte de l'État une politique de redistribution d'aides, les crédits autres que ceux consacrés aux aides distribuées ne sont pas intégrés au détail “des crédits des opérateurs et autres structures implantés en région”. Cela concerne le CNC, le CNL, le CNV et l'INA en région Ile de France.

- concernant les crédits opérateurs et autres structures implantés distribuant des soutiens

Pour l'enquête, ont été pris en compte au titre de cette catégorie les établissements publics ou autres types de structure suivants : BNF, CNAP, CNC, CND, CNL, CNT, CNV, INRAP, ONDA, RMN-GP et la Centrale de l'édition pour les régions d'outre-mer.

Trois de ces structures figurent également dans la liste des "Opérateurs et autres structures implantés en région" : la BNF qui exerce une mission de soutien à travers sa politique de "Pôles associés", le CNAP pour ses différents dispositifs d'aide et l'INRAP pour les crédits affectés au fonds de soutien d'archéologie préventive.

- BNF : un peu plus de 1% de la subvention de fonctionnement que la BNF perçoit du ministère est consacré chaque année au versement de subventions à des bibliothèques en région dénommées "pôles associés". L'établissement a fourni un descriptif des montants versés en 2013 par région, qui a été intégré dans les apports financiers à la région. Par contre, l'évaluation du coût de la coopération avec les bibliothèques qui est assuré par ailleurs par la BNF (gestion du catalogue collectif de France (CcFr) n'a pas été prise en compte car il n'était pas possible de répercuter les coûts par région.

- RMN-GP : l'établissement a fourni à l'IGAC un récapitulatif des **charges 2012** (les comptes 2013 n'étant pas arrêtés dans le calendrier de la mission) ventilées par nature pour les activités de service public et commerciales (librairies, boutiques ...) effectuées dans des musées sous statut de SCN. Pour les besoins de la mission, seules les charges de service public ont été retenues, l'établissement ayant indiqué que la subvention versée à l'établissement équilibrait en 2012 le besoin de financement des missions de service public, aucune proratisation n'a été effectuée.

-Pour le CNAP, le CNC, le CND, le CNL, le CNT, le CNV et l'ONDA les entités ont transmis la liste par région du montant des aides attribuées en 2013 à l'issue des commissions. Pour le FNAP, les données ont été fournies par l'administration centrale, sous-direction de l'archéologie. Concernant l'association de soutien aux théâtres privés (ASTP), les données transmises à l'IGAC n'ont pas permis de renseigner le montant des soutiens apportés aux théâtres autres que franciliens. Pour cette raison la STP n'a pas été retenue dans la liste des opérateurs distribuant des soutiens en région.

- concernant les sociétés de l'audiovisuel

- **France télévision** (programme 841), les montants de dépenses indiqués correspondent à la quote part de la contribution de l'audiovisuel public qui a financé les **charges d'exploitation 2012** du réseau France 3 par antenne régionale, les comptes administratifs 2013 n'ayant pas été arrêtés à la date de la mission. Le réseau FR3 est organisé en cinq pôles régionaux de gouvernance, le coût de fonctionnement des pôles régionaux et les coûts affectés des fonctions support ne sont pas compris dans les chiffres retenus. Ces derniers sont proratisés en fonction de la part de la redevance et subvention publique (87%) sur l'ensemble des recettes du groupe France Télévision qui dispose aussi de recettes publicitaires (12,8%) ou de parrainage (0,13%).

- **France Bleu** (programme 843), la mission a demandé à Radio France de lui fournir la part de financement de chacune des 44 radios locales à partir de la contribution à l'audiovisuel public. Les principes de la comptabilité analytique de Radio France ne permettaient dans un premier temps que de restituer ces dépenses au niveau des quatre pôles inter-régionaux. Sur l'insistance de la mission, Radio France a répondu à ses attentes et les montants indiqués par région correspondant à la quote part de la contribution à l'audiovisuel public qui a financé **les charges directes des antennes en 2012**.

- **INA** (programme 845), l'établissement dispose de sept délégations régionales (centres de

consultation régionaux) et d'un réseau de consultation dans quelques médiathèques municipales. La mission a demandé à l'INA de préciser la part des crédits de la subvention perçue par l'établissement susceptible de faire l'objet d'une répartition régionale et d'en indiquer le montant par centre de consultation. L'INA a communiqué les charges d'exploitation 2013 de chacune des antennes et a indiqué que le taux de recettes publiques à l'INA est de 66 %. La mission a appliqué ce taux pour le montant retenu des coûts de l'INA en région qui a été reporté dans la rubrique "Opérateurs et autres structures implantées en région".

À l'instar de la règle appliquée pour les dépenses relatives aux autres opérateurs relevant des programmes du ministère de la Culture et de la Communication financés à partir des taxes affectées, les coûts de Radio France, France Télévision et de l'INA pour leur implantation en Ile de France et la gestion de leurs réseaux financés à partir des redevances n'ont pas été retenus et ne sont donc pas mentionnés dans la fiche de l'Ile de France.

- concernant les données sur les effectifs et la masse salariale

Le bureau de l'emploi et de la rémunération a fourni à l'IGAC pour le T2 un fichier de données brutes issues du système d'information des ressources humaines (Rhapsodie). La mission a procédé aux retraitements nécessaires pour trier les effectifs par "type de structure" "affectation" et "sous-affectation".

Au moment de la mission, les données relatives à l'exécution 2013 des emplois des opérateurs était en cours de traitement au bureau des opérateurs du secrétariat général. Il n'a donc pas été possible pour la mission de recueillir pour tous les opérateurs le nombre d'ETP au 31/12/2013. Sauf pour les écoles d'architecture (ETP au 31/12/2013) ou les écoles d'arts (prévisions d'exécution 2013 des ETP), les données relatives aux effectifs des opérateurs en T3 reprennent les notifications des plafonds de la LFI 2013.

Pour appréhender le montant des dépenses de masse salariale sur T2, la mission a eu recours au principe de codification en vigueur des données de paies du ministère qui permet d'extraire par DRAC, les dépenses de T2 sur son périmètre³. Ces montants concernent les emplois de la DRAC, des SCN de la région, de certains opérateurs ayant des emplois sur T2 (Centre des monuments nationaux, écoles nationales supérieures d'art) et ceux mis à disposition des archives départementales et des bibliothèques municipales classées.

La mission a constaté que les données relatives aux rémunérations des agents affectés dans les écoles d'architecture et de quelques SCN (comme Compiègne/Blérancourt ou Archives du monde du travail) ne sont pas ressorties de cette restitution automatique et ont été remises à la mission à partir d'une requête spécifique opérée par le BER.

3) Les limites de l'analyse et les biais introduits

- La mission a procédé à une répartition des dépenses par région à partir de l'adresse du bénéficiaire de la subvention, or il ne peut y avoir de systématisme entre l'adresse du tiers auquel a été versée la subvention et le lieu où le bénéfice de l'aide se réalise. Pour exemple : les aides à la presse versées au Journal Ouest France sont intégralement imputées sur les crédits d'intervention de l'administration centrale du programme 180 en région Bretagne à hauteur de 17 M€, alors même que le lectorat du journal touche *a minima* une autre région (Pays de la

³ Cette codification repose sur d'anciennes pratiques, à l'époque où les directions régionales prenaient en charge les payes de plusieurs services en région. Elle n'a plus de fondement, depuis la mise en place de la nouvelle organisation de la gestion des ressources humaines en mode ONP.

Loire). Ce même biais est constaté pour les aides aux œuvres audiovisuelles du CNC, dont le montant est imputé sur la région de résidence du producteur bénéficiaire de l'aide.

- Du fait du transfert de gestion au CNOUS / CROUS des bourses sur critères sociaux, les crédits concernant **les bourses sociales versées aux élèves des écoles supérieures du ministère de la culture et de la communication ne sont pas répercutées sur les dépenses du ministère en région**. Le montant 2013 des bourses sur critères sociaux est d'environ 29 M€ pour le ministère.

- Les crédits de paiement exécutés en 2013 sur titre 5 pour la réalisation de travaux portant sur des biens contrôlés par l'Etat mais pour lesquels la maîtrise d'ouvrage a été assurée par l'opérateur de maîtrise d'ouvrage déléguée, sont inscrits comme crédits d'investissement sur la ligne de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC) dans la fiche "Détail des crédits opérateurs et autres structures" de la région Ile de France.

- Une analyse comparée des données relatives aux ETP sur T2 issues du fichier de Rhapsodie et des organigrammes des DRAC transmis par le Département de l'action territoriale à l'IGAC a mis en évidence de légers écarts sur le nombre d'effectifs ou sur leur répartition par domaines d'activités. Compte-tenu du fait que certaines directions régionales mentionnent sur leur organigramme des agents qui ne sont pas en position d'activité (CLM, Congés parentaux...), la mission a choisi de **retenir les données sur les effectifs issues de Rhapsodie, tout en sachant qu'ils peuvent présenter une légère source d'erreur du fait que la mise à jour des données n'est pas effectuée en temps réel**. Pour une analyse plus approfondie des moyens en personnel des DRAC, la mission renvoie sur les travaux de cartographie conduits au Secrétariat général par le DAT.

- L'absence d'une codification spécifique dans le référentiel de programmation budgétaire jusqu'en 2013 a eu pour conséquence que les restitutions Chorus n'ont pas permis d'identifier au sein des crédits d'administration centrale les subventions relevant de la réserve parlementaire, dont la ventilation régionale est indépendante de l'action du ministère. **Le biais lié aux crédits de la réserve parlementaire (8.9 M€)** est particulièrement important sur le programme 224 (7.36 M€), sur les autres programmes, la part des crédits de la réserve parlementaire est la suivante :

Programme 131 "Création" : 0.48 M€

Programme 175 "Patrimoines" : 0.74 M€

Programme 224 "Transmission des savoirs et démocratisation culturelle" : 7.39 M€

Programme 313 "Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique" : 0.16 M€

Programme 334 "Livre et industries culturelles" : 0.06 M€

Programme 180 "Presse" : 0.05 M€

Programme 186 "Recherche culturelle et culture scientifique" : 0.02 M€

- S'agissant de la région Ile de France, l'implantation majoritairement parisienne des établissements publics nationaux, comme des associations à vocation nationale ou encore des organes de presse nationale a pour effet de sur-représenter le montant des dépenses culturelles de l'État sur la région Ile de France, alors même que celles-ci ont vocation à couvrir l'intégralité du territoire national ou à toucher un public non francilien.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DONNÉES QUANTITATIVES RECENSÉES PAR LA MISSION ET INDICATION DES SOURCES

| TYPE DE DONNÉES | DESCRIPTION DES DONNÉES | SOURCES |
|---|---|---|
| Crédits déconcentrés | <p>1. Présentation par DRAC des dépenses exécutées en 2013 ventilées par programme (page synthèse) et par secteur d'intervention (page détail des crédits déconcentrés)</p> <p>2. Montants par régions de la Dotation globale de décentralisation (DGD)– concours particulier des bibliothèques - crédits exécutés 2013.</p> | <p>1. Restitution par programme / action / sous action / activité et selon les axes ministériels de dépenses (fonctionnement / investissement) des données comptables du système d'information Chorus retraitées par le Département de l'action territoriale (DAT) du Secrétariat général (SG)</p> <p>2 . Service du livre et de la lecture (SLL) de la DGMIC</p> |
| Crédits centraux | <p>1. Ventilation par programme, et par axe ministériel, des dépenses 2013 d'intervention en T6 par action-sous action – activité – tiers bénéficiaire – code postal du tiers</p> <p>2. Dépenses 2013 exécutées par les Services à Compétence nationale (SCN) en distinguant les dépenses d'investissement de celles de fonctionnement.</p> <p>3. Au montant des aides à la Presse gérées sur le programme 180 sont ajoutés pour chaque région les contributions à la prise en charge des frais d'affranchissement sur la base de l'exécution 2012.</p> | <p>1. Les informations ont été restituées à partir du système d'information Chorus par le Bureau de la qualité comptable (BQC) du Secrétariat général</p> <p>2. Les informations ont été recueillies auprès des directions générales concernées (DGPAT et DGCA), voire auprès du SCN en cas d'implantation sur plusieurs sites (musées napoléonien),</p> <p>3. Les informations sur les frais postaux ventilés par région ont été recueillies auprès de la DGMIC.</p> |
| <p>Les opérateurs et autres structures</p> <p>A Les opérateurs et autres structures implantés en région</p> <p>Pour les antennes en région</p> <p>B les opérateurs et autres structure</p> | <p>1.Montant par opérateur des crédits de paiement versés sur le T3-T6-T7 (pour le fonctionnement et l'investissement)</p> <p>2. pour les antennes en région, le montant indiqué correspond à la part des charges d'exploitation prise en charge par un financement de l'Etat lorsque l'information était disponible</p> <p>1. Montant par entité des aides distribués à des bénéficiaires de la région en 2013.</p> | <p>1. Les données relatives aux montants des subventions versées au MUCEM (région PACA), au TNS et aux autres opérateurs implantés en Ile de France, sont issues des montants de l'exécution des crédits 2013 extraits du système d'information financière et comptable Chorus et transmis par le Bureau de la qualité comptable / Secrétariat général.</p> <p>1bis. Pour les écoles nationales supérieures d'art, les conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse et les écoles d'architecture, la mission IGAC a recueilli directement auprès de la direction générale de la création et de la direction générale des patrimoines, les données relatives aux dépenses exécutées en 2013. Pour les autres opérateurs, les informations ont été restituées à partir du système d'information Chorus par le Bureau de la qualité comptable (BQC) du Secrétariat général</p> <p>2. les informations concernant les antennes en région ont été recueillies auprès des établissements concernés.</p> <p>1. Les informations ont été recueillies directement auprès des entités concernées. Pour le FNAP, les</p> |

| | | |
|---|--|---|
| distribuant des aides | | montants des aides et la liste des bénéficiaires ont été transmis par la Direction générale des patrimoines / Sous direction de l'archéologie. |
| TYPE DE DONNEES | DESCRIPTION DES DONNEES | SOURCES |
| Dépenses de masse salariale sur T2 | 1. Ventilation des dépenses de masse salariale sur T2 par DRAC – service bénéficiaire | 1. La mission IGAC a eu recours aux informations communiquées par le Bureau de l'emploi et de la rémunération (BER) du Secrétariat général. |
| Les effectifs | 1. Nombre d'ETP au 31/12/2013 sur T2 par DRAC, SCN et autres services en région (archives départementale et bibliothèque municipale) 2. Nombre d'ETP sur T2 et sur T3 pour les opérateurs | 1. fichier de données brutes issues du système d'information des ressources humaines (Rhapsodie) transmis par le Bureau de l'emploi et de la rémunération (BER) du Secrétariat général. 2. Pour les écoles nationales supérieures d'art, les conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse et les écoles d'architecture, les données sur les effectifs T2 et T3 ont été transmises par les services de la DGPAT et de la DGCA. Pour les autres opérateurs, les effectifs T2 retenus sont ceux fournis par le BER et les données relative aux effectifs sur T3 sont les plafonds d'emplois notifiés en loi de finances 2013. |